TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 336 - FÉVRIER 2022

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 336

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - La consommation de viande bovine face à l'inflation énergétique et à la reprise des échanges extérieurs
    - Des hausses de prix bienvenues face à l'inflation des charges
- Jeunes bovins
  - Europe
    - Les prix ont repris leur hausse
- Femelles
  - Europe
    - Les cours poursuivent leur marche en avant
- Maigre
  - Face à une demande dynamique, l'offre restreinte fait progresser les prix
- Veaux de boucherie
  - Des prix et des coûts de production toujours très élevés
- Veaux nourrissons
  - La hausse saisonnière des cours semble enclenchée

Lait de vache
- Collecte laitière
  - Le prix du lait de vache s'envole en Europe
  - Monde : faibles disponibilités fin 2021 et début 2022
- Marché des produits laitiers
  - Fabrications européennes : chute des disponibilités en ingrédients laitiers

Viande ovine
- France
  - Des abattages français modestes début 2022
- UE et monde
  - Amélioration de l'offre mondiale en 2022 ?

Lait de chèvre et viande
- Lait de chèvre
  - Baisse saisonnière prononcée de la collecte fin 2021
- Prix du lait de chèvre
  - Année favorable pour le prix du lait

Les fromages AOP, moteurs de l'essor de l'Italie laitière

Le manque d'offre contribue à faire monter les prix. Les coûts de production augmentent aussi.

Dernière révision le 22 février 2022

Les prix des gros bovins, maigres et finis, sont orientés à la hausse du fait du recul de l'offre de toutes les catégories d'animaux. Ceux des petits veaux entament leur remontée saisonnière. Seuls les cours des veaux de boucherie n'augmentent pas, mais ils restent à des niveaux historiquement élevés. Les coûts de production sont également en hausse.

La situation est la même partout en Europe : les bovins se font rares et la remontée du prix du lait accentue le manque de disponibilités en incitant les éleveurs laitiers à conserver leurs vaches.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

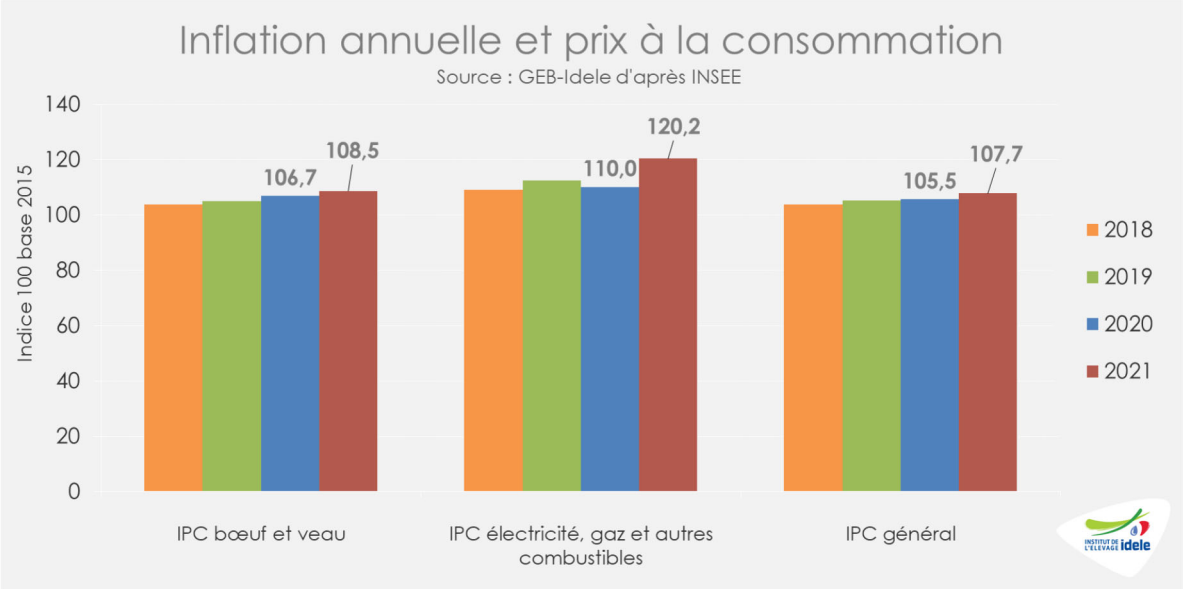
La consommation de viande bovine face à l'inflation énergétique et à la reprise des échanges extérieurs

Dernière révision le 22 février 2022

Fin 2021, l'inflation a pesé sur le pouvoir d'achat des ménages. Les achats de viande hachée ont entamé le début d'année à des niveaux plus élevés que l'ensemble des produits de grande consommation et du frais libre-service (PGC-FLS). En décembre 2021, le commerce extérieur a de nouveau été dynamique.

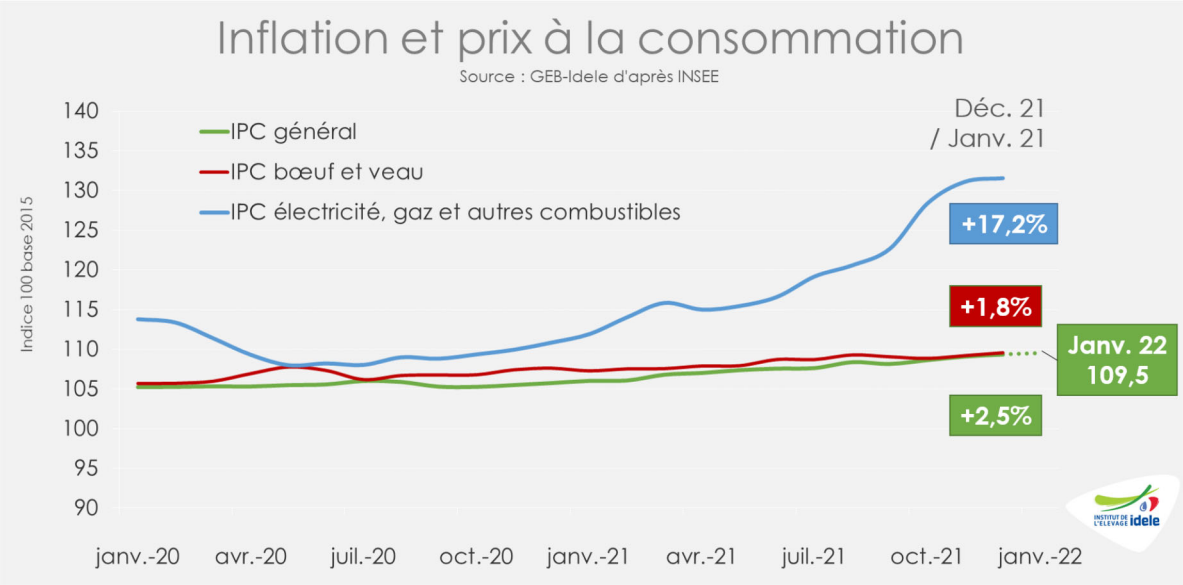
Inflation énergétique, pas alimentaire à ce stade !

Poussée par l'envolée du prix de l'énergie (gaz, carburants et électricité) notamment au 2nd semestre, l'inflation générale a été marquée en 2021. D'après l'INSEE, les prix à la consommation se sont appréciés de +2,1% /2020 en moyenne annuelle 2021, affectés notamment par la hausse du prix de l'énergie (+9,3%). L'indice des prix à la consommation (IPC) de la viande bovine et le veau a connu une hausse très modérée (+1,6%).



L'envolée des prix de l'énergie a pesé sur le pouvoir d'achat des ménages en fin d'année 2021, notamment pour le budget de « dépenses contraintes ». D'après le panel Kantar, les ménages les plus modestes ont limité les achats non contraints, dont les viandes rouges piécées.

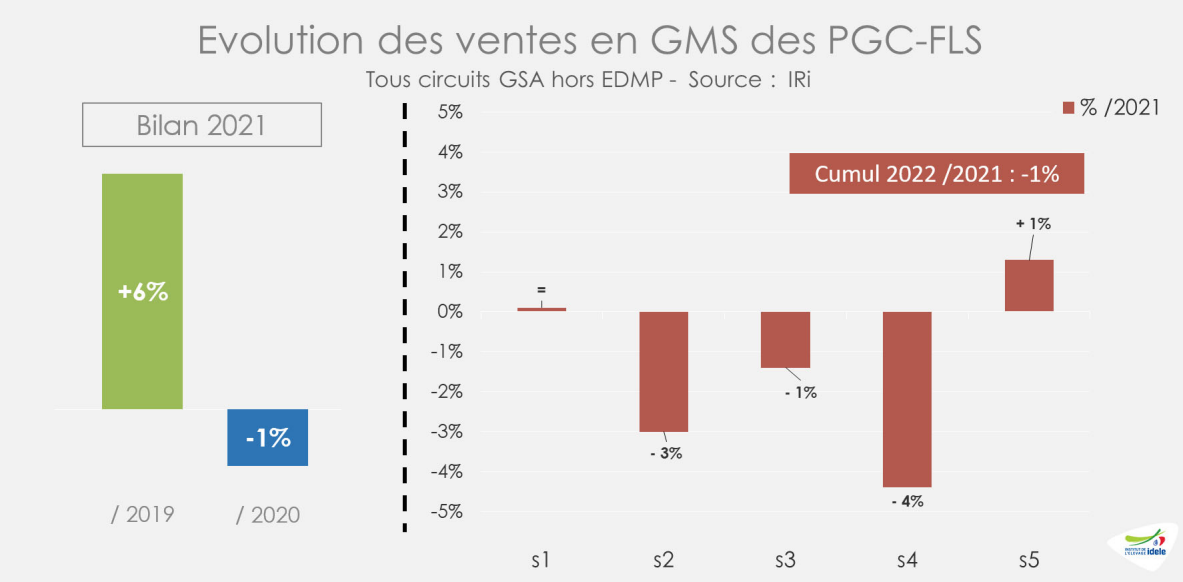
L'inflation générale pourrait avoir atteint un plateau fin 2021. L'INSEE anticipe une stabilité de l'indice général des prix à la consommation en janvier 2022.



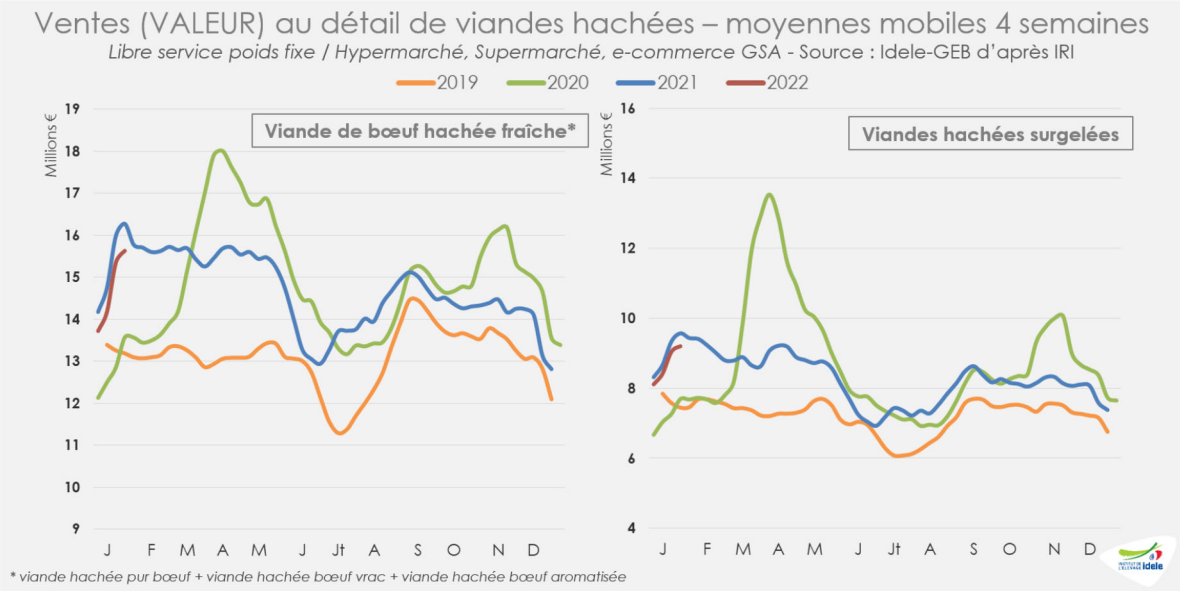
Les ventes au détail reculent début 2022, mais pas celles de viande bovine hachée

Sur l'ensemble de 2021 encore affectée par la pandémie, **les ventes au détail en volume de produits de grande consommation et frais libre-service (PGC-FLS)** en grandes surfaces se sont contractées de -2,1% en 2021. Toute la croissance acquise en 2020 (+6,4% /2019) n'a pas été perdue, notamment avec un 1er semestre 2021 où la fermeture de la RHD et un niveau de télétravail supérieur à 2019 ont pesé. En valeur, **les ventes en valeur** sont restées proches de celles de 2020 et également bien supérieures à celles de l'avant pandémie (-1% /2020 et +6% /2019).

Depuis le début de 2022, les ventes en valeur de PGC-FLS sont restées dynamiques bien qu'en retrait par rapport à l'année dernière. Rappelons que le début de 2021 était encore affecté par des restrictions : les Français étaient contraints par un couvre-feu à 18 heures (à partir du 16 janvier) et interdits de restauration à table. Les ventes du début d'année sont cependant restées élevées par rapport à 2020 (+7% /2020 en s5).

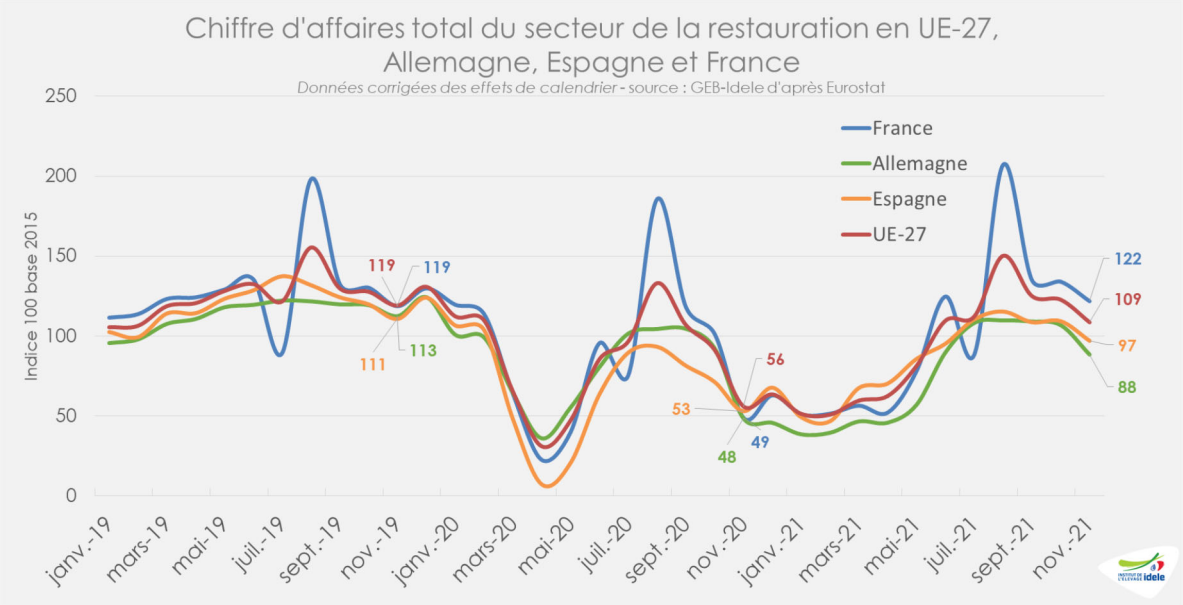


En 2021, les ventes de viandes hachées avaient flirté avec le niveau élevé de 2020. En cumul sur l'année, les ventes de haché frais (-1% /2020 et +12% /2019) comme de haché surgelé (-5% /2020 et +15% /2019) ont atteint des valeurs nettement supérieures à celles d'avant pandémie. La tendance est restée la même sur le début de 2022. Sur les 4 premières semaines, les ventes de haché frais (-4% /2021 et +15% /2020) et de haché surgelé (-4% /2021 et +19% /2020) sont restées dynamiques.

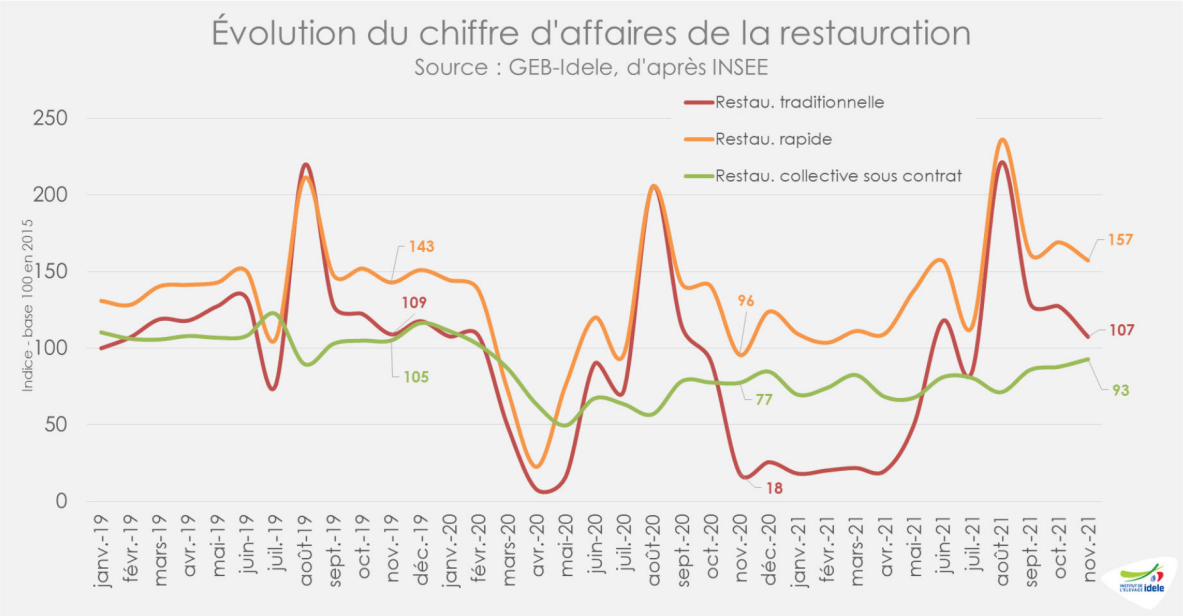


La RHD française est restée dynamique fin 2021, comme partout en UE.

En **novembre 2021**, le chiffre d'affaires de la RHD en France restait supérieur à l'avant-pandémie pour le 4ème mois consécutif (+3% /2019) et bien supérieur à 2020, marqué par la 2ème vague de Covid (+150% /2020). Ce n'était pas le cas partout en UE où certains États membres étaient affectés par la résurgence de la pandémie, notamment en Allemagne (+83% /2020 et -21% /2019).

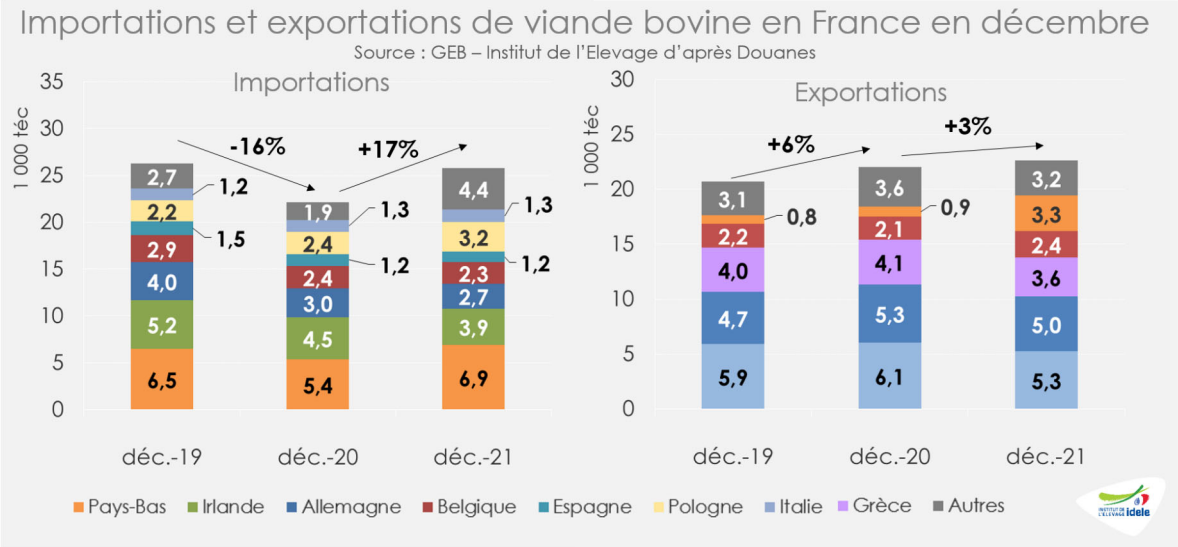


En France, c'était toujours la restauration rapide française qui portait la croissance (+65% /2020 et +10% /2019). Les ventes de la restauration traditionnelle étaient plus mesurées (x6 /2020, mais -2% /2019). Et la restauration collective restait affectée par le télétravail et les nouvelles habitudes de déjeuner (+20% /2020, mais -12% /2019).

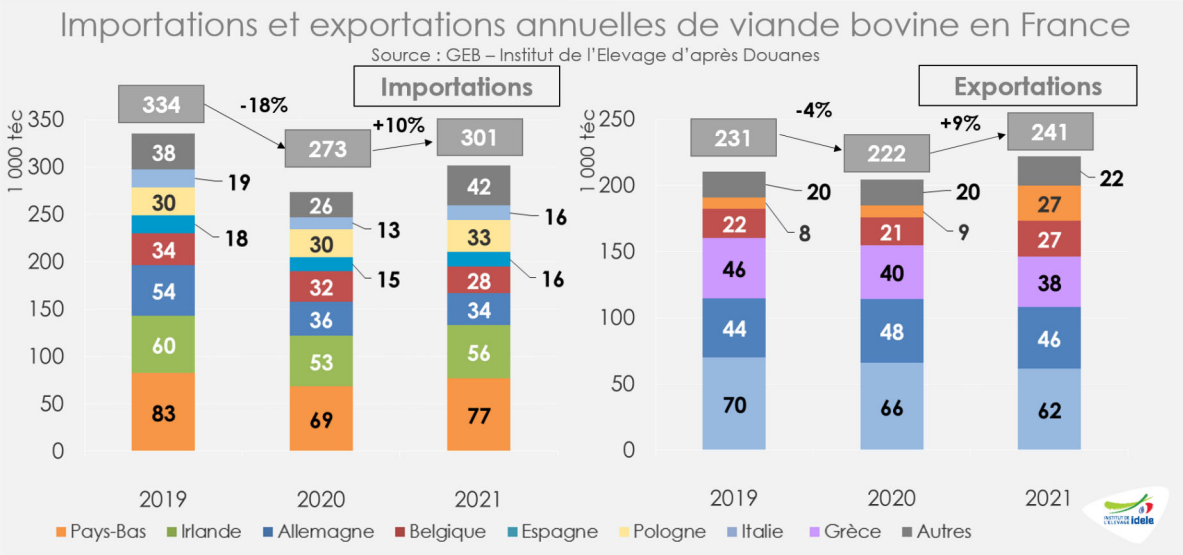


Poursuite de la hausse des exportations en 2021 et redressement partiel des importations

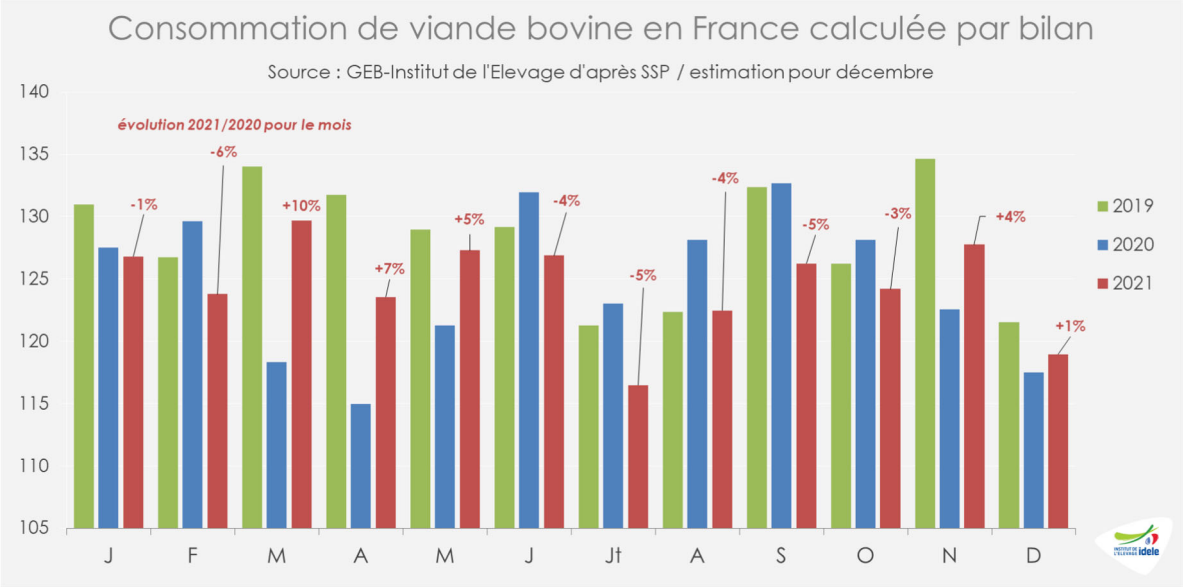
En décembre 2021, le commerce extérieur de viande bovine a de nouveau été dynamique dans un contexte de manque de disponibilités un peu partout en Europe. Les **importations** ont poursuivi leur redressement à 26 000 téc en décembre (+17% /2020, mais -2% /2019). Les **exportations françaises** ont à nouveau progressé pour répondre à la forte demande : 23 000 téc ont été expédiées (+3% /2020 et +9% /2019). Les envois sont restés dynamiques en particulier vers les Pays-Bas (3 300 téc : x3,5 /2020) et vers la Belgique (2 400 téc : +13% /2020).



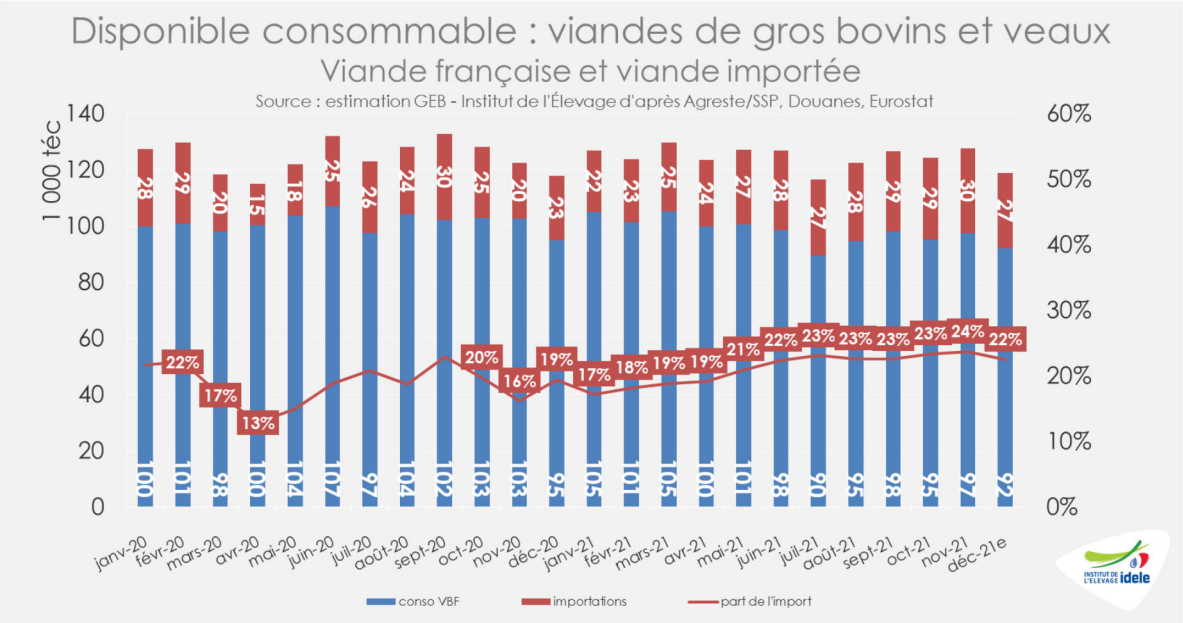
D'après les Douanes, en cumul sur l'ensemble de l'année 2021, les importations sont restées intermédiaires entre 2019 et 2020 (301 000 téc soit +10% /2020 mais -10% /2019). A contrario, les exportations françaises ont été bien supérieures au niveau pré-pandémie à 241 000 téc (+9% /2020 et +5% /2019).



En décembre 2021, **la consommation calculée par bilan** se situait à un niveau intermédiaire entre les deux dernières années à 119 000 téc (+1% /2020, mais -5% /2019), avec un jour ouvré en plus qu'en décembre 2020. En cumul sur l'année, la consommation a été stable à 1 500 000 téc (= /2020, mais -3% /2019).



En décembre 2021, la proportion d'import dans les disponibilités totales a reculé à 22%. Sur l'ensemble de 2021, la proportion d'import a atteint 21%, niveau intermédiaire entre les deux années précédentes (19% en 2019 et 22% en 2020).



Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée !

Viandes bovines » Gros bovins » France »

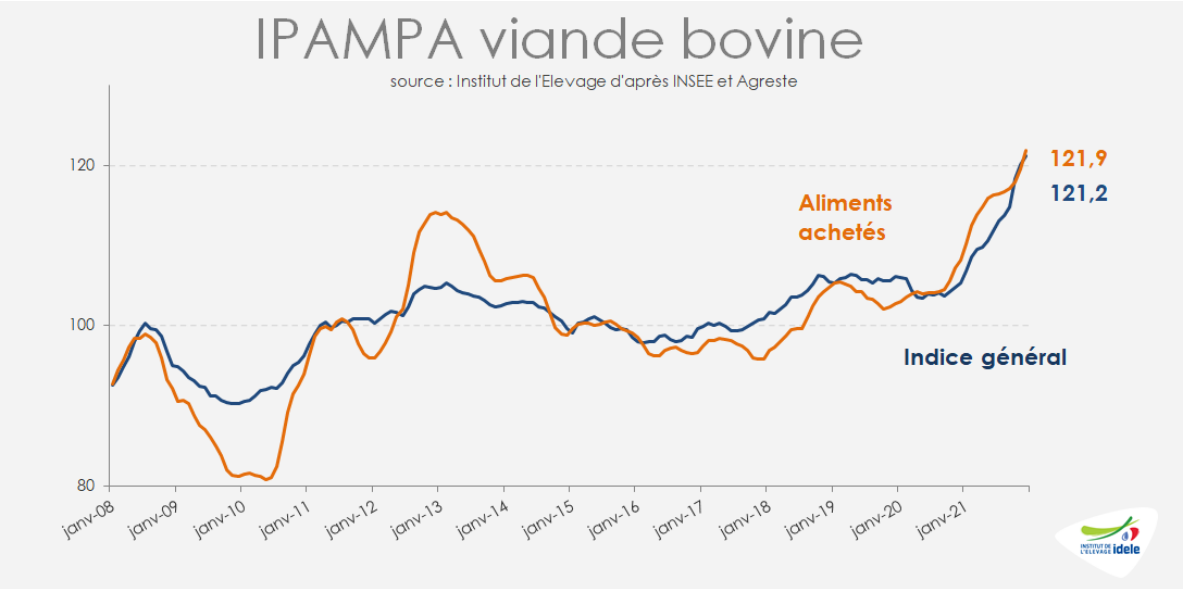
Des hausses de prix bienvenues face à l'inflation des charges

Dernière révision le 22 février 2022

Les très faibles disponibilités, en particulier en vaches laitières et en jeunes bovins, permettent des hausses de prix inédites sur toutes les catégories de bovins. La forte hausse des charges est toutefois un gros point noir pour les éleveurs. En décembre 2021, l'IPAMPA viande bovine affichait une hausse de +15% /2020.

Des charges en forte hausse

En décembre 2021, l'IPAMPA viande bovine (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles) se situait au niveau record de 121,2 (+15% /2020 et +14% /2019). L'indice des aliments achetés était à +13% /2020 et +19% /2019 et celui des énergies et lubrifiants à +38% /2020 et +11% /2019.

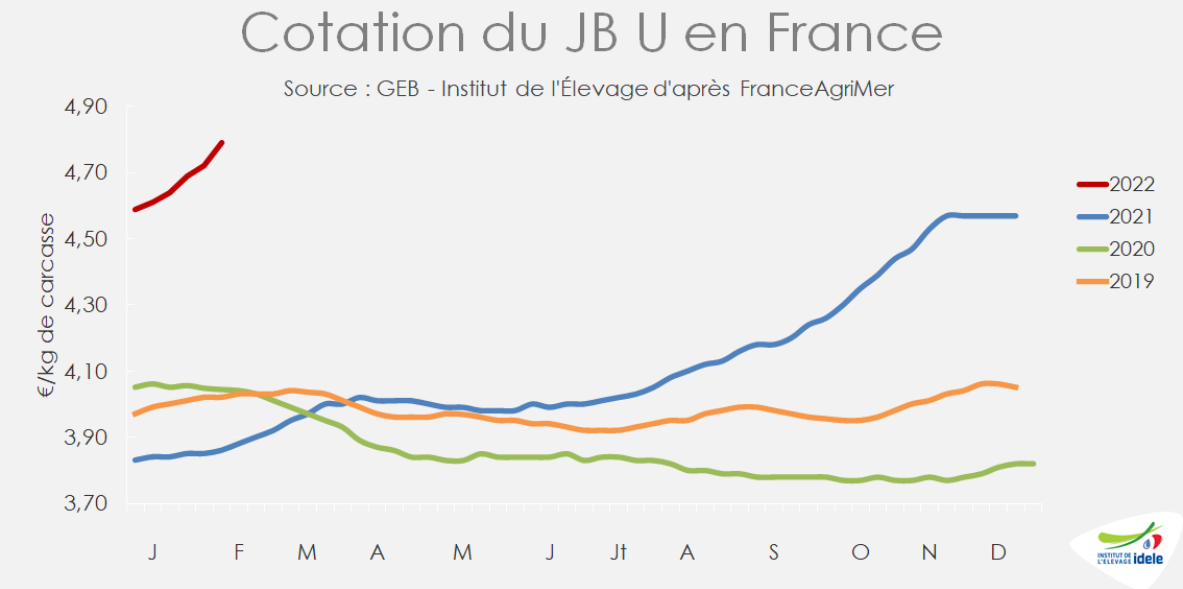


Face à cette flambée des charges qui pèse sur les coûts de production, les prix des bovins finis ont poursuivi leur hausse. Le prix moyen pondéré (PMP) des gros bovins finis entrée abattoir s'établissait en décembre à 4,10 €/kg de carcasse (+16% /2020 et +17% /2019). Il a encore progressé en janvier, à 4,17 €/ (+17% /2020 et +20% /2019).

Manque de JB dans l'Hexagone, alors que la demande export reste forte

L'année 2022 commence avec un déficit de jeunes bovins à abattre. Non seulement les mises à l'engraissement en France sont restées ralenties jusqu'à la fin de l'été 2021. Mais les très faibles disponibilités sur les derniers mois de l'année 2021 ont conduit à anticiper les sorties, amputant l'offre de ce début d'année. Enfin, il n'est pas exclu que le contexte haussier du marché incite certains éleveurs à attendre un peu avant de vendre les animaux afin de gagner quelques centimes. Ainsi, sur les semaines 3 à 6, le nombre de JB abattus a enregistré un recul prononcé par rapport à 2021 : -12% pour les JB de type viande et -7% pour les JB de type lait.

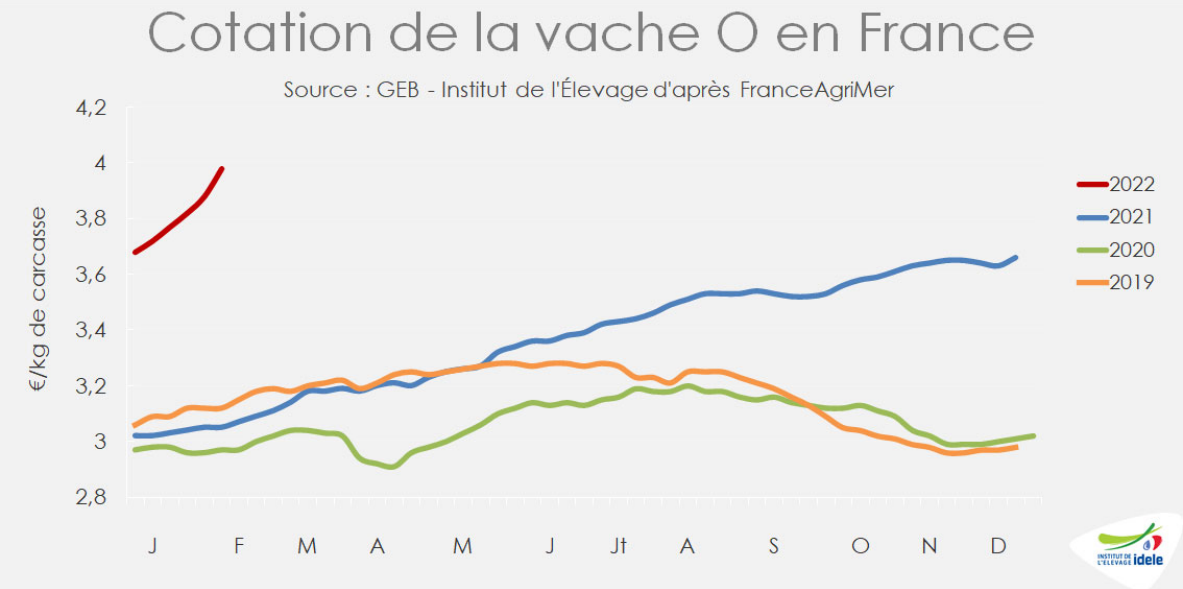
L'ensemble du marché européen est dans une situation similaire, ce qui fait grimper les prix dans tous les États membres et dope la demande adressée aux exportateurs français. Sur les 6 premières semaines de l'année, les cotations françaises des JB ont gagné entre 22 et 28 centimes selon la conformation. Celle du JB U a atteint 4,79 €/kg de carcasse en semaine 6 (+24% /2021 et +18% /2020). Elle reste devancée largement par la cotation allemande, à 5,05 €/kg. Le JB R français cotait 4,41 €/kg en semaine 6 (+25% /2021 et +19% /2020), contre 5,01 pour le JB R allemand. Le JB O cotait 3,97 €/kg (+21% /2021 et +19% /2020), contre 4,73 €/kg pour son homologue allemand.



Flambée des cours des vaches laitières

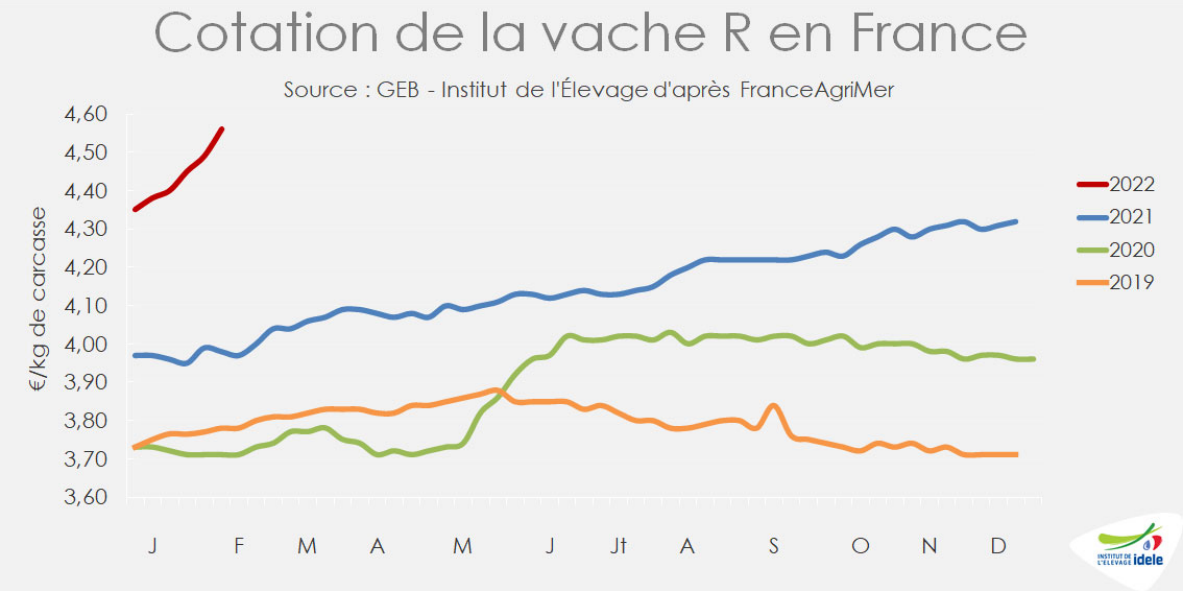
Le contexte favorable sur le marché des produits laitiers incite les éleveurs à limiter les réformes, d'autant que le troupeau laitier a démarré l'année sur un recul des effectifs de vaches (-1,8% /2021). D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, les abattages de vaches laitières sur les semaines 3 à 6 ont chuté de -11% /2021.

Ce recul drastique de l'offre, alors que la demande pour le haché reste ferme, tire les prix à la hausse. La cotation de la vache O a gagné 32 centimes sur les 6 premières semaines de l'année pour bondir à 3,98 €/kg de carcasse (+30% /2021 et +34% /2020). Celle de la vache P a gagné 39 centimes à 3,84 €/kg (+36% /2021 et +49% /2020).

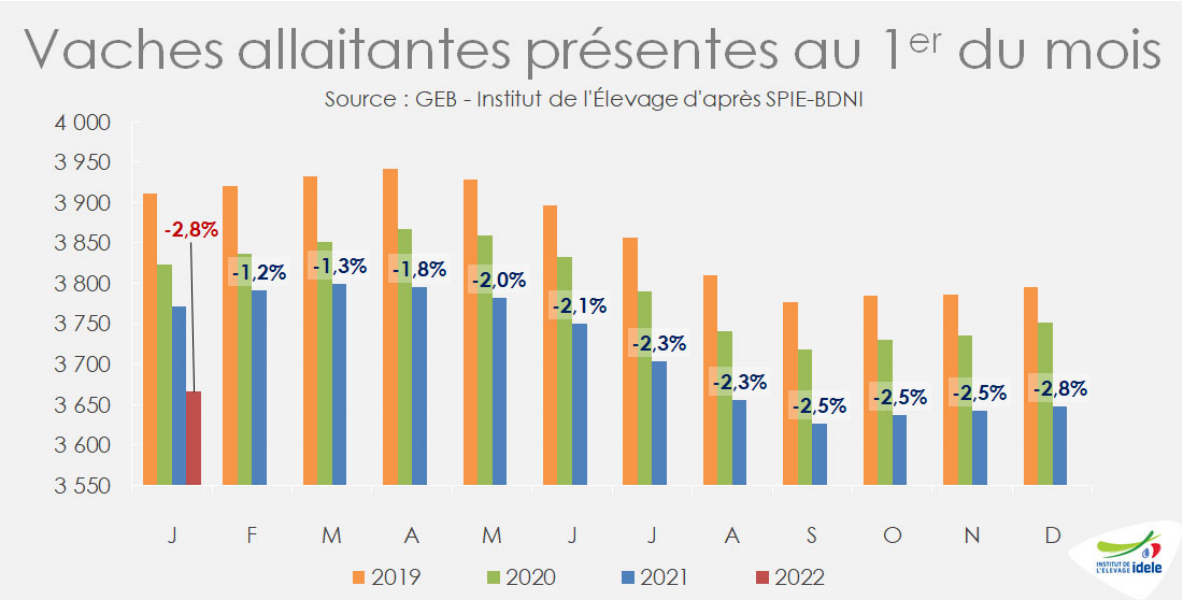


Les prix des vaches allaitantes suivent le mouvement

La cotation de la vache U a gagné 19 centimes sur les 6 premières semaines de l'année pour atteindre 5,02 €/kg de carcasse (+11% /2021 et +16% /2020). Celle de la vache R a gagné 24 centimes à 4,56 €/kg (+15% /2021 et + 23% /2020).



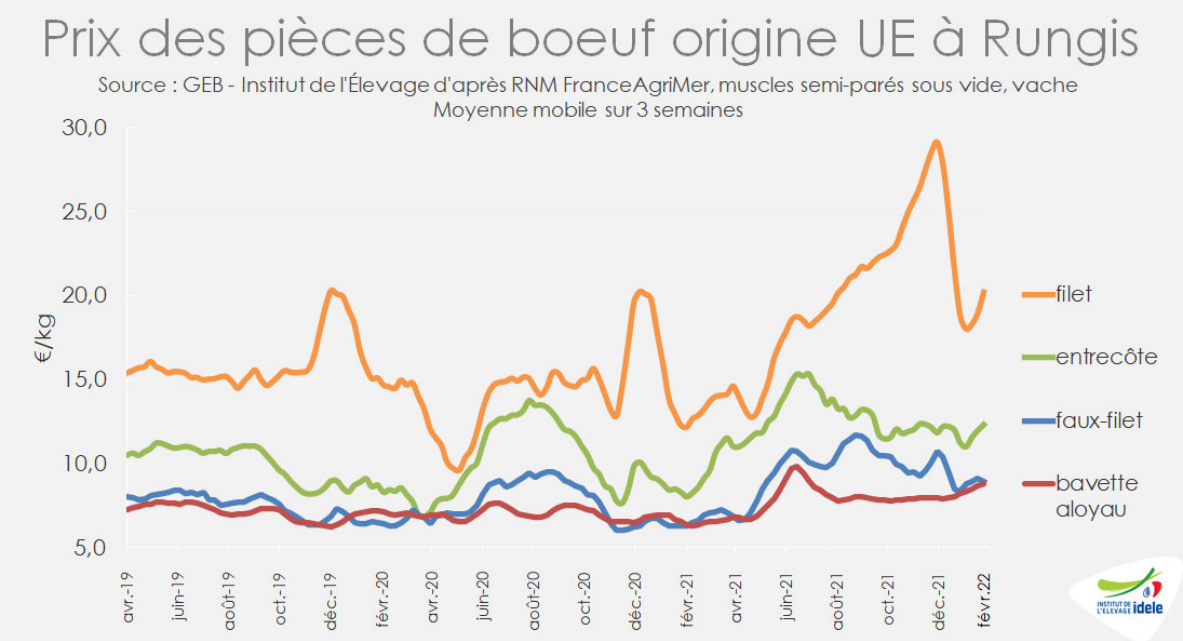
Les abattages de vaches de type viande sur les semaines 3 à 6 étaient en baisse de -2% /2021, tout comme ceux de génisses. Cette évolution est en ligne avec celle du cheptel allaitant qui a démarré l'année avec 105 000 vaches de moins qu'en 2021 (ou -2,8%).



Les muscles importés restent à des prix très élevés

Les prix élevés sur le marché européen, alors que le secteur de la restauration en France a repris quelques couleurs, ont conduit à une forte hausse du prix des muscles origine UE sur le marché de Rungis.

Le 11 février, la bavette d'aloyau semi-parée origine UE était à 9,00 €/kg (+41% /2021 et +25% /2020), le faux filet à 8,80 €/kg (+35% /2021 et +42% /2020), l'entrecôte à 12,30 €/kg (+50% /2021 et +41% /2020) et le filet à 21,80 €/kg (+76% /2021 et +46% /2020).



Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

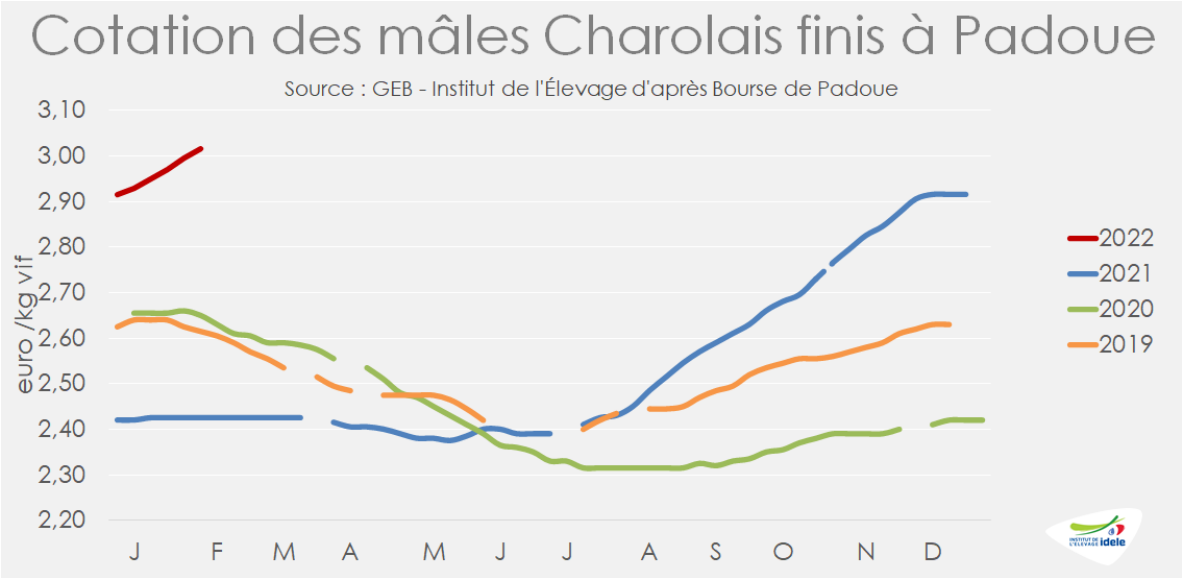
Les prix ont repris leur hausse

Dernière révision le 22 février 2022

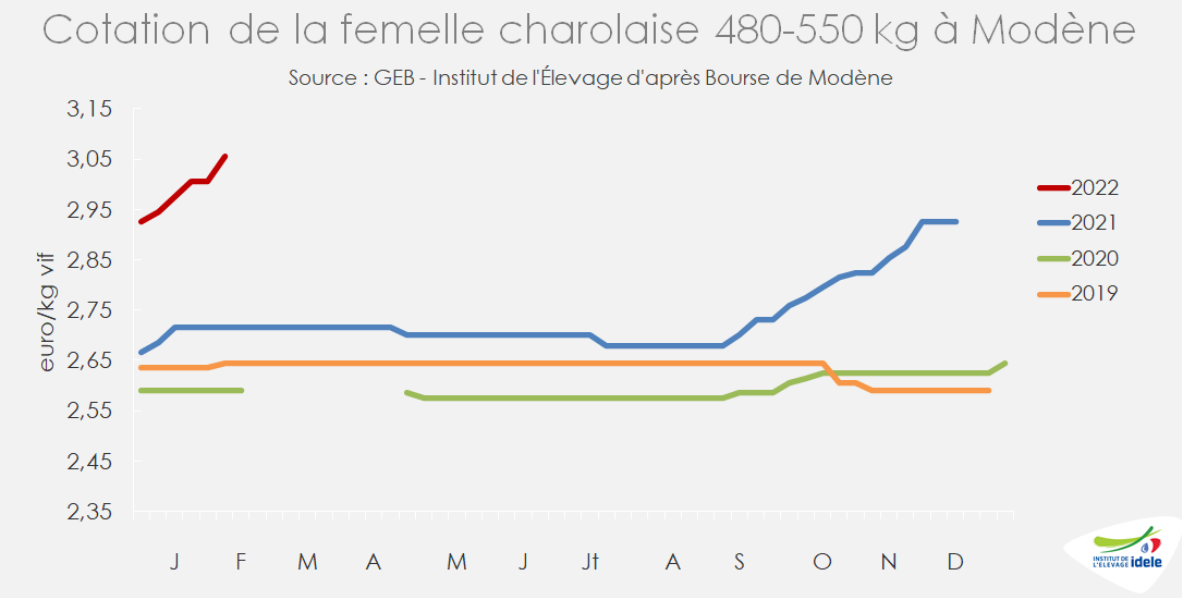
En Europe, les anticipations d'abattage de jeunes bovins au second semestre 2021 ont entamé les disponibilités de 2022. L'année commence avec un manque d'offre et les prix restent orientés à la hausse, tranchant avec la baisse saisonnière habituelle.

Italie : cours en hausse, en mâles comme en femelles

En **Italie**, l'offre en ferme comme importée reste limitée. Les cours des jeunes bovins finis poursuivaient donc leur hausse début février, allant à l'encontre de la baisse saisonnière habituelle. La cotation du JB mâle charolais sur la bourse de Padoue a encore gagné +9 centimes en 4 semaines pour atteindre 3,02 €/kg vif en 2ème semaine de février (+24% /2021 et +15% /2020). Celle du mâle limousin a gagné +6 centimes à 3,14 €/kg vif (+13% /2021 et +12% /2020).

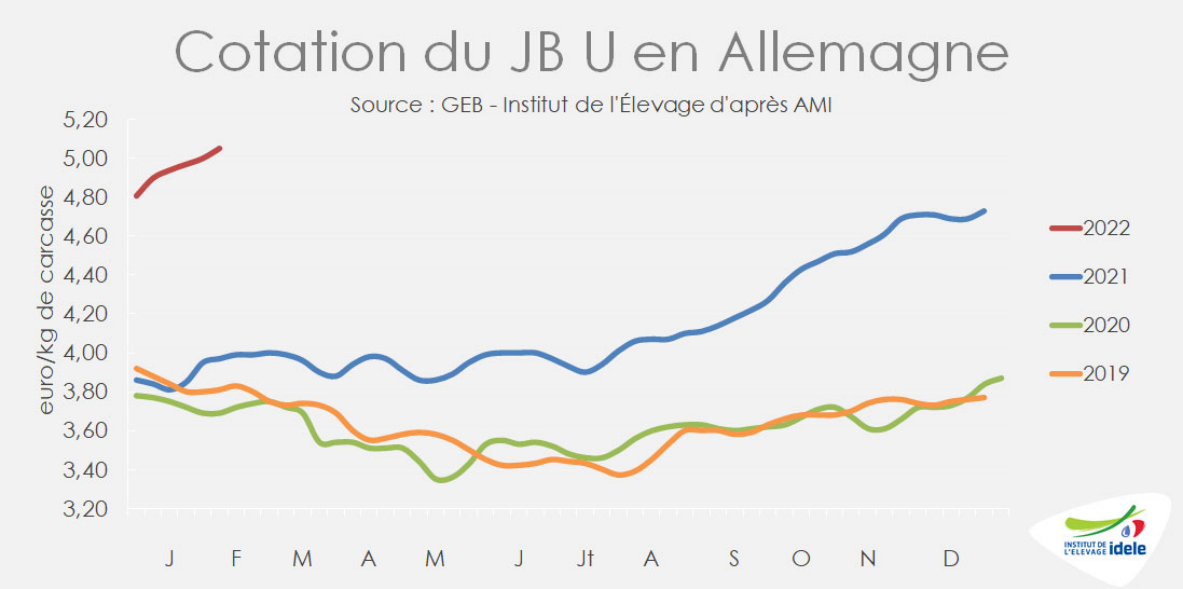


Les femelles ne sont pas en reste. Leurs prix progressent fortement depuis l'automne dernier, alors qu'ils sont d'habitude beaucoup plus stables que ceux des mâles. Sur la bourse de Modène, la femelle charolaise a gagné +11 centimes en 4 semaines pour atteindre 3,06 €/kg (+13% /2021 et +18% /2020). La femelle limousine a gagné +10 centimes sur la même période à 3,25 €/kg (+11% /2021 et +12% /2020).

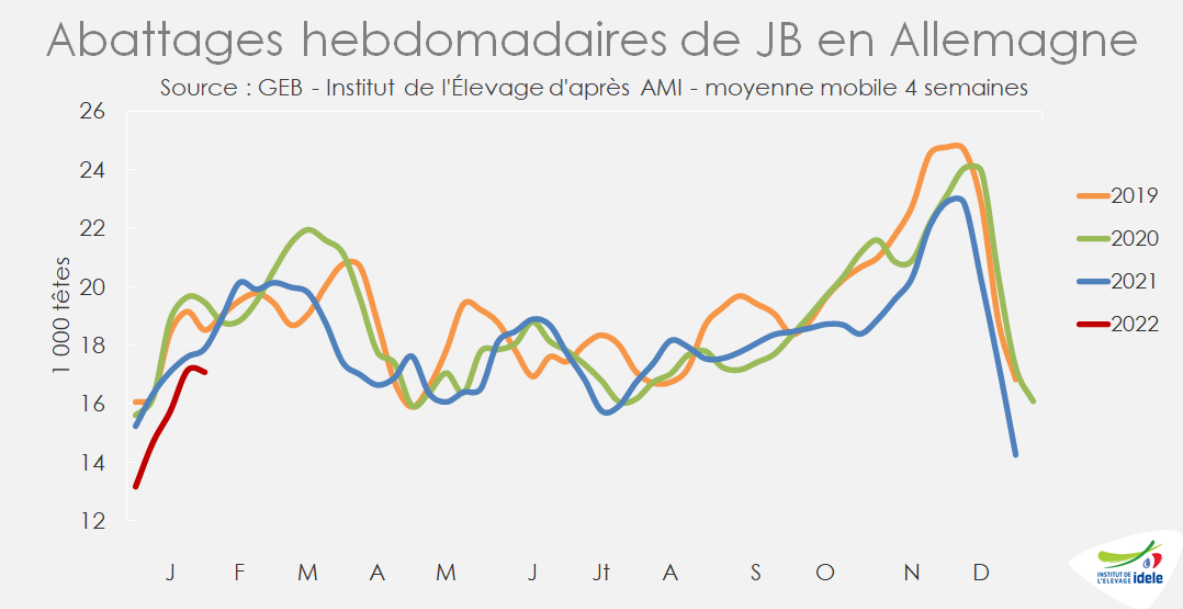


Allemagne : le JB U à 5,05 € et le JB R à 5,01 € !

En **Allemagne**, la faiblesse de l'offre continue de faire grimper les prix après une pause en décembre. La cotation du JB U a atteint les 5,05 €/kg de carcasse en semaine 6 (+27% /2021 et +37% /2020), celle du JB R 5,01 €/kg (+27% /2021 et +38% /2020) et celle du JB O 4,67 €/kg (+33% /2021 et +41% /2020).



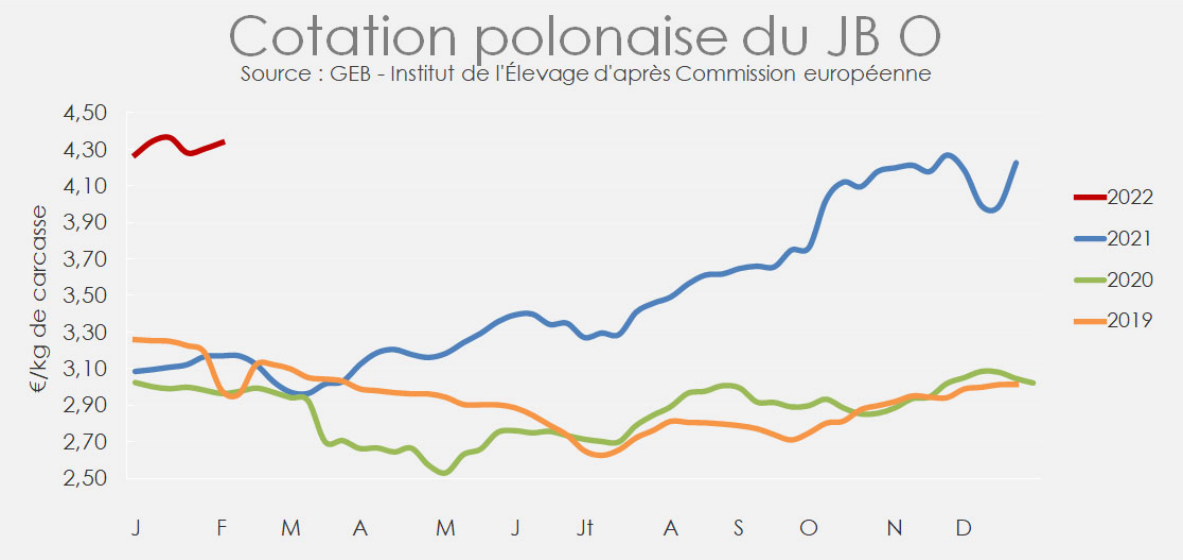
D'après l'indicateur hebdomadaire d'abattages, le nombre de taurillons abattus sur les 6 premières semaines de l'année était en très fort recul par rapport aux années précédentes : -9% /2021 et -13% /2020.



Rappelons que l'enquête cheptel de novembre parue fin décembre enregistrait une baisse de -2,7% du nombre de bovins mâles de 1 à 2 ans par rapport à fin 2020, soit -22 000 têtes. La petite hausse des effectifs de 8-12 mois (+5 000 têtes ou +1,3%), sans doute liée à la hausse des prix des JB finis à partir du printemps, ne compensera pas la baisse des plus âgés.

Pologne : le JB O à 4,30 €/kg !

En **Pologne**, le JB O oscille autour de 4,30 €/kg depuis le début de l'année (+36% /2021 et +44% /2020) et le JB R autour de 4,50 €/kg (+36% /2021 et +46% /2020). Le très faible écart de prix entre le JB R et le JB O s'explique sans doute par le fait que le R est très minoritaire en Pologne.

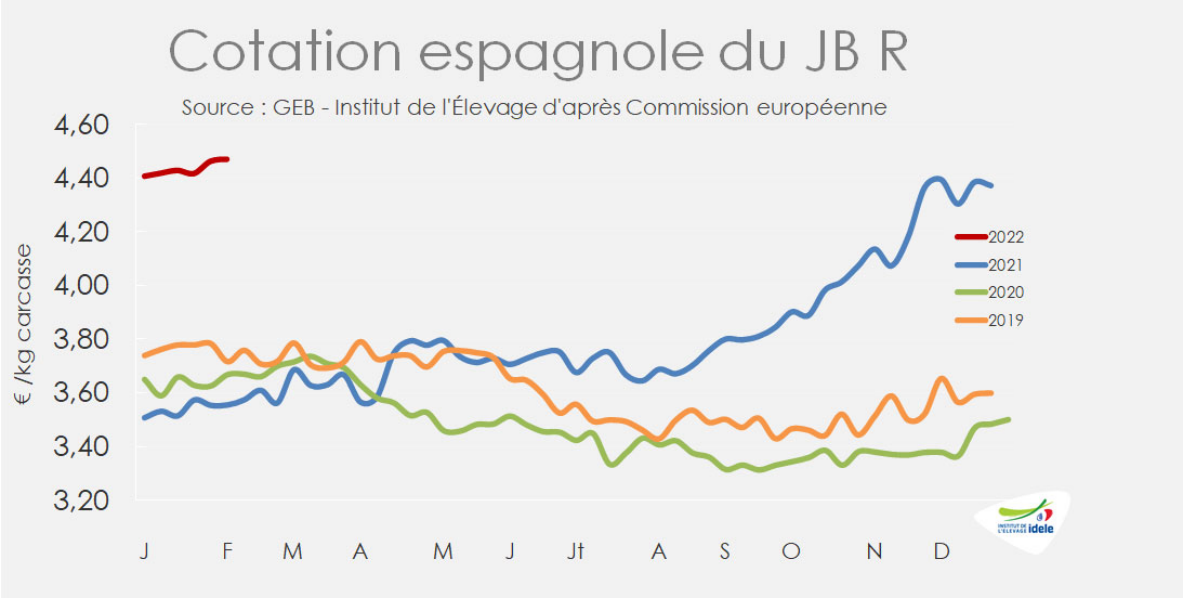


La production polonaise de viande bovine aurait reculé en 2021 pour la 3ème année consécutive (-2% /2020, à 547 000 téc d'après nos estimations). Les exportations, qui comptent pour 85% de la production, auraient reculé dans les mêmes proportions à 466 000 téc.

D'après les chiffres provisoires de l'enquête cheptel de décembre, le nombre de bovins mâles de 1 à 2 ans dans les fermes polonaises était en hausse de +6% /2020 à 928 000 têtes, ce qui devrait aboutir à un rebond de la production de taurillons en 2022. Cependant, le nombre de vaches laitières était en recul de -4% à 2,035 millions de têtes, de même que celui de vaches allaitantes (-4% à 253 000 têtes après 14 années de hausse ininterrompue).

Espagne : les prix profitent de la demande export mais la consommation nationale semble à la peine

En **Espagne**, la cotation du JB U a atteint 4,52 €/kg de carcasse en semaine 5 (+23% /2021 et +19% /2020) et celle du JB R 4,46 €/kg (+26% /2021 et +23% /2020). Ces hausses de prix sont indispensables pour couvrir les coûts d'alimentation qui augmentent encore dans élevages.



C'est avant tout l'export de JB finis qui soutient les cours. Des bateaux partiront d'ici la fin février depuis le port de Carthagène, en direction de la Libye, de l'Égypte et de l'Arabie Saoudite. Le mois de mars restera propice à l'export de bovins vivants, le ramadan débutant le 2 avril. L'Algérie devrait être demandeuse, avec l'octroi de nouvelles licences d'importation.

A l'inverse, la consommation nationale de viande bovine est limitée par la baisse du pouvoir d'achat des Espagnols confrontés à une forte inflation. La hausse de l'indice des prix à la consommation a atteint +6,6% en décembre 2021 /2020 – un record depuis 29 ans – et +6,2% en janvier 2022 /2021. D'après la Banque d'Espagne, l'inflation espagnole devrait atteindre +3,7% en moyenne en 2022 après un +3,1% en 2021.

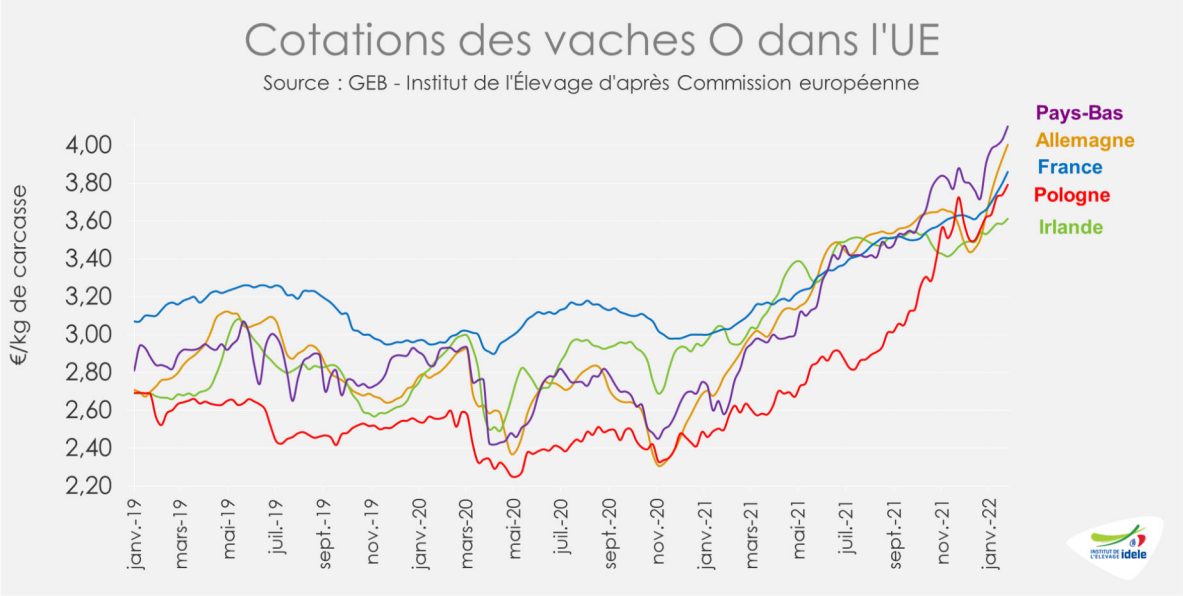
Les industriels de la viande craignent d'être moins compétitifs que par le passé vers les pays de l'UE en raison de plusieurs hausses consécutives du salaire minimum interprofessionnel (SMI). La dernière hausse, bien que non encore signée par les organisations patronales, a été annoncée début février par le Gouvernement de Pedro Sanchez et devrait porter le SMI à 1 165 euros bruts par mois avec effet rétroactif au 1er janvier. Le Gouvernement espagnol s'est engagé à porter le salaire minimum à 60% du salaire moyen d'ici la fin de la législature en 2023. Ces hausses, les plus importantes depuis des décennies, sont destinées à hisser le salaire minimum espagnol – jusqu'alors très faible – au niveau de celui de ses voisins européens. Par ailleurs, la hausse des prix des aliments du bétail affecte particulièrement les systèmes d'engraissement espagnols, principalement basés sur des rations sèches.

Viandes bovines » Femelles » Europe »

Les cours poursuivent leur marche en avant

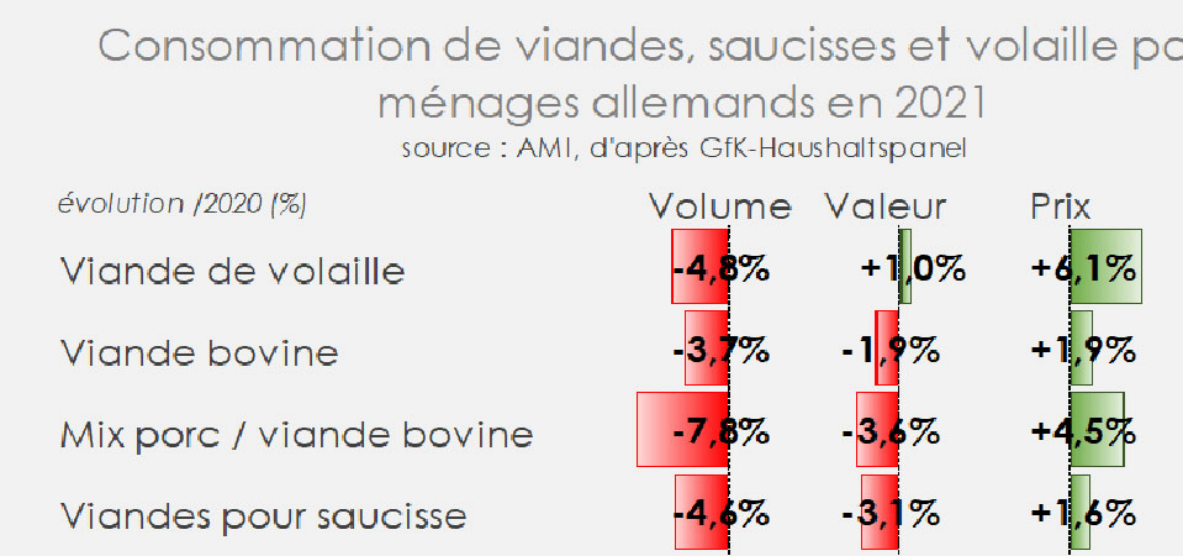
Dernière révision le 22 février 2022

Avec le manque de réformes sur le marché communautaire en début d'année, les cotations poursuivent leur progression partout en Europe, surtout au Nord.

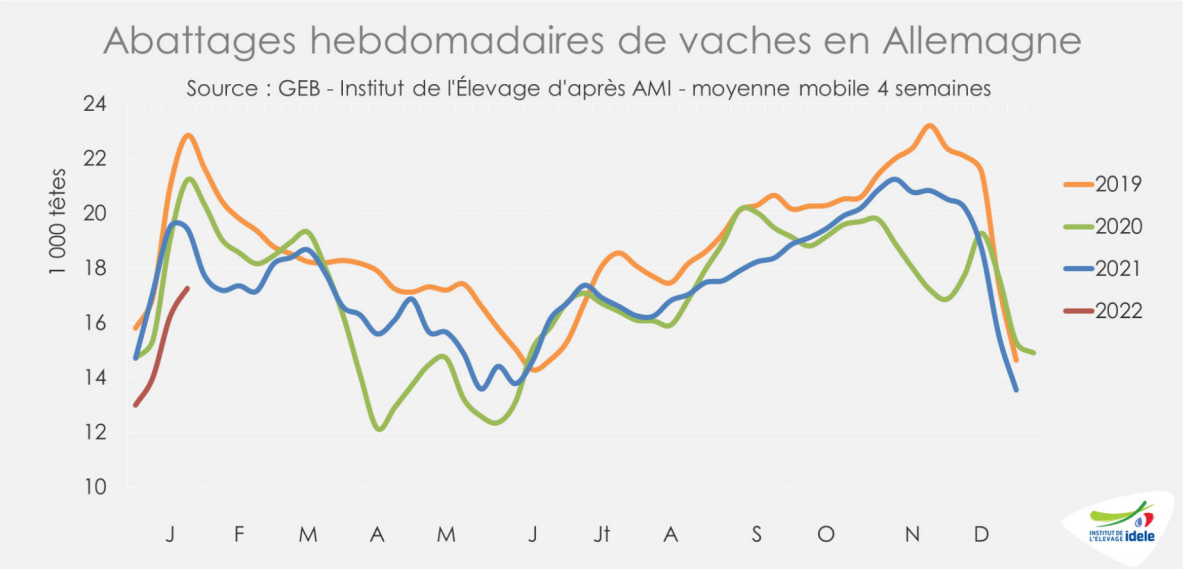


ALLEMAGNE : le manque de disponibilité limite la consommation au détail.

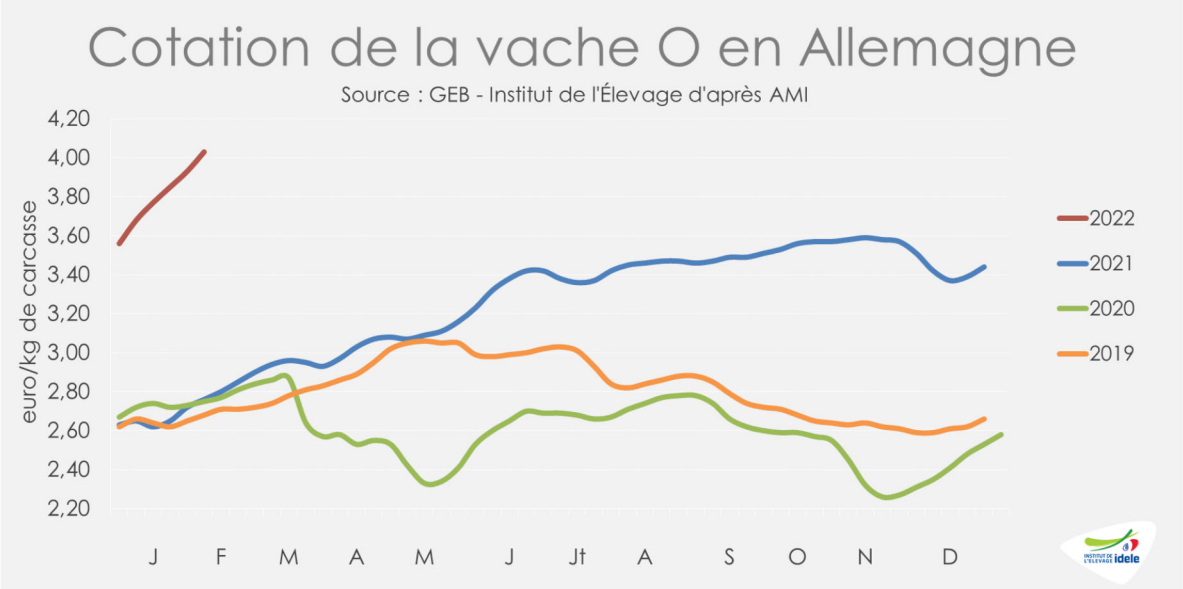
En **Allemagne**, les achats des ménages de viande bovine ont flanché en 2021. Bien qu'ils aient été plus élevés qu'en 2020 pendant une bonne partie de l'année, ils ont chuté de manière très significative en fin d'année. Avec la fermeture de la restauration début 2021, les achats au détail avaient progressé. La réouverture de la restauration et le manque de disponibilités (cf. article de *Tendances Lait Viande* de janvier) ont ensuite pesé. Sur l'ensemble de l'année 2021, les achats de viande bovine au détail ont reculé en volume (-3,7% /2020) comme en valeur (-1,9%). C'est cependant la baisse la moins marquée en volume, par rapport aux autres viandes.



Début 2022 les disponibilités indigènes sont extrêmement très limitées. Sur les semaines 2 à 5, les abattages totaux de gros bovins étaient bien plus faibles que lors des années précédentes (-6% /2021 et -16% /2021). La baisse a été encore plus marquée pour les réformes (-11% /2021 et -19% /2020) la conjonction d'un cheptel en recul et d'une conjoncture laitière favorable.

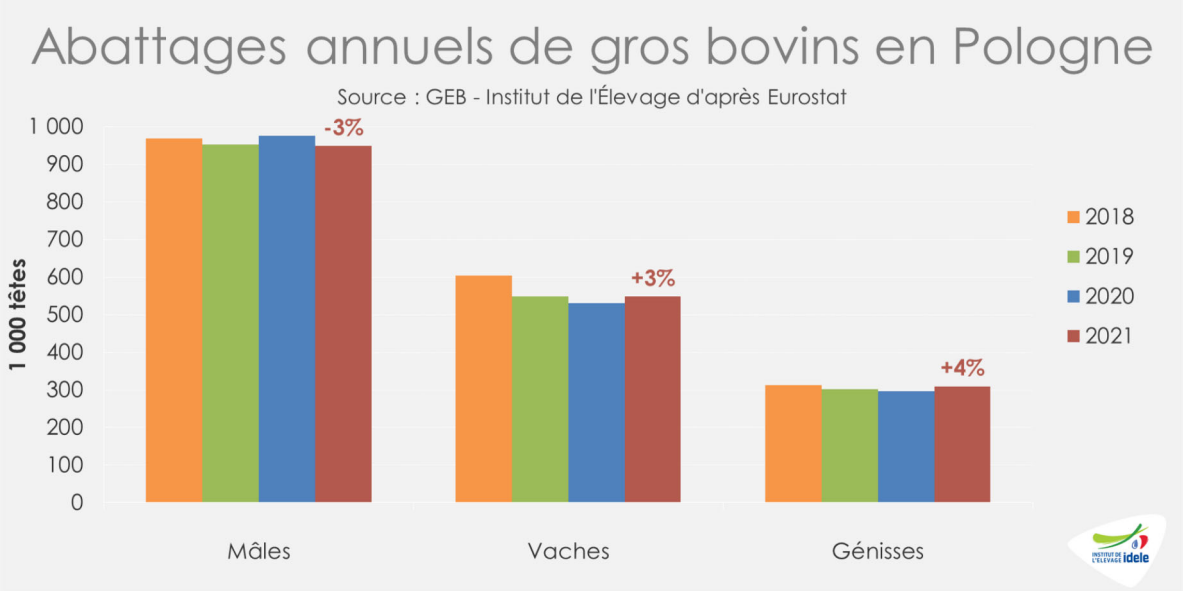


Face à cette offre en retrait, la demande en réformes des opérateurs allemands est dynamique et devrait le rester dans les prochaines semaines. Ainsi, les prix des femelles de boucherie ont récemment augmenté de manière significative. La cotation de la vache O a gagné +47 centimes (!) entre la semaine 1 et la semaine 6, à 4,03 €/kg de carcasse (+46% /2021 et +47% /2020).

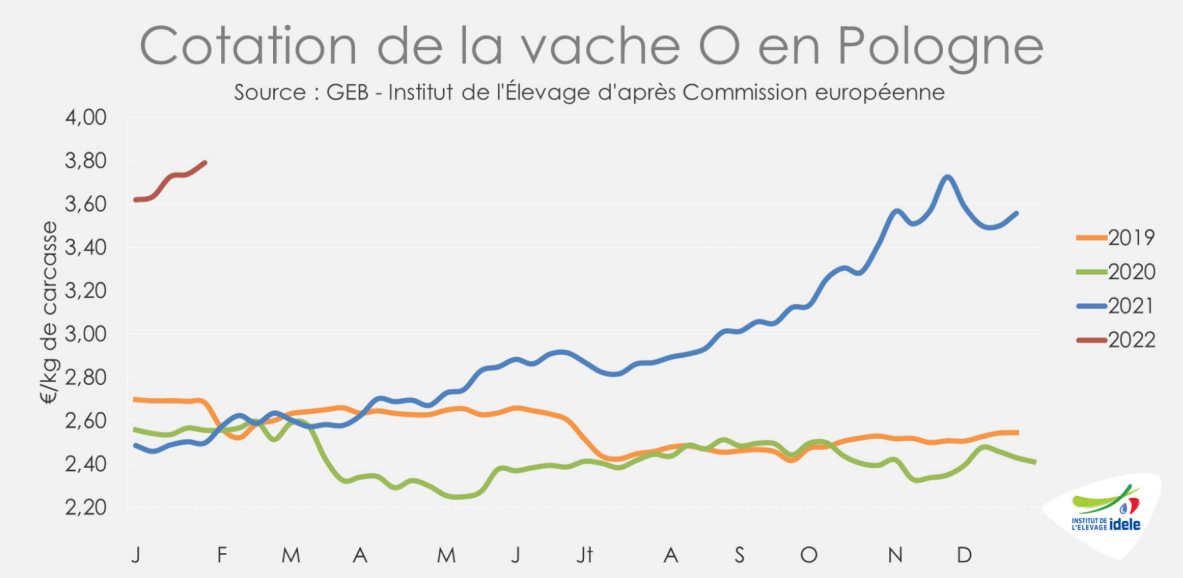


POLOGNE : les cours tirés par la demande européenne

Sur l'ensemble de l'année 2021, les abattages polonais de gros bovins ont légèrement progressé par rapport à une année 2020 affectée par la pandémie (+1%), équivalents ceux de 2019, année marquée par plusieurs scandales sanitaires. Les abattages de femelles s'étaient redressés en vaches (+3% /2020 et =/2019) comme en génisses (+4% /2020 et +3% /2019).

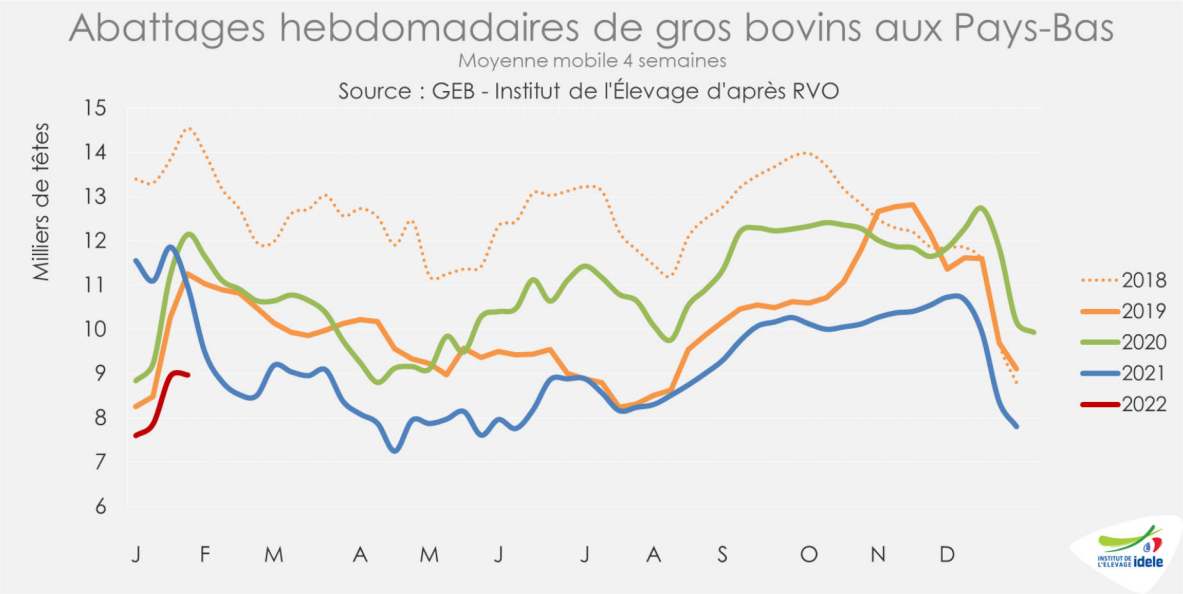


Début 2022, la demande en viande de réforme sur le marché communautaire (notamment pour la transformation et la restauration rapide) rencontre une offre globalement limitée. Les opérateurs polonais sont à la recherche de réformes à abattre. En semaine 5, la cotation polonaise de la vache O atteignait 3,79 €/kg de carcasse (+52% /2021 ; +48% /2020). C'est 17 centimes (+5%) de plus depuis le début de l'année.

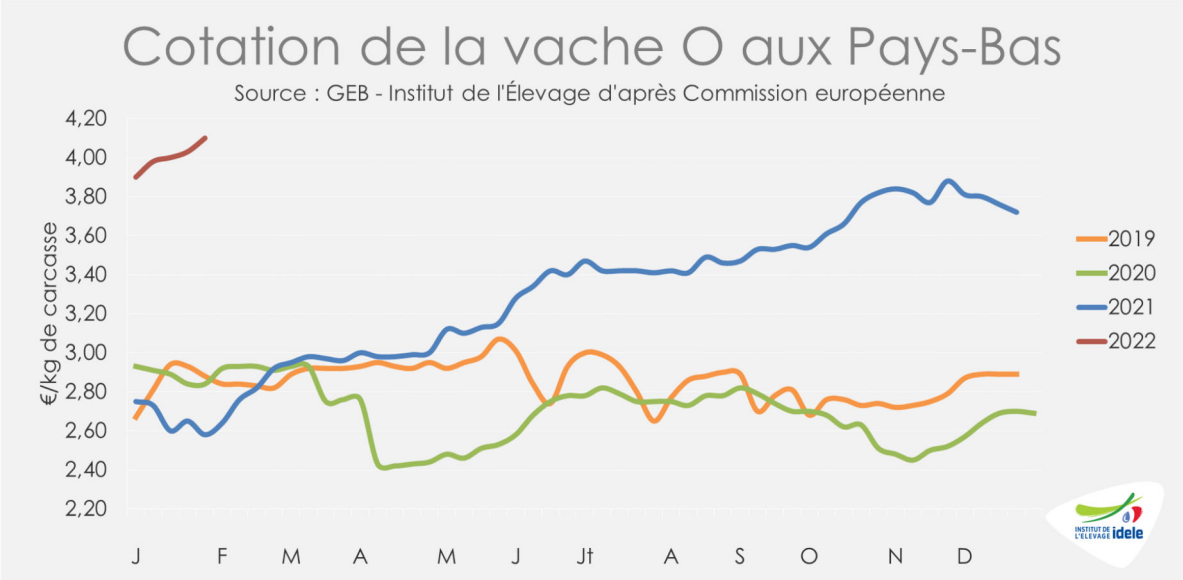


PAYS-BAS : cours en hausse, menace sur le cheptel

Aux Pays-Bas, l'année 2022 a démarré sur les mêmes bases que la fin de 2021 : sur les 5 premières semaines de l'année, les abattages de gros bovins aux Pays-Bas sont restés en net repli (-20% /2021 et 2020).



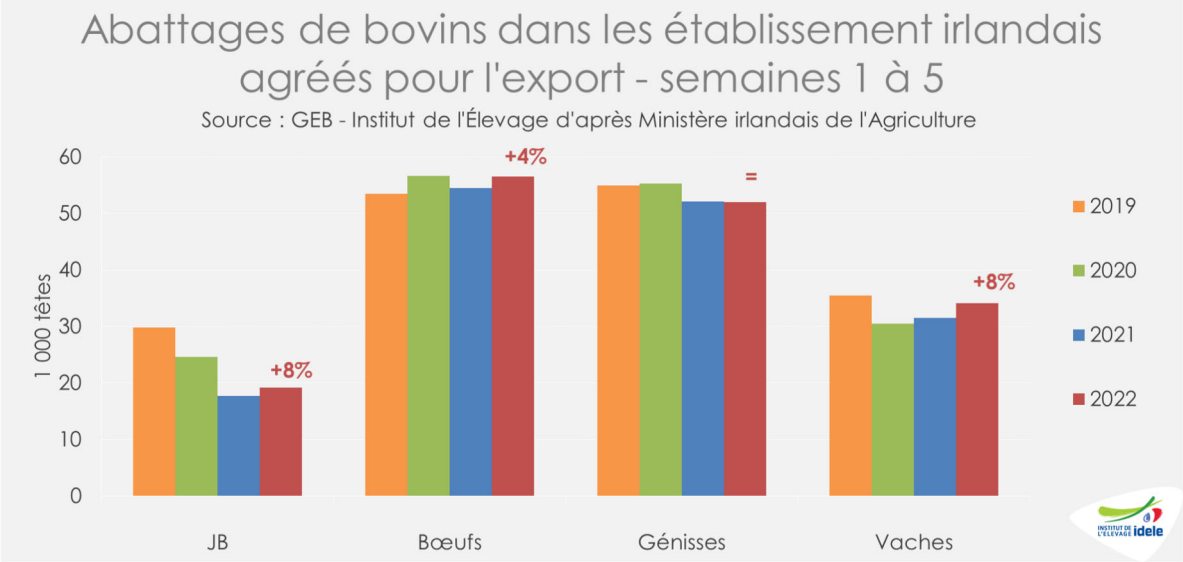
La rareté de l'offre stimule l'appréciation des cours. En semaine 5, le cours de la vache O atteignait 4,10 €/kg de carcasse (+59% /2021 et +44% /2020), soit +20 centimes qu'en début d'année (+5%). C'est aussi 24 cts de plus qu'en France ou encore 31 cts de plus qu'en Pologne.



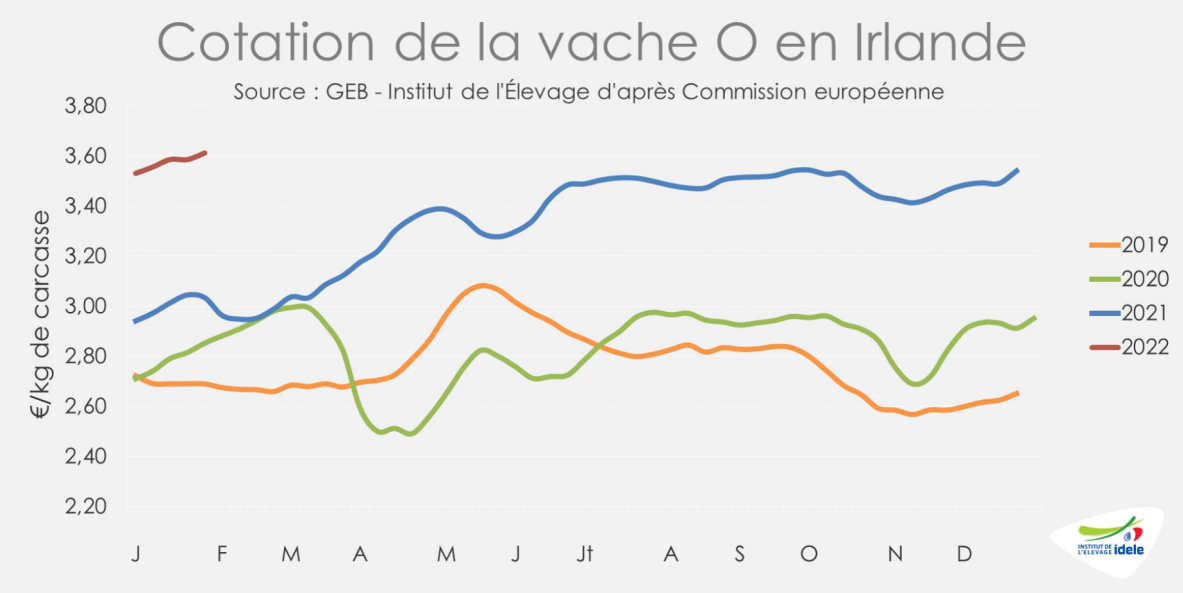
Les perspectives à moyen terme sont cependant moroses pour l'élevage hollandais. En décembre 2021, le Gouvernement néerlandais annonçait un plan de 25 milliards d'euros sur 13 ans pour réduire radicalement le nombre de têtes de bétail (bovins et porcins surtout) dans le pays afin de limiter les émissions de gaz à effet de serre et les déjections générant notamment de l'ammoniac.

IRLANDE : la demande des abatteurs soutient les cours malgré la hausse des abattages

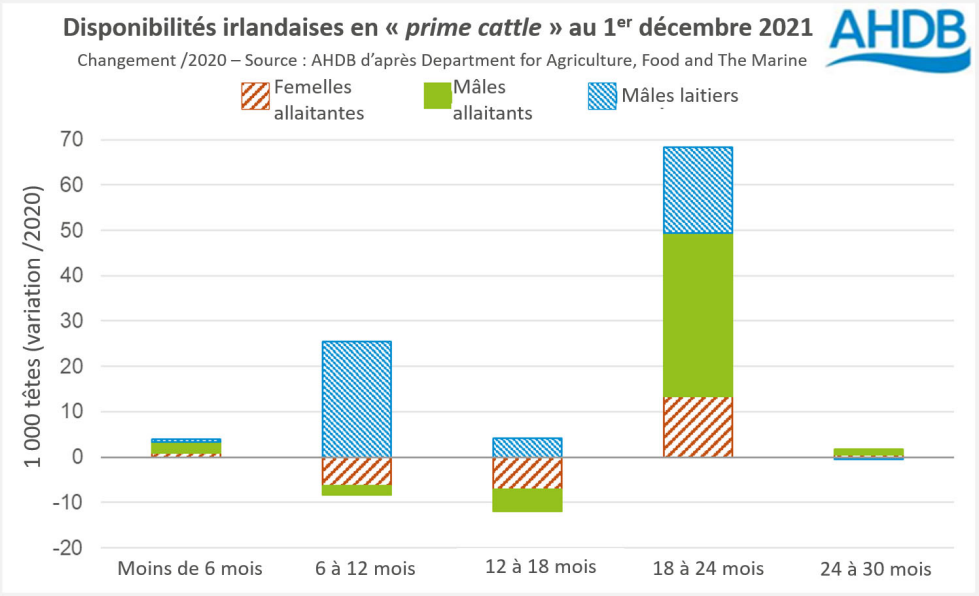
En **Irlande**, la demande des opérateurs est soutenue depuis plusieurs semaines alors que les abattages britanniques sont au plus bas. Sur les 5 premières semaines de 2022, les effectifs de gros bovins abattus dans les abattoirs agréés pour l'export étaient en hausse (+4%/ 2021, mais -3% /2020). C'était notamment le cas pour les vaches de réforme (+8% /2021 et +12% /2020) d'après l'indicateur hebdomadaire du Ministère de l'Agriculture irlandais.



Avec un regain d'optimisme lié aux perspectives de commerce extérieur, la demande reste ferme et les cotations sont orientées à la hausse pour toutes les catégories. En semaine 5, le cours de la vache O atteignait 3,61 €/kg de carcasse (+19% /2021 et +27% /2020) soit +8 centimes depuis le début de l'année (+2%).

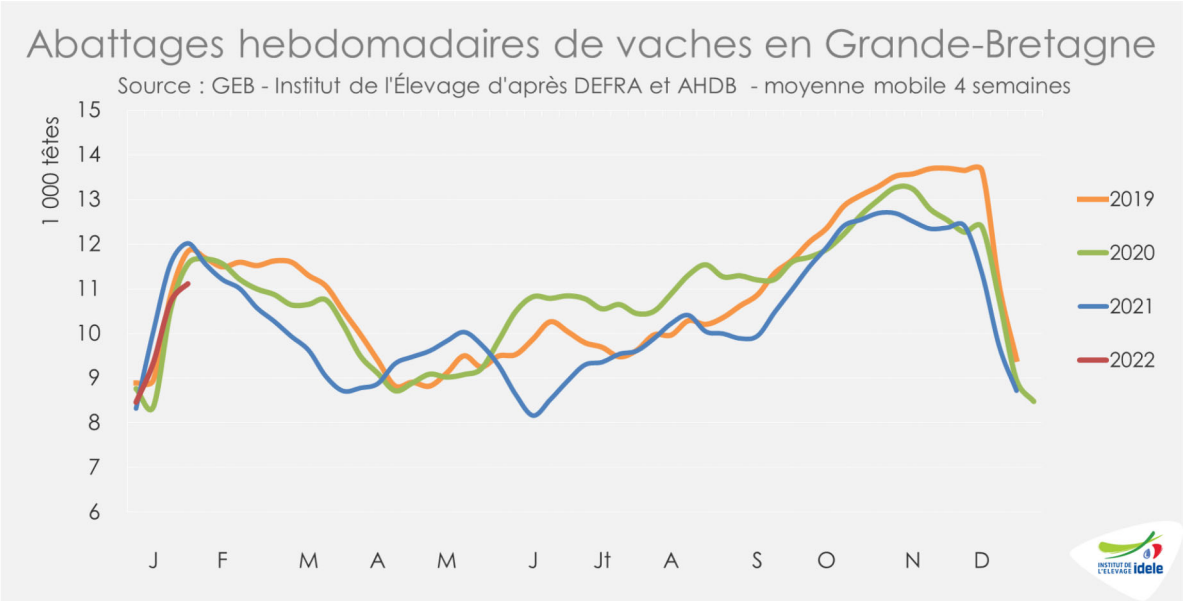


Après un fort recul en 2021 (-6% /2020 en tonnage), les abattages de bovins irlandais devraient se redresser en 2022 si on en croit l'augmentation des effectifs de bovins âgés de 18 à 24 mois.

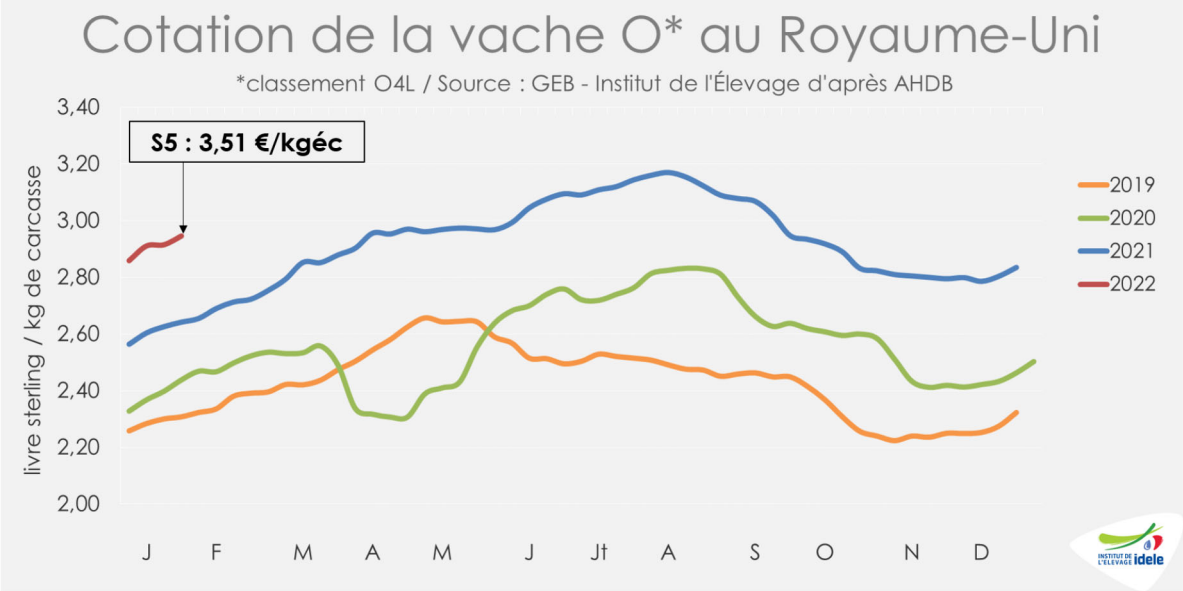


ROYAUME-UNI : hausse des cours pour les réformes, mais pas pour le « *prime cattle* »

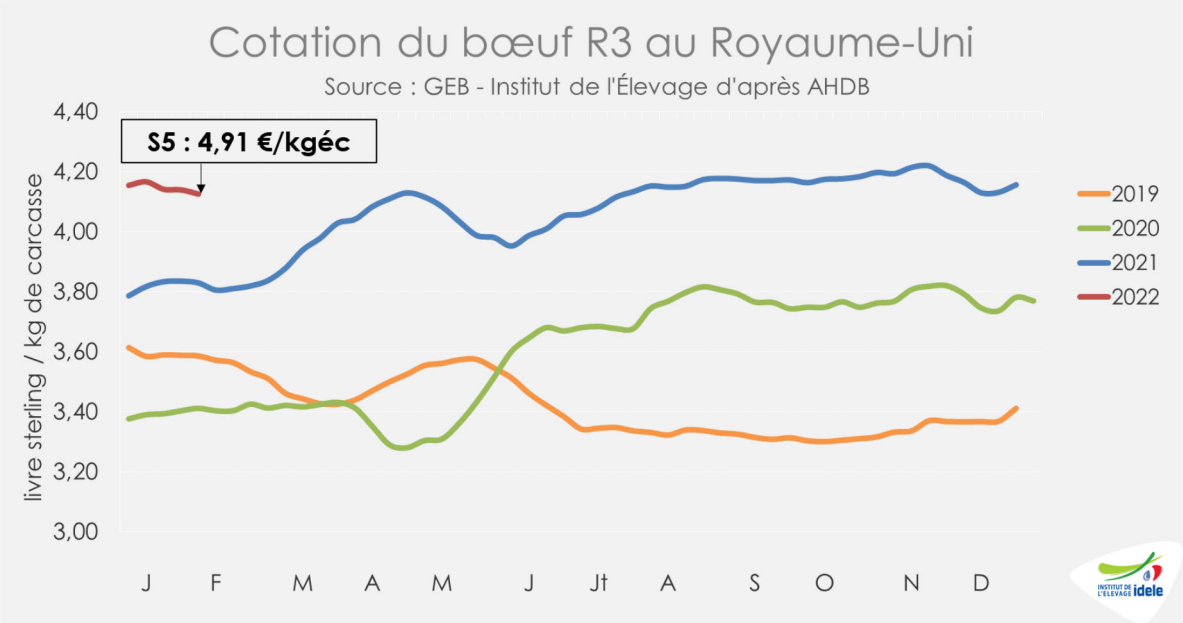
Au **Royaume-Uni**, les abattages restent en baisse depuis le début de 2022. D'après l'indicateur d'AHDB, entre les semaines 2 et 5, les abattages de gros bovins ont été en très net retrait (-11% /2021 et -4% /2020). C'est le cas pour toutes les catégories et notamment les vaches de réformes (-8% /2021 et -4% /2020). L'activité d'abattage reste perturbée par des pénuries de personnel dans certains abattoirs à cause de la pandémie de covid-19 et des difficultés administratives pour les étrangers, suite au Brexit.



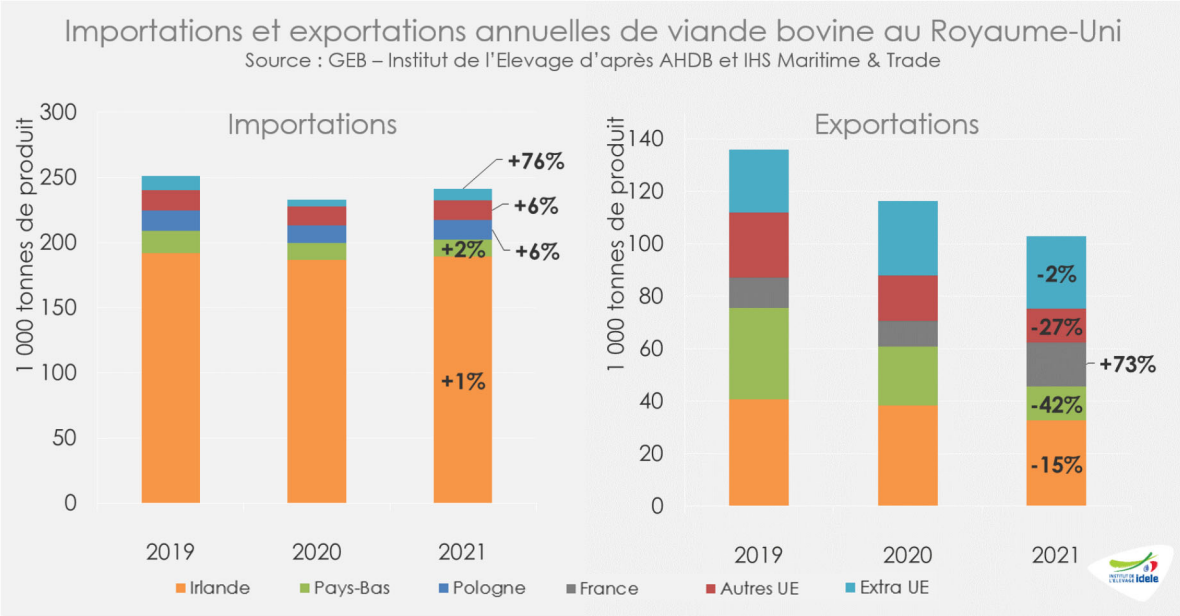
Les évolutions des cotations sont cependant divergentes selon les catégories. A l'instar de ce qui se passe sur l'Europe continentale, le manque de réformes participe à la hausse des prix. En semaine 5, le cours de la vache O atteignait 2,95 £/kg de carcasse (+11% /2021 et +19% /2020) soit 3,51 €/kg.



A l'inverse, depuis le début d'année, les cotations des animaux jeunes (« *prime cattle* ») se sont érodées, en lien avec une offre un peu plus abondante en Écosse. En semaine 5, les cotations de la génisse R3 et du bœuf R3 plafonnaient toutes deux à 4,13 £/kg de carcasse (+8% /2021 et +21% /2020), soit 4,91 €/kg de carcasse, un niveau historiquement élevé.



Côté commerce extérieur, l'année 2021 a vu les importations britanniques de viande bovine réfrigérée et congelée se redresser grâce à un second semestre plus dynamique. Elles ont dépassé 241 000 t sur l'ensemble de l'année (+4% /2020 et -4% /2019). Les importations ont progressé depuis l'Irlande (+1% /2020 à 189 000 t), la Pologne (+ 6% à 15 000 t) ou les Pays-Bas (+2% à 13 000 t). En parallèle, les exportations ont poursuivi leur repli à seulement 103 000 t (-11% /2020 et -24% /2019). Presque toutes les destinations ont été concernées par la baisse à l'exception notable de la France (+73% /2020 à près de 17 000 t). L'entrée en vigueur effective du *Brexit* au 1er janvier 2021 et le retour de procédures douanières a notamment entraîné une hausse des dédouanement des viandes britanniques en France. Certains exportateurs britanniques trouvent plus facile sur le plan administratif d'exporter d'abord vers la France, puis d'expédier de là vers d'autres destinations européennes, pour les viandes bovines mais aussi ovines.



A court terme, l'état du cheptel britannique suggère que l'offre pourrait être encore limitée jusqu'à l'été prochain avant de s'étoffer au 2nd semestre 2022. Dans ses prévisions pour l'année 2022, AHDB anticipe une petite hausse annuelle de la production britannique totale de viande bovine (+1% /2021).

Viandes bovines » Maigre »

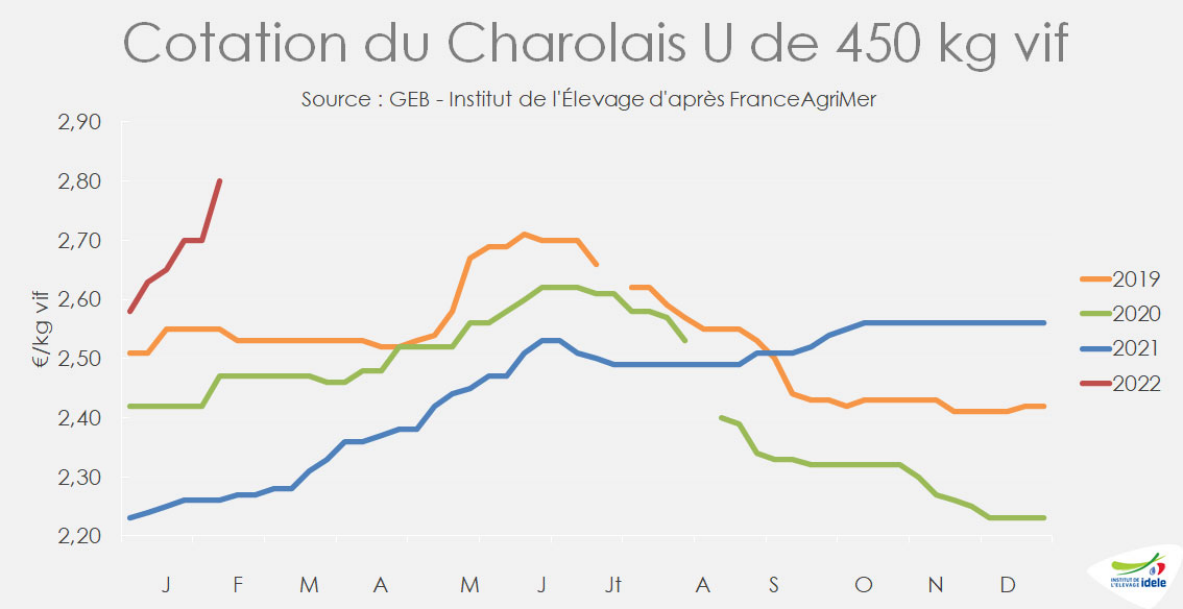
Face à une demande dynamique, l'offre restreinte fait progresser les prix

Dernière révision le 22 février 2022

Les moindres naissances allaitantes depuis le printemps 2021 limitent les disponibilités à l'export, d'autant qu'en France les mises à l'engraissement ont repris cet automne. L'offre étant insuffisante pour les demandes en France et en Italie, les cours des broutards sont enfin partis à la hausse en ce début d'année, mais restent insuffisants pour couvrir des coûts de production également en hausse.

Remontée du prix des broutards depuis début 2022

Après une stagnation des cours depuis mi-octobre 2021, les prix des broutards sont partis à la hausse début 2022. Le mâle Charolais U de 450 kg a pris +22 cts depuis le début de l'année et cotait 2,80 €/kg vif en semaine 6, soit +24% (+54 cts) par rapport au très bas niveau de début 2021 et +13% /2020. L'offre insuffisante ne parvient pas à satisfaire la demande française dynamique et la demande italienne (abattages importants en fin d'année libérant des places en atelier d'engraissement) ce qui entraîne la hausse des cours. Cependant, les prix restent bien en deçà des coûts de production, dans un contexte de renchérissement de l'alimentation animale et de l'énergie.



Le Charolais U de 350 kg a suivi les mêmes tendances. Son cours a augmenté de +18 cts en six semaines, à 2,90 €/kg vif en semaine 6 (+17% ou +42 cts par rapport au bas niveau 2021 et +9% /2020).

Le cours du mâle limousin E de 350 kg s'est apprécié de +15 cts en 2022, à 2,98 €/kg en semaine 6 (+11% /2021 et +3% /2020). En animaux plus légers, le croisé R de 300 kg cotait 2,76 €/kg (+21% /2021 et +8% /2020).

Le cours de la femelle charolaise U de 270 kg, qui était resté stable depuis octobre, est reparti à la hausse, moins marquée que celle des mâles, en prenant +7 centimes en six semaines, à 2,75 €/kg vif (+15 cts /2021 et +8% /2020). La Limousine E de 270 kg cotait 3,00 €/kg vif (+22 cts ou +8% /2021 et +10% /2020).

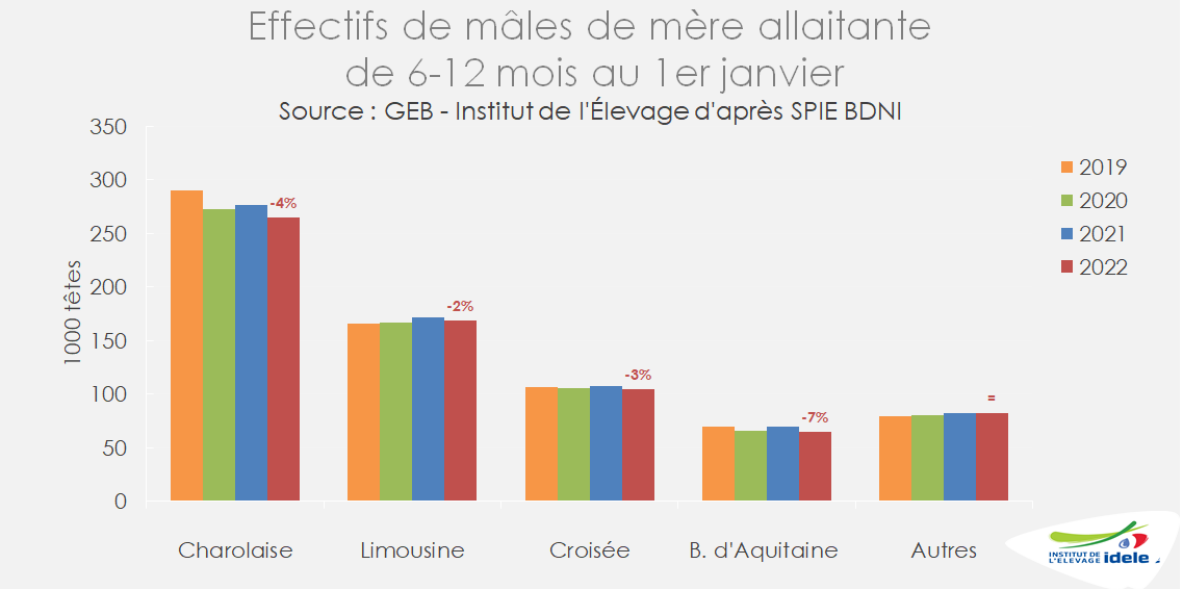
Des naissances toujours en recul

Les naissances de veaux de mère allaitante ont reculé moins fortement en décembre 2021 qu'en octobre-novembre, avec 346 000 veaux (-1,7% /2020 et -3,5% /2019 selon SPIE-BDNI). En cumulé sur l'ensemble de l'année 2021, les naissances de veaux de mère allaitante ont fortement diminué à 3 495 000 têtes (-108 000 têtes soit -3,0 % /2020 et -2,3% /2019).

Au 1er janvier 2022, on ne comptait plus que 3 666 000 vaches allaitantes, en recul de -2,8% /2020, une décapitalisation qui n'a cessé de s'accélérer pendant l'année 2021.

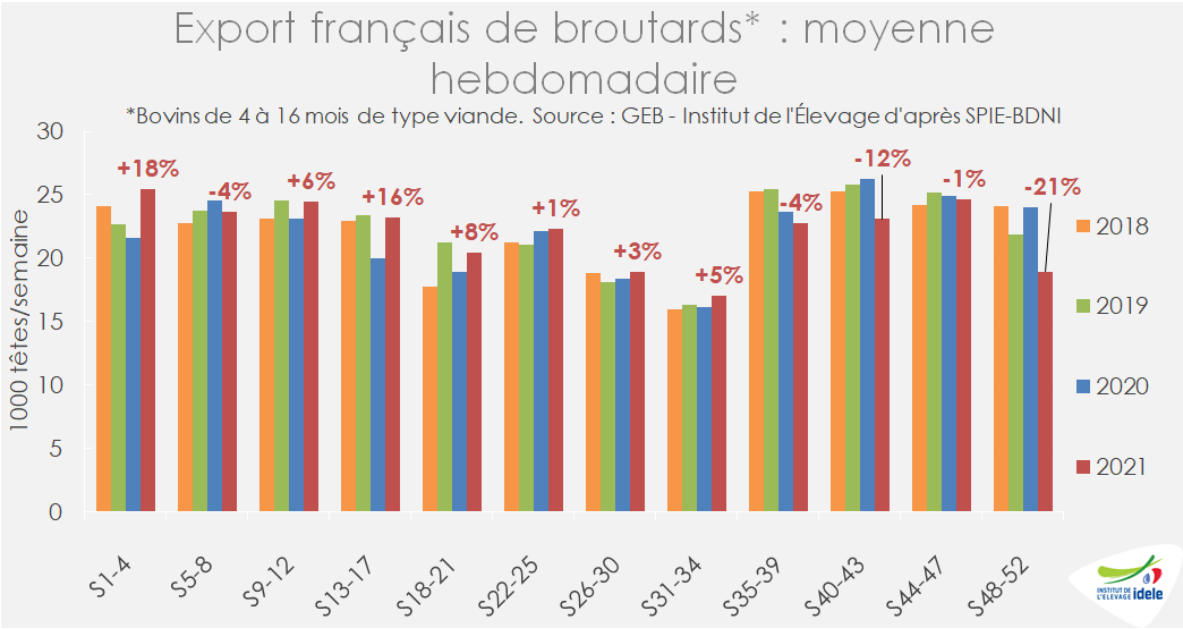
Les effectifs de mâles de type viande de 6-12 mois en baisse

L'offre en broutards devrait rester limitée dans les prochains mois. Le repli des naissances entamé en mars 2021 entraîne le recul des effectifs de 0-6 mois en France depuis avril, avec 714 000 veaux de 0-6 mois présents au 1erjanvier soit -3% /2021 et -3% /2020. Depuis début 2022, les effectifs de broutards plus âgés sont, à leur tour, touchés par ce recul. Au 1er janvier, les mâles de mère allaitante de 6 à 12 mois étaient donc au nombre de 685 000 têtes (-3% /2021 et -1% /2020).



Avec une offre restreinte, des exports contraints en décembre et janvier

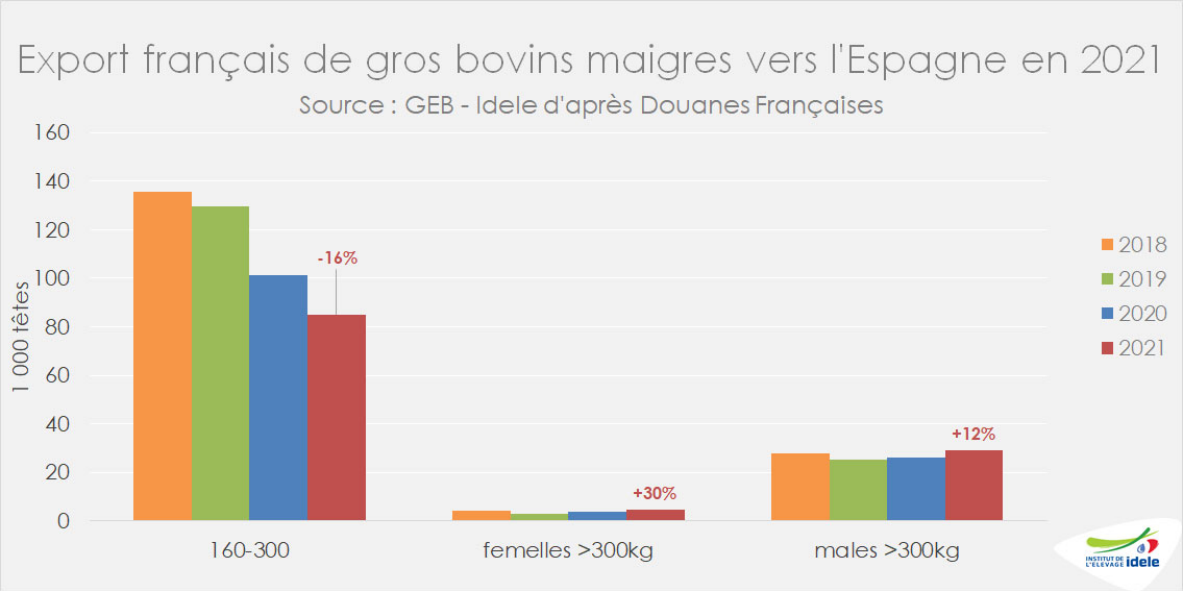
Selon SPIE-BDNI, 95 000 broutards ont été expédiés à l'étranger fin 2021, en période 12 (s48-s52) soit -21% /2020 et -13% /2019. Les disponibilités amoindries ont limité les envois, d'autant que les mises en place ont repris en France cet automne. Le recul de ces exports en fin d'année 2021, par rapport à 2020, est cependant à nuancer car les exports de décembre 2020 étaient alors particulièrement dynamiques, le jour de Noël étant arrivé seulement en fin de semaine 52, contrairement à 2021 (fin de semaine 51).



Sur l'ensemble de l'année 2021, selon SPIE-BDNI, 1 143 000 broutards (bovins mâles et femelles de type viande âgés de 4 à 16 mois) ont été exportés, un chiffre stable comparé à 2020, mais en recul de -2% par rapport à l'excellente année 2019. La part des femelles a représenté 34% des envois, en 2021 comme en 2020.

Vers l'Italie, d'après les Douanes, 70 000 broutards ont été exportés en décembre (+4% /2020 et +13% /2019) portant à 902 000 le nombre de broutards expédiés en 2021, effectif stable /2020 (+1% /2019).

Vers l'Espagne, toujours d'après les Douanes, 10 000 broutards ont été envoyés en décembre 2021 (-27% /2020 et -9 %/2019). Depuis septembre dernier et l'obligation de vacciner les bovins de plus de 70 jours vers l'Espagne, les broutards les plus jeunes, peu vaccinés, traversent moins les Pyrénées. Seuls 6 000 broutards de 160-300 kg ont été exportés en décembre 2021 (-44% /2020 et -45 % /2019). Les engraisseurs de broutards se sont tournés vers les mâles plus lourds et plus qualitatifs, de type « Italie ». Depuis le début de l'année, 29 000 broutards mâles de plus de 300 kg ont été exportés vers l'Espagne : +3 000 têtes ou +12% /2020 et +15% /2019.



Les exportations vers les pays tiers étaient au ralenti en décembre : seuls 2 600 broutards ont été exportés (-68% /2020), vers la Tunisie. L'Algérie était absente des achats avec l'arrêt de l'octroi de licences depuis octobre. Les importations algériennes ont repris en janvier, pour les génisses laitières et les broutards, sans limite de poids pour ces derniers jusqu'à fin mars, afin de préparer le Ramadan début avril.

Sur l'ensemble de l'année 2021, 63 000 broutards ont été exportés vers les pays tiers, en léger recul de -4% /2020 (et -13% /l'année record 2019), dont 41 000 broutards vers l'Algérie (-15% /2020 et -31% /2019) et 19 000 têtes vers Israël (x 2 /2020 et x 10 /2019).

Sur la période la plus récente, selon TRACES en semaines 1 à 6 de 2022, 115 000 bovins de tous âges et de toutes catégories ont été expédiés en Italie (-11% par rapport au très fort début d'année 2021, mais +5% /2020 pré-covid). Vers l'Espagne sur cette même période, l'activité a été ralentie, avec 61 000 têtes (-11% /2021 et -10% /2020).

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

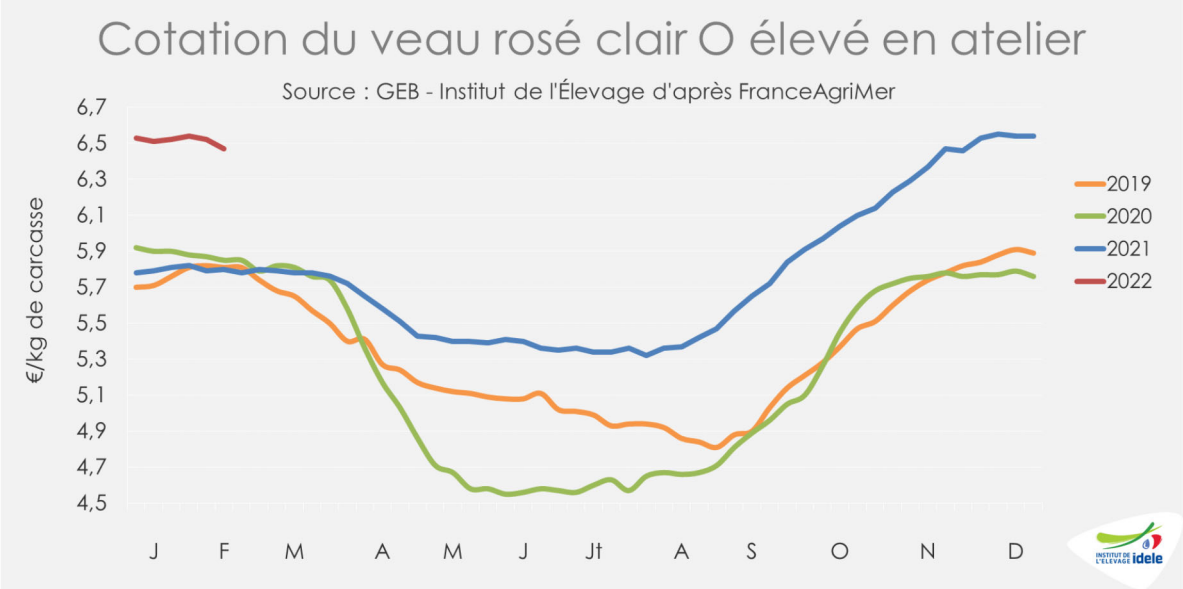
Des prix et des coûts de production toujours très élevés

Dernière révision le 22 février 2022

Les cotations des veaux gras se sont stabilisées à un niveau élevé en janvier, alors que le cours de la poudre de lactosérum bat chaque semaine un nouveau record. Les coûts de production pèsent sur la rentabilité des ateliers. Aux Pays-Bas, la production reste loin de son niveau d'avant pandémie.

Maintien des prix à haut niveau

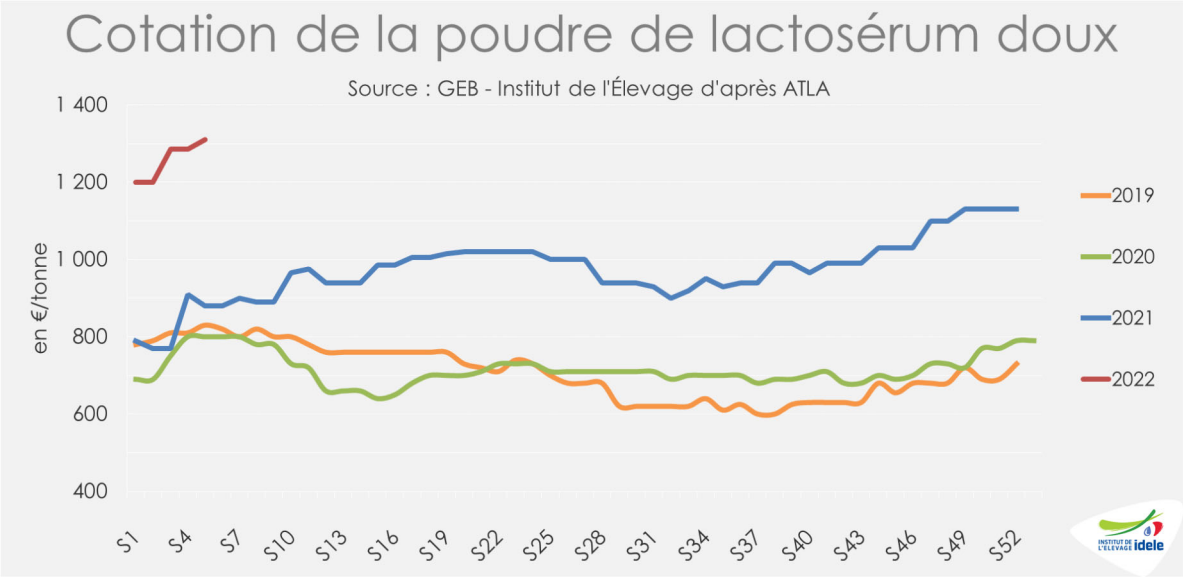
Les cours des veaux gras ont démarré l'année 2022 à un prix élevé, dans la continuité de la fin d'année 2021. En semaine 6, la cotation du veau de boucherie rosé clair O élevé en atelier dépassait de 67 centimes son niveau de 2021 (+12%) et de 62 cts celui de 2019, à 6,47 €/kgéc.



La cotation du veau rosé clair R élevé en atelier était de 6,93 €/kg de carcasse en semaine 6, soit +56 cts /2021 (+9%) et +58 cts /2019.

Les coûts alimentaires explosent !

Après une fin d'année à un haut niveau, le cours de la poudre de lactosérum doux a de nouveau redécollé en janvier. Il a progressé de +9% en cinq semaines pour atteindre 1 310 €/t (+49% /2021 et +64% /2020) en semaine 5.

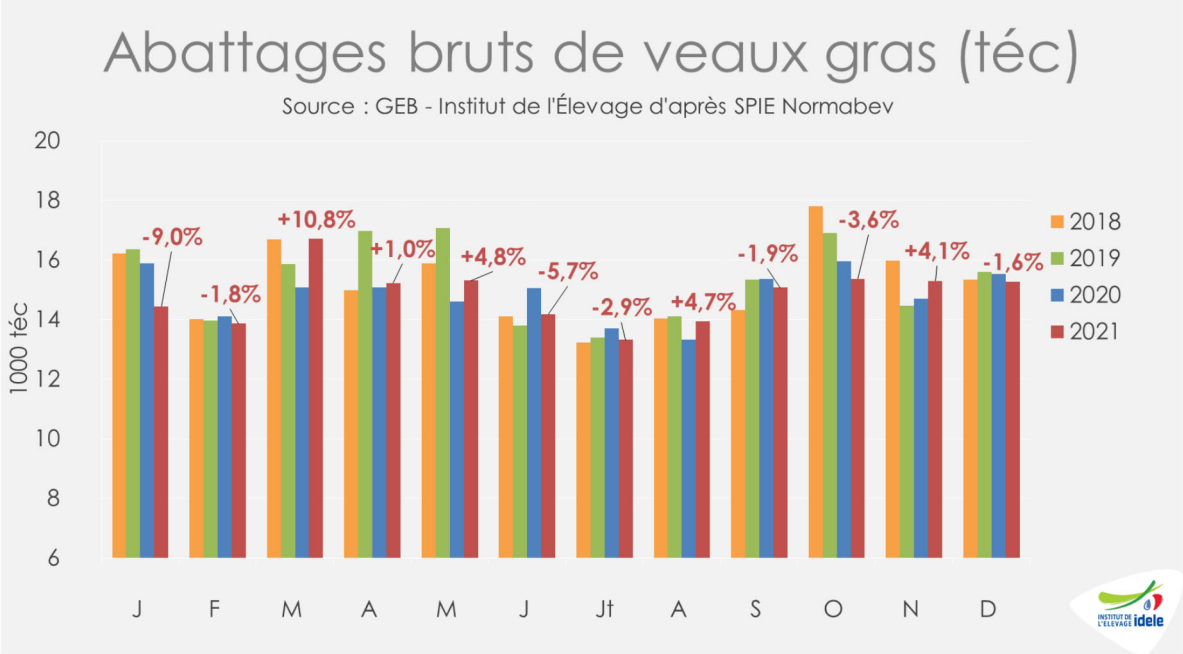


La progression a été un peu moins marquée pour la poudre maigre (+3% entre s1 et s5) qui cotait 3 520 €/t en semaine 5 (+48% /2021 et +32% /2020). En décembre, l'IPAMPA des aliments d'allaitement pour veaux a de nouveau grimpé en flèche : à 137,3 points, il était supérieur de +25 points /2020 et de +27 pts /2019. Les prix des matières premières laitières devraient rester élevés les prochaines semaines, avec une collecte mondiale globalement en retrait.

L'IPAMPA des autres aliments pour veaux a également atteint des records, à 120,2 points en décembre il était supérieur de +16 pts /2020 et de +20 pts /2019. Quant à l'IPAMPA du gaz, il s'est apprécié de +16 pts /2020, à 133,8 points.

La production s'est maintenue d'une année sur l'autre

105 000 veaux ont été abattus en décembre 2021 (-3,8% /2020 et de -4,3% /2019), soit 15 300 téc (-1,6% /2020 et -2% /2019).

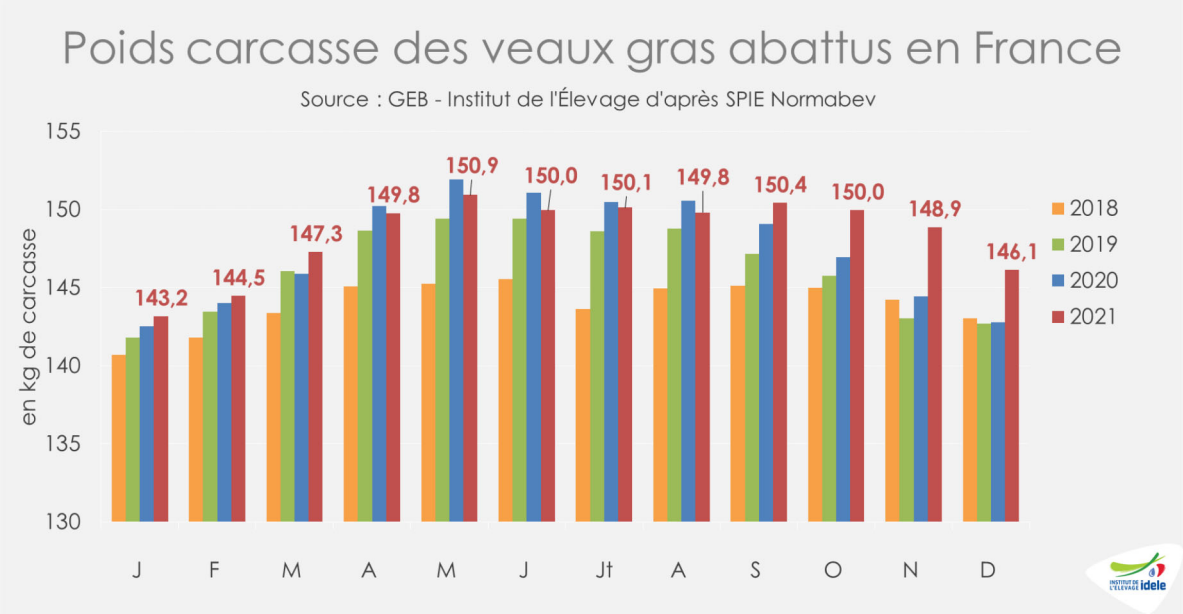


Au total, 1 200 000 veaux ont été abattus en 2021, en léger recul par rapport à 2020 (-0,9% ou -11 000 têtes), mais très loin du niveau de 2019 (-4,6% soit -58 000 têtes). En tonnage, la production française est restée quasiment stable à 178 000 téc (-0,2% /2020 et -3,2% /2019). La hausse des poids carcasse a permis de maintenir les volumes d'une année sur l'autre, mais sans retrouver le niveau d'avant pandémie.

En janvier, d'après les données Normabev, la production a reculé de -1,2% /2021. Les opérateurs espèrent que les mises en avant du Festival du veau, qui a débuté le 1er février en GMS, stimuleront les abattages.

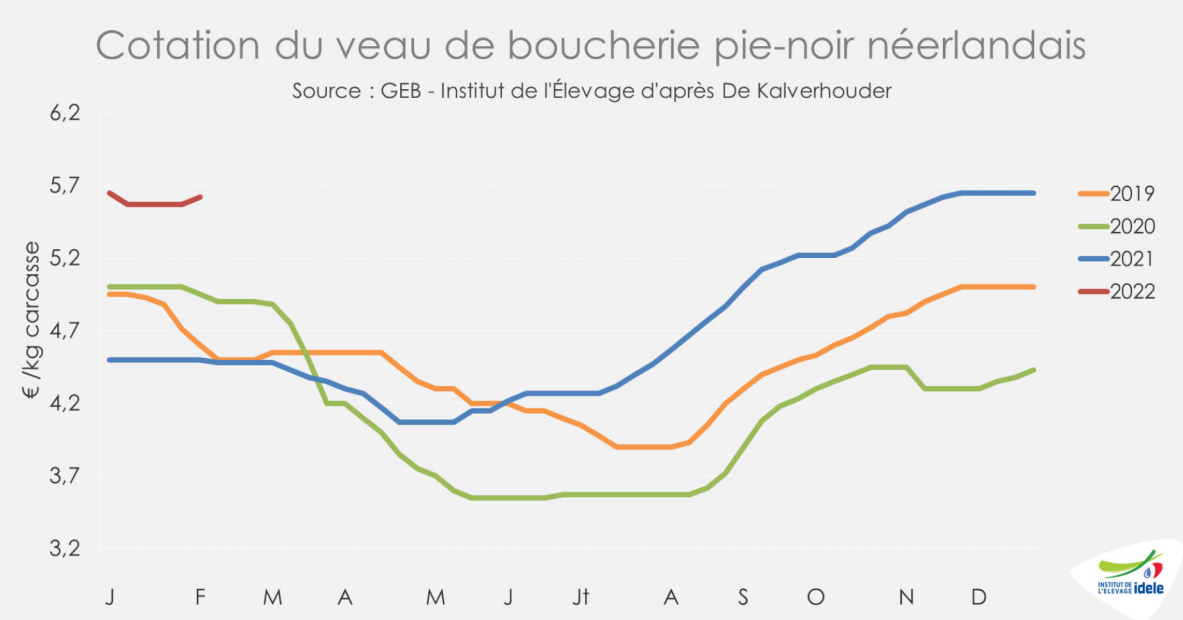
Forte hausse des poids carcasse en fin d'année

Le poids moyen des veaux abattus a poursuivi sa hausse tendancielle en 2021. A 148,4 kg de carcasse, il était supérieur de +1,0 kg /2020 et de +2,2 kg /2019. L'augmentation des poids carcasse a été particulièrement marquée au 4ème trimestre. Mais contrairement à 2020, cet alourdissement des veaux n'est pas le reflet d'un encombrement des sorties. En effet, l'âge moyen des animaux abattus a reculé de -0,2 jour /2020, à 187,5 jours en 2021.



Pays-Bas : les prix des veaux rosés sont montés en flèche

Le veau de boucherie pie-noir néerlandais cotait 5,62 €/kgéc en semaine 6. La forte hausse des prix des matières premières et les moindres disponibilités d'animaux ont maintenu les cotations à des niveaux toujours très supérieurs à ceux des années précédentes (+25% /2021 et +14% /2020).



Dans le même temps, les cotations des veaux rosés sont montées en flèche : +11% en six semaines pour le veau rosé de moins de 8 mois et même +17% pour le bovin jeune de 8-12 mois.

En cumulé sur 11 mois, les abattages néerlandais se sont maintenus par rapport à 2020 avec 202 000 téc (-0,2% /2020), mais ils sont en retrait par rapport à 2019 (-4,4%). Face à la contraction des débouchés dans la RHD européenne ces deux dernières années, du fait des restrictions sanitaires, les intégrateurs néerlandais ont réduit les mises en place.

Les intégrateurs redoutent une baisse saisonnière des prix au printemps

La hausse des prix des matières premières a été continue tout au long de l'année 2021. Les veaux abattus dans les prochaines semaines auront été produits avec un coût de production toujours plus élevé. Les intégrateurs espèrent que cette hausse se répercutera sur les prix de vente et que la cotation ne connaitra pas de baisse saisonnière au printemps.

Les cours des matières premières lactées et fibreuses ne devraient pas se détendre dans les prochaines semaines, tout comme le prix du gaz, continuant à peser sur les coûts de production des intégrateurs et des éleveurs.

Viandes bovines » Veaux nourrissons »

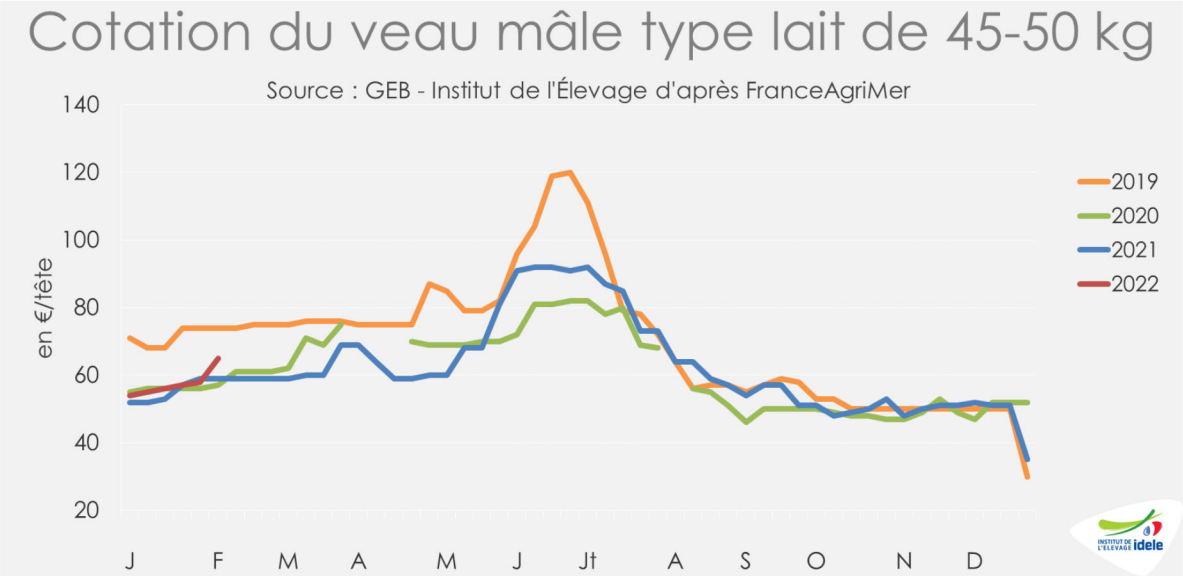
La hausse saisonnière des cours semble enclenchée

Dernière révision le 22 février 2022

Depuis octobre, les naissances laitières ont amorcé leur baisse saisonnière habituelle. Le recul de l'offre a tout récemment fait remonter la cotation des veaux mâles laitiers, qui reste néanmoins inférieure à son niveau de 2019. En 2021, les exportations de petits veaux ont de nouveau battu un record : elles ne cessent de progresser ces dernières années à cause de la contraction des débouchés français.

Le recul de l'offre soutient les cours

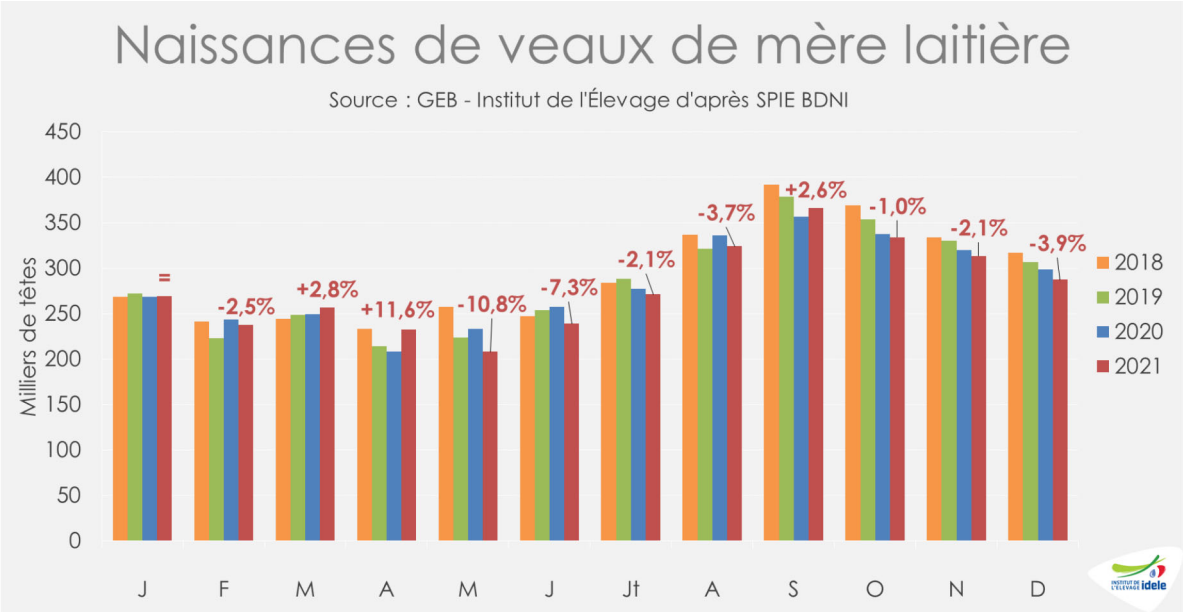
Après une fin d'année 2021 morose du fait d'un déséquilibre entre l'offre et la demande récurrent à cette période de l'année, les cours sont remontés en janvier 2022. La cotation du **veau mâle type lait** de 45-50 kg s'est appréciée de +11 centimes en six semaines pour atteindre 65 €/tête en semaine 6, une hausse de +6 € /2021 (+10%) et de +8 € /2020 (+14%). Elle reste néanmoins inférieure à la cotation 2019 (-8 €). La baisse saisonnière des naissances laitières fait reculer l'offre et soutient les cours.



Le **veau mâle type viande** (veaux de race laitière mixte, veaux croisés lait-viande et viande) cotait 206 €/tête en semaine 6. La mise en place d'une nouvelle grille de cotation à partir de la première semaine de 2022 a entraîné une rupture de série et ne permet plus de comparer la cotation 2022 avec les cours des années précédentes.

Toujours plus de veaux croisés

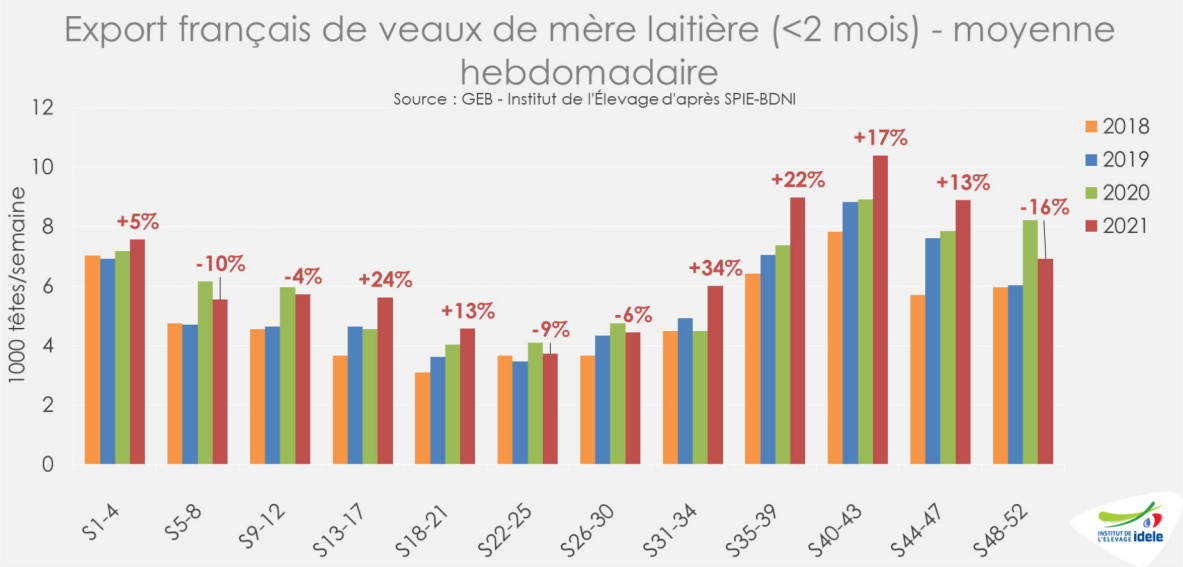
287 000 veaux de mère laitière sont nés en décembre 2021, en repli de -3,5% /2020 (-12 000 têtes) et -6,3% /2019. En cause, le recul des effectifs de vaches laitières de -2,2% /2021 (-66 000 têtes) au 1er janvier 2022 : les sorties de vaches ont été quasi-stables en décembre, mais les entrées de génisses se sont contractées de -3% /2020.



Sur l'ensemble de l'année 2021, 3 339 000 veaux de mère laitière sont nés soit -1,4% /2020 (-49 000 têtes) et -2,2% /2019. La baisse s'est accélérée au 2nd semestre (-1,6% /2020). Les naissances de veaux laitiers purs et croisés lait-lait ont reculé de -3% /2020 avec 2 572 000 naissances, tandis que les naissances de veaux croisés lait-viande ont de nouveau fortement progressé (+4,5% à 767 000 têtes) pour atteindre 23% des naissances laitières (contre 14% en 2015).

Nouveau record pour les exportations 2021

Selon SPIE-BDNI, 35 000 veaux laitiers de moins de deux mois ont été exportés sur les semaines 48 à 52, en recul de -16% /2020 mais en nette hausse de +15% /2019.



Au total 349 000 veaux ont été exportés en 2021 (+7% /2020 et +18% /2019), essentiellement vers l'Espagne. Face à un marché européen en manque de viande, la demande des engraisseurs espagnols est restée soutenue en 2021 malgré la hausse des coûts d'alimentation.

La progression des exportations de veaux français de mère laitière est essentiellement due aux envois de croisés lait-viande, qui ont augmenté de +10% en 2021 pour atteindre 43% des effectifs exportés (145 000 têtes). Les veaux laitiers purs ne représentaient que 50% des exportations (169 000 têtes) contre 60% en 2017.

La cotation espagnole du veau frison s'est érodée en début d'année

La cotation espagnole du veau frison de moins d'un mois s'est établie à 97 €/tête en semaine 5, un niveau largement supérieur aux cours de 2021 (+27%) et de 2020 (+26%). Elle n'a pas connu de baisse saisonnière et s'est maintenue à des niveaux élevés au second semestre 2021, témoignant de l'intérêt des engraisseurs espagnols pour les jeunes veaux. La baisse observée en ce début d'année 2022 est peut-être liée à la forte pression exercée par les prix élevés des matières premières, qui contraint les engraisseurs à baisser les prix d'achat des veaux pour diminuer leurs charges.

L’économie laitière entre deux eaux

Dernière révision le 22 février 2022

Les cours des ingrédients laitiers continuent de s’apprécier faute de disponibilités pour servir une demande ferme sur les marchés mondiaux. La production laitière dans la majorité des bassins laitiers a été très affectée par la flambée des charges au 2nd semestre 2021, plus rapide que celle du prix du lait, et des incidents climatiques dans l’hémisphère Sud qui ont pénalisé la production herbagère.

Dans l’UE-27, le prix du lait moyen a atteint un niveau inédit en décembre. En France, la hausse, encore modérée en décembre, s’est fortement accentuée début 2022, ce qui devrait enfin permettre de compenser la hausse des charges. La restauration des marges pourrait inciter les éleveurs à produire davantage dans les prochains mois. Toutefois les intrants devraient rester chers dans les prochains mois du fait de l’ampleur de la reprise économique internationale et des incertitudes géopolitiques. Auquel cas, la reprise de production laitière s’annonce plutôt modérée…

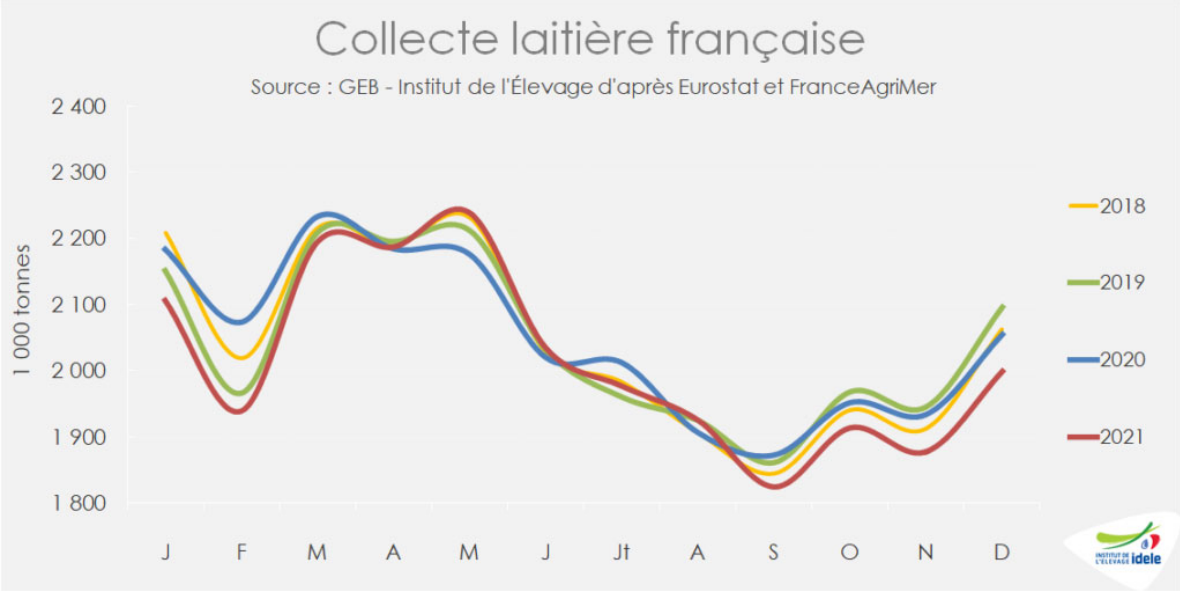
Lait de vache » Collecte laitière »

Le prix du lait de vache s’envole en Europe

Dernière révision le 22 février 2022

Dans l’UE-27, le prix du lait moyen a atteint un niveau inédit en décembre, dans un contexte de faibles disponibilités laitières au niveau européen et mondial. En France, la hausse du prix restait mesurée en décembre, mais s’est fortement accentuée en début d’année. Si de fortes disparités existent entre les prix payés par les différentes laiteries, la revalorisation des prix devrait enfin permettre de compenser la hausse des charges, qui s’est pourtant accélérée ces derniers mois. Cette restauration des marges pourrait inciter les éleveurs à produire davantage dans les mois à venir.

En décembre, la collecte nationale s’est de nouveau fortement repliée d’une année sur l’autre (-2,7% /2020), à 2 Mt. C’est le 4ème mois consécutif de recul sensible des livraisons, depuis le net décrochage observé en septembre. La faible qualité des fourrages, le prix élevé de l’aliment acheté et le recul du cheptel (-1,8% /décembre 2020) expliquent ce recul. Il s’agit du plus bas niveau de collecte depuis 2009 pour un mois de décembre.

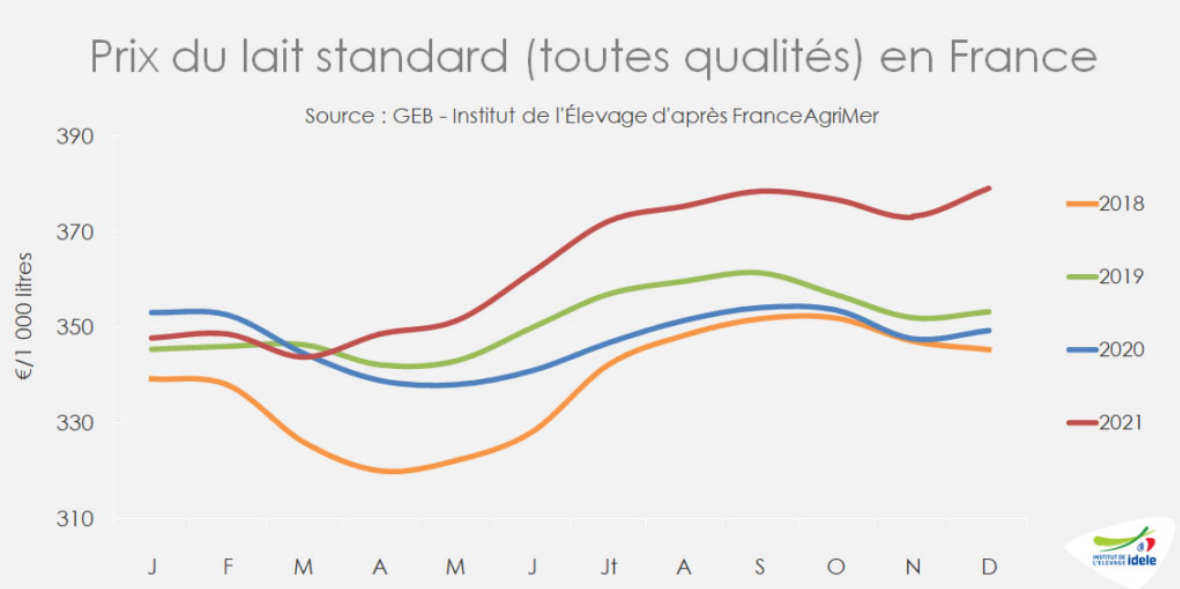


Ce repli des livraisons sur un an se serait atténué en janvier selon les sondages hebdomadaires de FAM (proche de -1% /2021), mais relativement à une collecte qui reculait déjà en janvier 2021. Aucune région n’échappe à la tendance, même si le recul est plus conséquent dans les départements du Sud-Ouest (-4% /2020 en Occitanie, -5% /2020 en Nouvelle-Aquitaine), de l’Est (-5,5% en Bourgogne Franche Comté, -2,7% dans le Grand Est), et des Hauts de France(-5% /2020).

En 2021, la collecte française a reculé de -1,3% /2020 (effet année bissextile 2020 neutralisé). Les conditions météorologiques favorables à la production, au printemps et en été, sont loin d'avoir compensé le décrochage observé au premier et quatrième trimestre de l'année.

Prix du lait : hausse sensible en décembre, très forte en janvier

En décembre, le prix du lait standard tous laits s'est établi à 379 €/1 000 l, en hausse de +6 € sur un mois, et de +30 € /2020. Pour le seul lait conventionnel, la progression du prix est légèrement plus prononcée (+34 € /2020 à 362 €/1 000 l). Le prix réel tous laits confondus grimpe à 412 €/1 000 l.



En janvier 2022, d'après l'observatoire des prix de la revue *l'Éleveur Laitier,* le prix du lait aurait amorcé une hausse très significative (environ +20 € d'un mois sur l'autre), et pourrait s'élever près de +50 € au-dessus de son niveau de janvier 2021. Cette appréciation du prix départ ferme est plus nette chez les collecteurs/transformateurs fabricants d'ingrédients laitiers. Les laiteries majoritairement productrices de produits finis augmentent plus faiblement leur prix d'achat.

Cette hausse du prix du lait pourrait inciter les éleveurs à produire davantage dans les mois à venir, en réduisant les réformes. Cette hypothèse semble étayée par le faible nombre d'abattages de vaches laitières en début d'année (-11% /2021 sur les semaines 3 à 6 d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev).

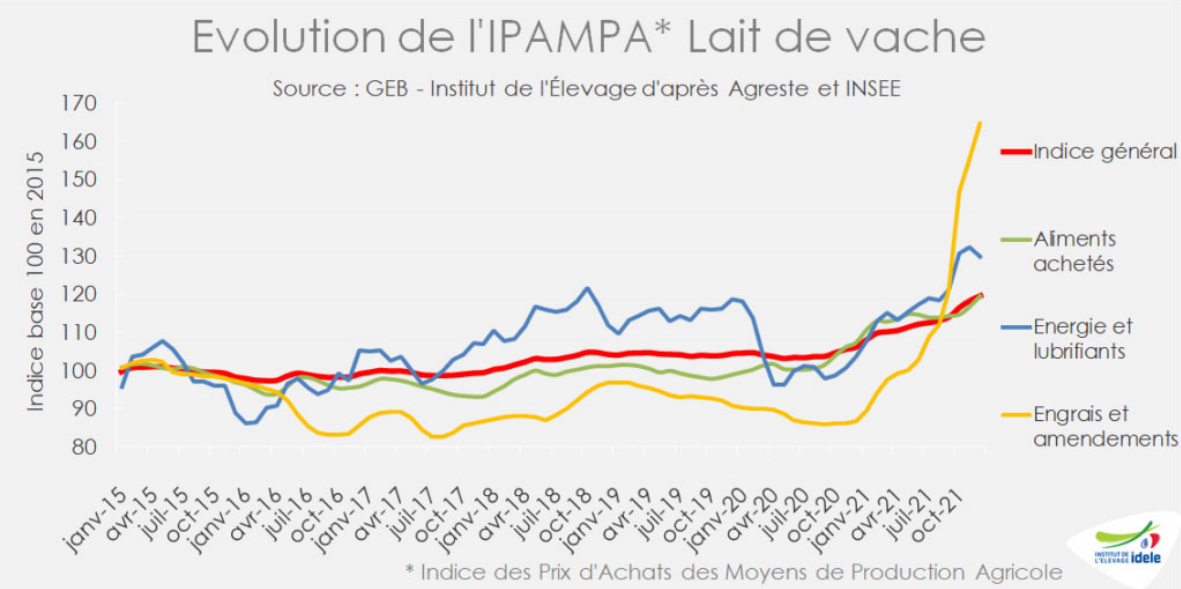
En moyenne sur l'année 2021, le prix du standard tous laits s'est établi à 363 €/1 000 l (+4,5% /2020, +15 €), le prix standard conventionnel à 343 €, et le prix payé tous laits à 379 €/1 000 l.

Nouvelle hausse de l'IPAMPA en décembre

L'IPAMPA lait de vache aura progressé tout au long de l'année pour s'établir à un niveau inédit de 119,6 en décembre 2021 (+13 points sur un an).

En décembre, l'indice a encore gagné 1,6 pt /novembre 2021, sous l'impulsion de l'inflation des engrais et de l'aliment acheté. Sur un an, les prix ont progressé de +90% /décembre 2020 pour les engrais, de +11% pour l'aliment acheté et de +25% pour l'énergie.

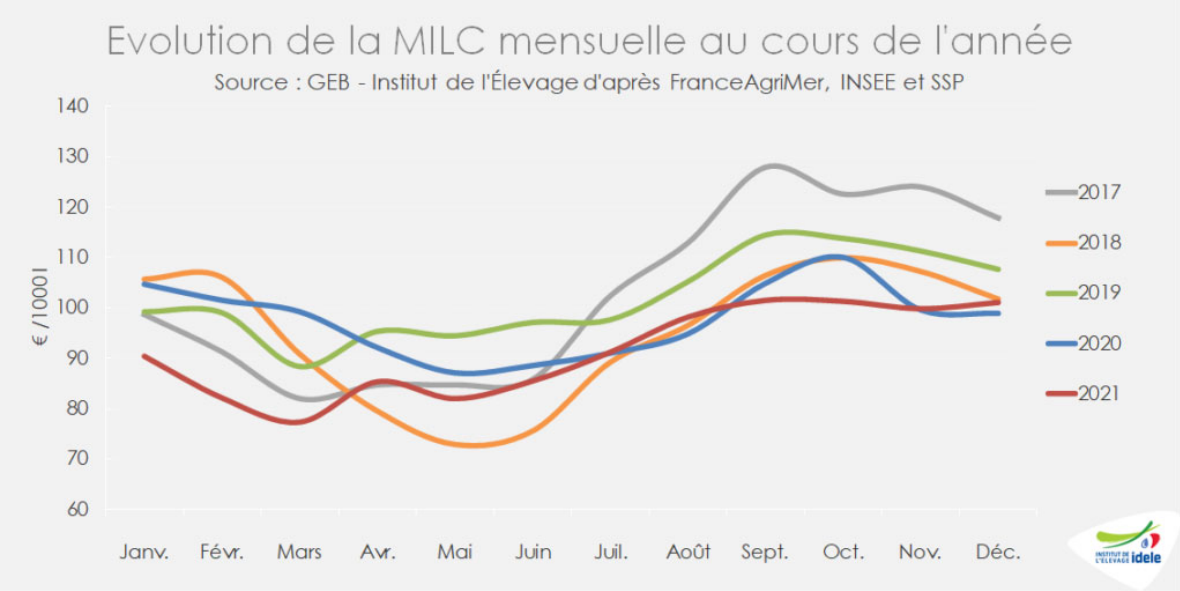
En moyenne annuelle, l'IPAMPA culmine 8% au-dessus de son niveau de 2020. Plus d'un quart de la hausse de l'indice émane de la progression du prix des aliments (+12% /2020 en moyenne sur l'année), surtout portée par la hausse du prix des aliments azotés. Le prix de l'énergie s'est apprécié de +16% en moyenne sur l'année, en raison surtout du renchérissement du prix du carburant. La flambée la plus spectaculaire concerne le prix des engrais et amendements (+32%). Le prix des biens d'équipements et des bâtiments (+10% /2020) contribue également à la hausse de l'indice.



Médiocre niveau de la MILC en 2021, mais redressement des marges prévu début 2022

En 2021, la MILC s'est établie à son pire niveau depuis 2016 (91,3 €/1 000 l en moyenne sur un an), en baisse de -6 € /2020. Cette dégradation de l'indice tient au fait que la hausse des charges n'a pas été accompagnée d'une hausse du prix du lait en début d'année. En mars, la MILC s'établissait à 77,5 €/1 000 l, soit -20 € en deçà de son niveau de 2020.

La lente remontée du prix du lait à partir du printemps et la revalorisation des cotations des vaches de réforme ont ensuite permis à la MILC de se redresser, malgré la hausse concomitante des charges. La MILC est même repassée au-dessus de son niveau de 2020 à partir de novembre.



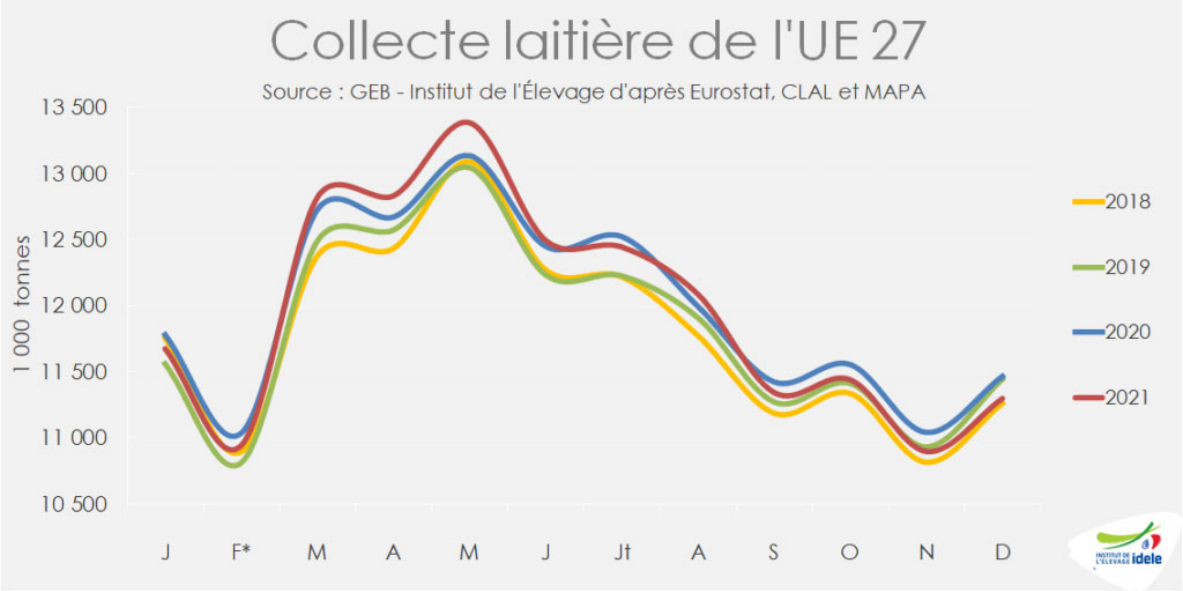
En décembre, la MILC s'élevait à 101 €/1 000 l, légèrement au-dessus de son niveau de janvier 2021 (+2 €). En janvier 2022, sous l'impulsion de la hausse sensible du prix du lait et des cotations des vaches O et P, la MILC devrait avoir atteint son plus haut niveau depuis 2014 (pour un mois de janvier), et ce malgré la progression du prix de l'aliment qui s'est poursuivie en début d'année.

UE-27 : stagnation de la collecte en 2021, fort recul en décembre

Dans l'UE-27, pour la première fois depuis 2009, la collecte n'a pas progressé en 2021. Elle se serait établie à un niveau équivalent à celui de 2020, autour de 143,7 Mt. Le décrochage observé ces derniers mois a plombé le bilan 2021 de la collecte, qui avait débuté par un recul jusqu'à mars, puis par un redressement au printemps et cet été. Le bilan est approximativement le même en termes de MSU. La légère augmentation de collecte de matière grasse (+0,2% /2020) ayant été neutralisée par une baisse de même ampleur de celle de matière protéique.

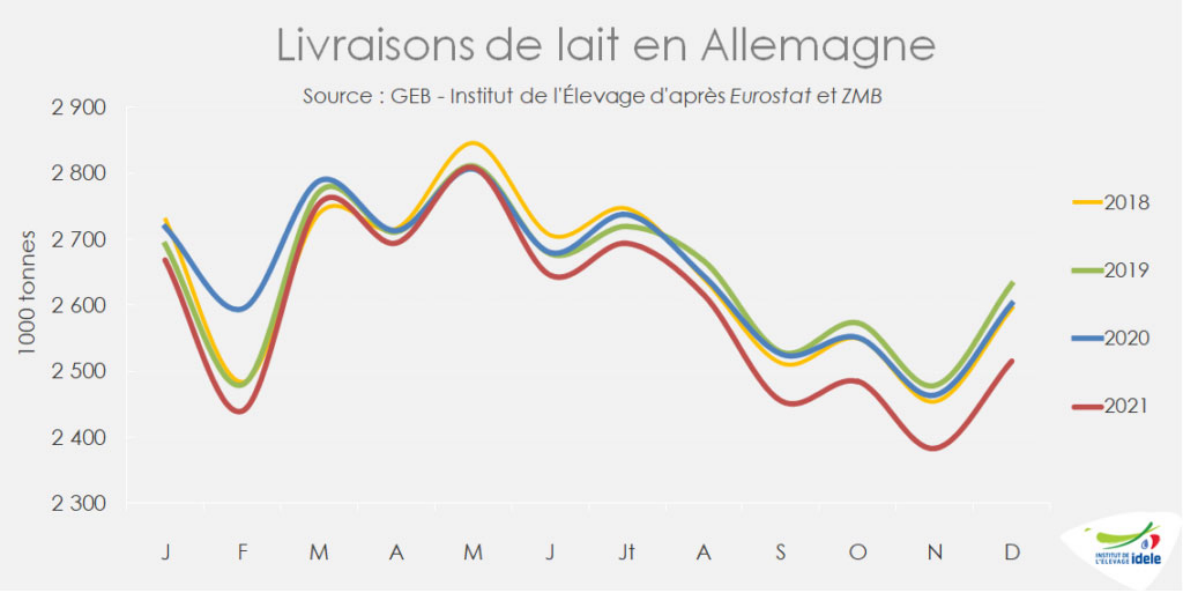
En décembre, la collecte de l'UE-27 a reculé pour le 4ème mois consécutif (-1,5% /2020, soit -170 000 tonnes).

Le décrochage est encore plus net pour la seule matière protéique (-2% / 2020). Les livraisons restent en fort repli dans les principaux pays producteurs européens alors que ceux dont la collecte était dynamique ces derniers mois (Irlande, Italie) connaissent une plus faible croissance en fin d'année 2021.



Allemagne : collecte au plus bas depuis 2013

En 2021, les livraisons allemandes se sont établies à 31,16 millions de tonnes, en baisse de 660 000 tonnes /2020 (-1,8% /2020). La collecte de lait conventionnel est même repassée sous les 30 millions de tonnes. Le repli s'est accentué au fil des mois pour atteindre -3,3% en décembre (-87 000 t). D'après AMI, le décrochage s'explique, comme en France, par le prix très soutenu de l'aliment, la baisse du cheptel, et la mauvaise qualité des fourrages. La baisse a été moins prononcée dans les Länder du Nord-Est où le lait est davantage transformé en ingrédients laitiers (-0,5 % dans le Schleswig-Holstein, -1,3% en Basse Saxe).



Pays Bas : les normes phosphates et nitrates plombent la production laitière

En 2021, la collecte néerlandaise a reculé de -2,5% /2020, à 13,6 millions de tonnes. Elle se situe 5% en dessous du pic de 2016. L'introduction des quotas de phosphate et de nitrates se traduit par un net recul du cheptel. En décembre, le reflux s'élevait à -4,2% / 2020.

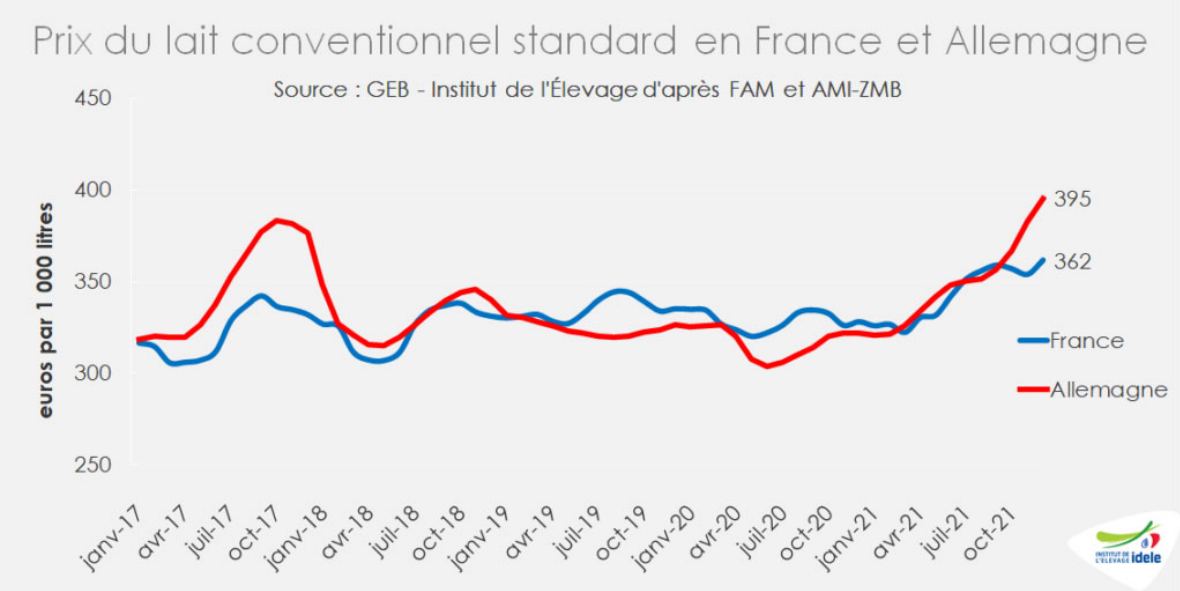
Prix du lait : records dans l'UE-27

D'après le MMO, le prix du lait dans l'UE-27 a atteint un niveau inédit au mois de décembre 2021 (413,1 €/t en prix réel, +17% /2020), dépassant le précédent record datant de décembre 2013. Dans les pays exportateurs d'ingrédients laitiers, et donc fortement réactifs au cours des commodités, la hausse des prix est sans commune mesure avec la progression observée en France (+9% /2020).

Aux Pays-Bas, le prix Friesland Campina (44/36) culmine à 437,2 €/t, soit +27% sur un an.

C’est également le prix moyen observé au Danemark, où la hausse relative sur un an est encore plus importante (+30%/décembre 2020, soit près de +80 €).

En Allemagne, le prix du lait conventionnel, à 395 €/1 000 l en décembre, prend ses distances avec le prix du lait français, avec un bond de +23% sur un an.



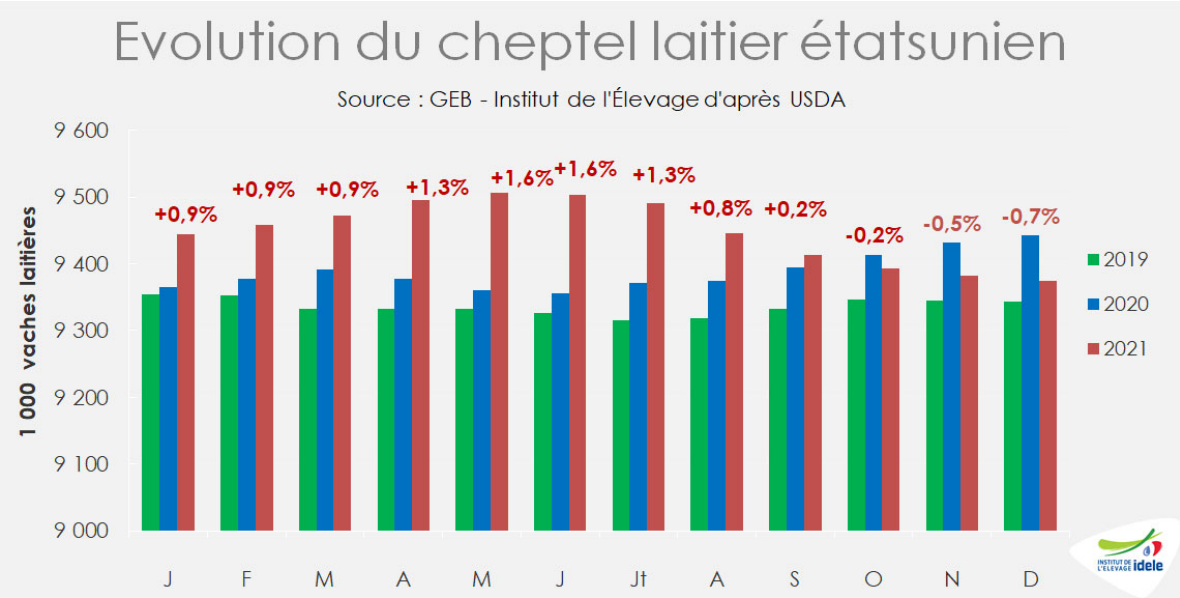
Lait de vache » Collecte laitière »

Monde : faibles disponibilités fin 2021 et début 2022

Dernière révision le 22 février 2022

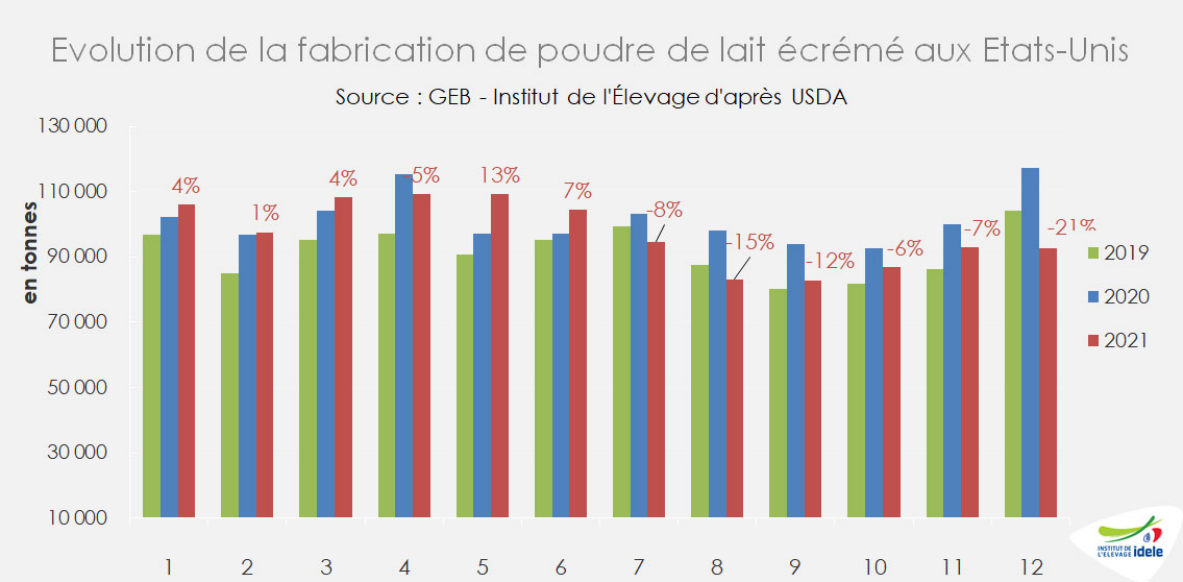
L’année 2021 s’est terminée avec une baisse de collecte dans la majorité des grands bassins laitiers à l’échelle mondiale. La tendance a fortement évolué entre les deux semestres. Si la collecte européenne n’a augmenté que durant le pic laitier printanier, la production laitière a atteint des records aux Etats-Unis au premier semestre tandis qu’en Nouvelle Zélande, la croissance était également au rendez-vous. Puis la hausse mondiale des coûts de production et des périodes de sécheresse dans l’hémisphère Sud ont eu raison de cette dynamique au second semestre.

La collecte aux **États-Unis** au mois de décembre s’affiche légèrement inférieure à l’an passé (-0,1% /2020). Ce repli est principalement dû à des marges insuffisantes pour la production qui conduisent notamment les éleveurs à réduire fortement leur cheptel. Depuis octobre, celui-ci est repassé sous les niveaux de l’an dernier malgré une très bonne dynamique de hausse au premier semestre.



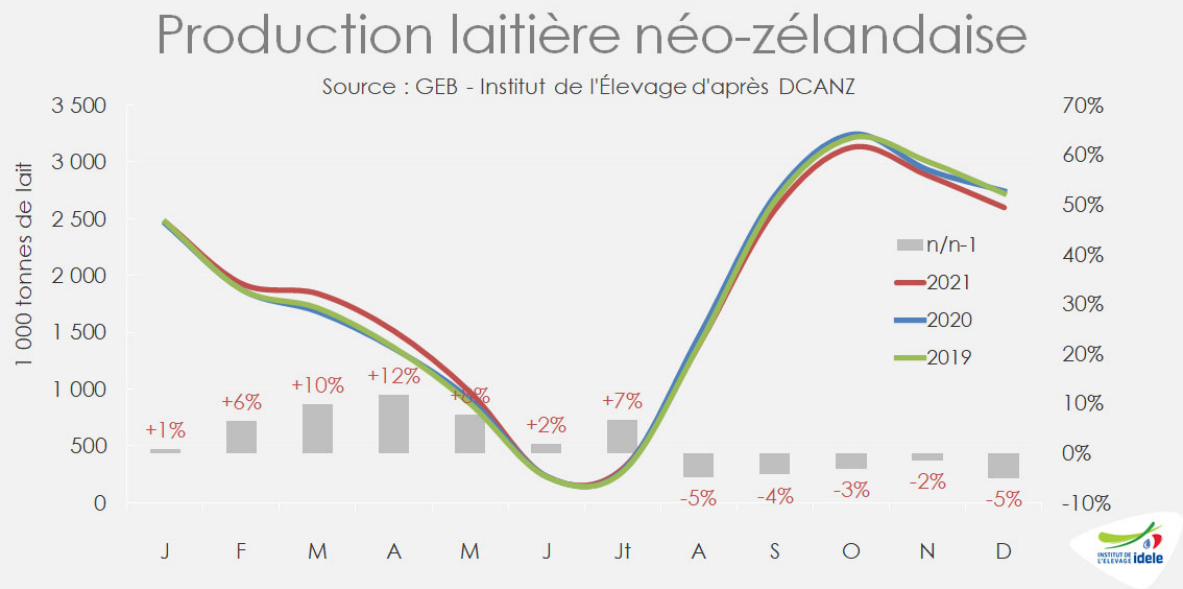
Si les opérateurs locaux sont optimistes sur un retour de la production dans les mois à venir grâce à la hausse des prix du lait, il convient de surveiller la météo aux Etats-Unis. A l'Ouest, le déficit hydrique demeure avec une sècheresse sévère sur la Californie. Au Sud et à l'Est, les températures sont attendues au-dessus des normales notamment dans le Texas pour les trois prochains mois avec des pluies inférieures à la normale. A l'inverse, autour des Grands Lacs, les précipitations sont anticipées bien au-dessus des normales, ce qui peut gêner la mise à l'herbe dans les mois à venir.

Dans ce contexte, les fabrications de poudre de lait écrémé sont laissées de côté. Elles se replient nettement en fin d'année, avec une chute de -21 % au mois de décembre.

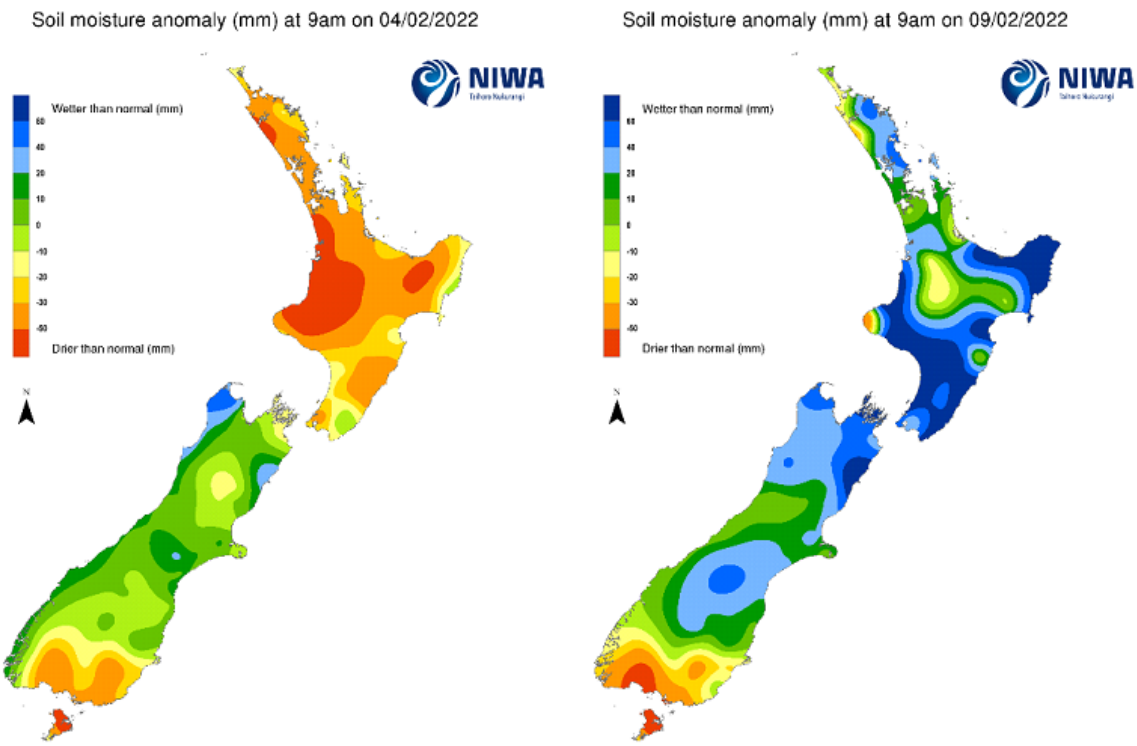


Forte baisse de collecte en Nouvelle-Zélande

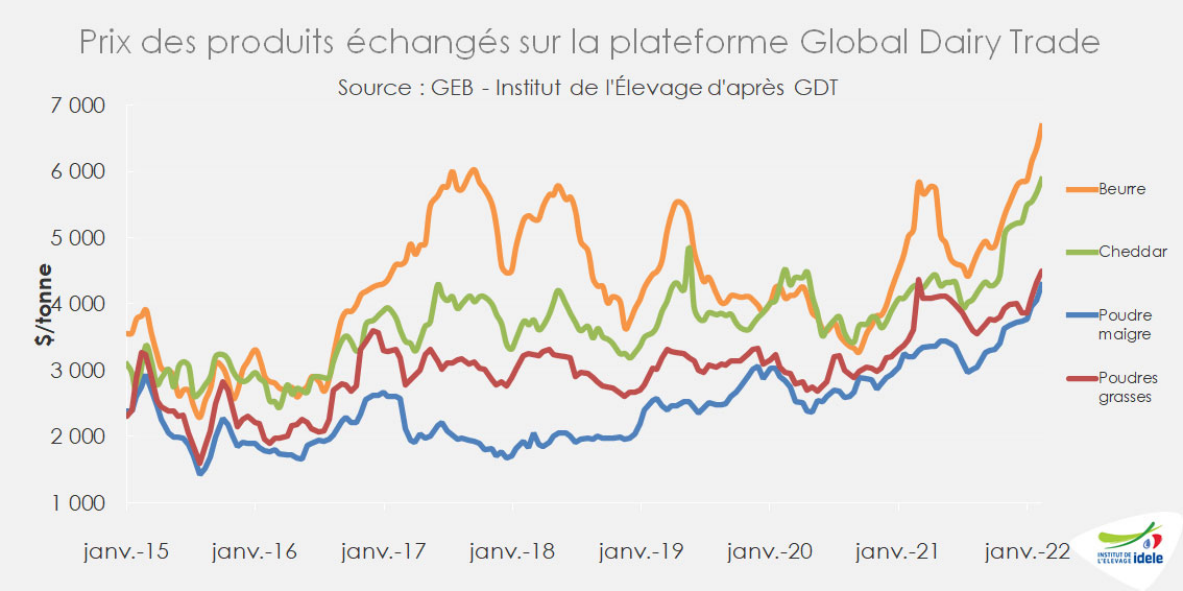
Même si la coopérative Fonterra avait annoncé de mauvais résultats de production au mois de décembre, la baisse de collecte néo-zélandaise surprend par son ampleur (-5% /2020).



L'indice de croissance des pâtures décroche depuis le mois de novembre et s'affiche sur des niveaux bien inférieurs à ceux des années précédentes. Le déficit de précipitation est important notamment dans l'île du Nord et limite ainsi la pousse de l'herbe. Des pluies sont venues la semaine dernière détendre la situation et améliorer l'humidité des sols. Cela pourrait permettre à la collecte de se redresser pour les semaines à venir.



La baisse de production a entraîné mécaniquement une baisse des fabrications dans un contexte de forte demande internationale. Aussi, les cours des ingrédients laitiers échangés sur la plateforme *Global Dairy Trade* restent en forte hausse. Le prix du beurre atteint un record à 6 686 $/t par rapport aux données des dix dernières années. Il s'agit également d'un record pour le cheddar à 5 881 $/t tandis que les cours des poudres de lait ont dépassé les 4 000 $/t et que seuls 273 $/t séparent celui des poudres grasses de la poudre maigre.



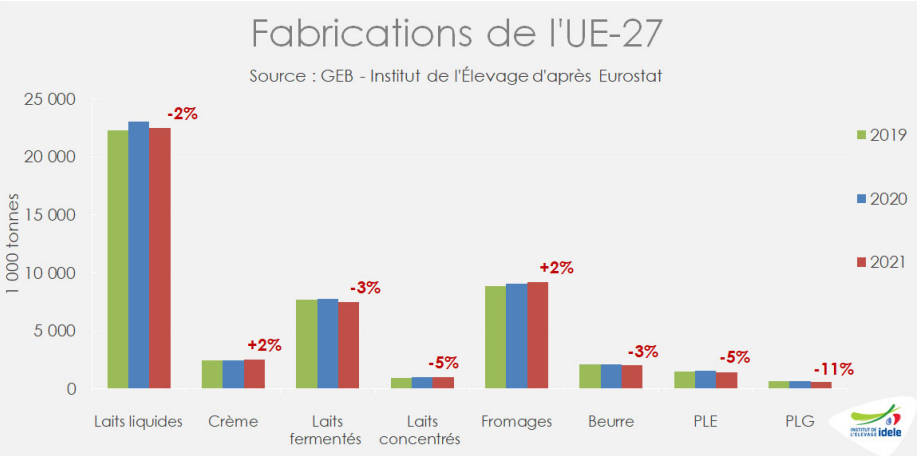
La collecte **australienne** s'affiche toujours en repli au mois de décembre (-1% /2020). Sur l'année 2021, elle a reculé de même ampleur (-1% /2020). Les fabrications des ingrédients, laitiers tels que la poudre de lait entier et le beurre notamment, ont probablement été privilégiés afin de répondre à la demande internationale et en tout premier lieu de la Chine. En effet, les exportations australiennes vers la Chine sur l'année 2021 sont en hausse d'une année sur l'autre de +7,6% en poudres grasses, +60% en poudre maigre et +79% pour le beurre.

En **Argentine**, la collecte conserve son dynamisme avec une hausse de +3% /2020 en décembre. Les fabrications de fromages restent privilégiées notamment pour l'export vers les pays voisins. Les fabrications de poudres grasses sont elles aussi en progression (+7,5% sur janv-nov 2021 /2020) dont près de la moitié des volumes a été exportée vers l'Algérie (100 000 t sur 212 000 t produites sur 11 mois).

Fabrications européennes : chute des disponibilités en ingrédients laitiers

Dernière révision le 22 février 2022

En 2021, la collecte européenne avait bien démarré au premier semestre avec des volumes supplémentaires durant le pic laitier printanier. Toutefois le deuxième semestre montre un tout autre visage. Les collectes chez les principaux pays producteurs de l'UE terminent l'année avec des volumes inférieurs à 2020 si bien que les fabrications de fromages et de crèmes ont été maintenues, au détriment de toutes les autres fabrications.



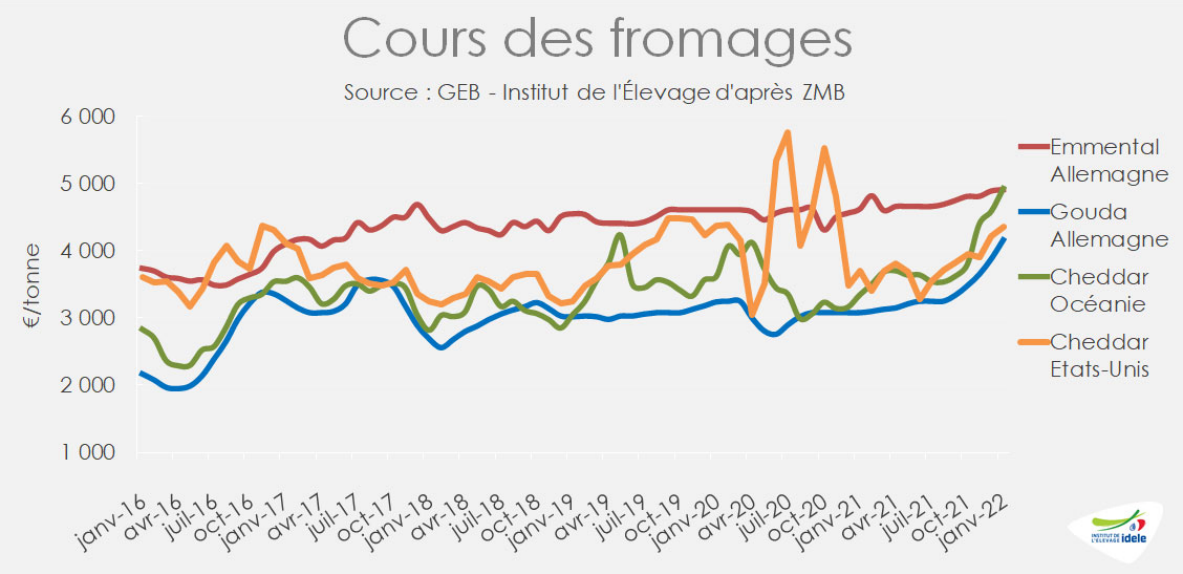
Toujours plus de fromages

La hausse des fabrications de fromages atteint près de +150 000 t dans l'UE-27 en 2021 par rapport à 2020. La plus forte hausse se situe en France (environ +42 400 t) suivie de la Pologne (+33 000 t) ainsi qu'en Italie (+61 000 t), en Espagne et en Allemagne (+23 000 t). Pour la France, les volumes supplémentaires ont d'abord servi le marché intérieur. Les exportations françaises ont modestement progressé (+6 000 t soit +1,5% /2020), le marché unique a absorbé la moindre demande du Royaume-Uni. Pour l'Allemagne comme la Pologne, les fabrications supplémentaires ont surtout été exportées principalement sur le marché intra-européen, tandis que les échanges avec le Royaume-Uni ont reculé à la suite du *Brexit* (environ -30% pour l'Allemagne).

A l'inverse, les Pays Bas ont davantage privilégié les ingrédients laitiers pour favoriser l'export. Les fabrications de fromages se sont ainsi maintenues en début d'année durant le pic laitier, puis se sont effondrées en fin d'année 2021 (-28 700 t en 2021) en même temps que la collecte chutait.

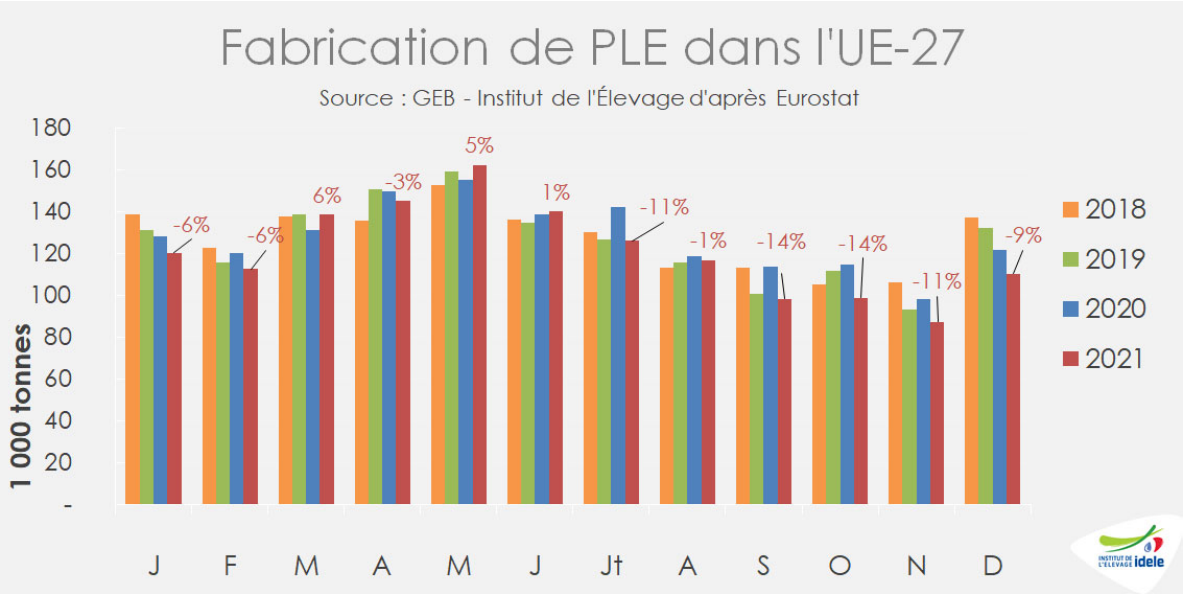
Au Danemark, les fabrications de fromages ont aussi baissé (-10 700 t soit -2% /2020) malgré une collecte globalement stable. Le pays a davantage exporté de lait en vrac vers l'Allemagne (+23 000 t à 207 000 t soit +12%) et les Pays Bas (+1 900 t à 2 700 t soit x3,4). Malgré la baisse de fabrications, les exportations de fromages se sont maintenues et ont même augmenté, ce qui a donc dû consommer des stocks.

Malgré la forte demande en fromages, les fabrications n'ont pu être maintenues dans l'UE-27 fin 2021. Elles ont baissé de -2% /2020 en décembre avec le repli de la collecte. Dans ce contexte, les cours tant européens que mondiaux ont fortement progressé en fin d'année. Les cours du gouda franchissent à la hausse les 4 000 €/t, soit +7% en un mois et +35% par rapport à 2021 à la même époque.



Fort décrochage des fabrications de poudre de lait

La poudre de lait écrémé est souvent une variable d'ajustement en cas d'importante collecte laitière, c'est donc assez logiquement un produit qui décroche quand la ressource laitière vient à manquer. En 2021 les fabrications dans l'UE-27 ont baissé de près de -75 000 t (-5% /2020). Le décrochage s'est fortement amplifié en fin d'année et se combine avec de moindres disponibilités en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis. La demande mondiale va donc devoir se rationner, ce qui entraine de très fortes hausses de prix tant dans l'UE-27 qu'en Nouvelle-Zélande. La cotation ATLA poursuit sa hausse autour de 3 650 €/t en 2022, soit 1 300 €/t de plus que l'an passé (+48%).



C'est en Allemagne que la diminution est la plus importante (-62 000 t en 2021) et principalement due à la chute de la collecte dans ce pays. Les fabrications se sont repliées de -28% sur les quatre derniers mois de l'année. Les exportations vers les pays tiers comme la Chine et l'Indonésie ont été privilégiées tandis qu'elles ont fortement baissé en intra-UE. En somme, les exportations allemandes vers les pays tiers ont fléchi de -14% /2020.

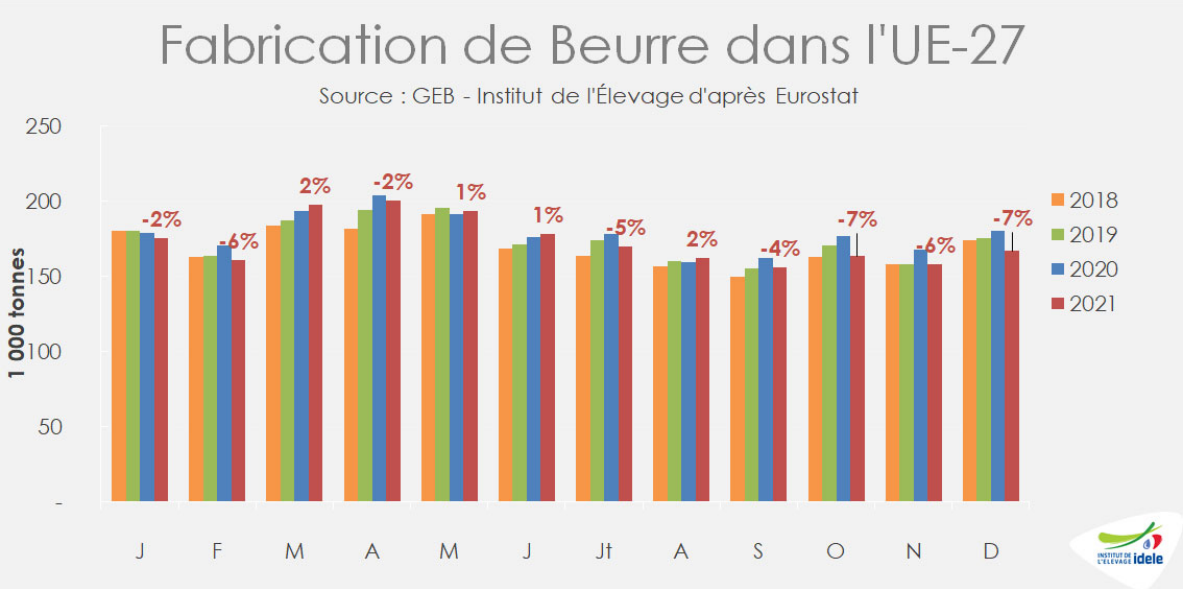
En France, principal pays producteur en 2021, les fabrications de poudre ont reculé de -2% (soit -9 000 t à 400 000 t). Là aussi la baisse est accentuée en fin d'année, ce qui devrait avoir un très fort impact sur les exportations de début d'année 2022.

Dans ce contexte, la hausse des fabrications aux Pays-Bas (+17 300 t) et en Finlande (+23 000 t) compense à peine.

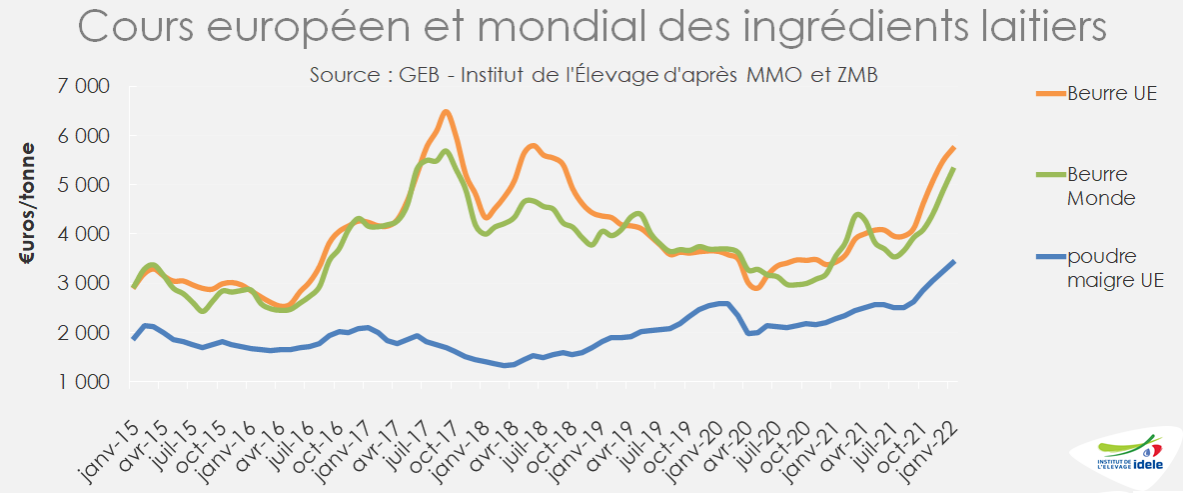
Matière grasse : baisse des fabrications du beurre au profit de la crème

La réouverture de la restauration au premier semestre 2021 a entrainé un appel d'air sur le marché de la crème et fortement tiré les prix à la hausse de celle-ci en Europe. Les transformateurs ont donc accentué les fabrications de crèmes (+3% /2020) au détriment du beurre au premier semestre (-1%).

La chute de la collecte de lait au second semestre a amplifié la diminution des fabrications de beurre (-5% /2020) quand celles de crèmes se sont globalement maintenues grâce à un mois de novembre dynamique (+14% /2020, soit +1% sur le deuxième semestre).



Pour les moindres fabrications de beurre, on retrouve les mêmes pays qui ont privilégié celles de fromages notamment : Allemagne (-34 000 t), Pologne (-12 000 t), Espagne (-12 000t) et France (-6 000 t). Seule l'Irlande et le Danemark ont vraiment augmenté leurs volumes avec près de +10 000 t chacun au moment du pic laitier principalement, ce qui laisse de faibles disponibilités en ce début d'année. Les cours du beurre ont donc fortement augmenté au deuxième semestre. Cette hausse s'est accentuée au mois de septembre quand il est apparu que le pic laitier néo-zélandais (premier exportateur de beurre mondial) était décevant. La cotation ATLA a franchi les 6 000 €/t en fin d'année 2021 et poursuit en hausse à 6 270 €/t, c'est près de 2 700 € de plus que l'an passé (+74%).



Regain de production dans les îles Britanniques

Dernière révision le 22 février 2022

Tandis que les abattages ralentissent en France pour s'adapter à un marché atone, ceux-ci ont rebondi début 2022 au Royaume-Uni et en Irlande. Leur production devrait rester dynamique le reste de l'année, permettant aux exportations de viande ovine britanniques comme irlandaises de s'établir à de meilleurs niveaux qu'en 2021.

Si la Nouvelle-Zélande reste concentrée sur la Chine et les USA, l'Union européenne demeure une bonne opportunité pour les autres grands exportateurs.

Viande ovine » France »

Des abattages français modestes début 2022

Dernière révision le 22 février 2022

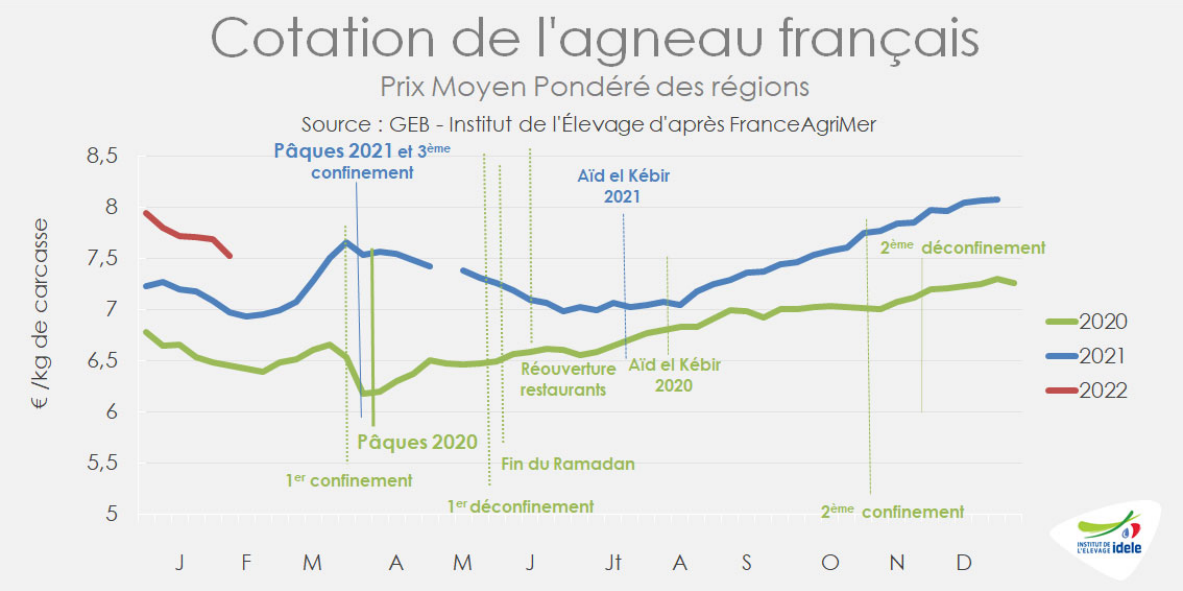
Face à des achats particulièrement mornes, même pour cette période de l'année, les abattages d'agneaux français ont fortement ralenti, parallèlement au pic de sorties des agneaux Lacaune. Le marché semble s'engorger progressivement, faisant chuter la cotation.

Un marché atone qui entraîne la baisse des cours chez les agneaux standards

Parallèlement au pic de sortie des agneaux Lacaune, les ventes sont particulièrement compliquées en ce début d'année, ce qui a tendance à engorger le marché et pèse sur la cotation entrée abattoir. Le prix des agneaux standard devrait continuer de chuter dans les semaines à venir, tandis que celui des agneaux de qualité supérieure pourrait se maintenir.

La cotation française de l'agneau lourd entrée abattoir a alors décroché de 0,17 €/kg d'une semaine sur l'autre, à 7,52 €/kg en semaine 6 (se terminant le 13 février). Elle surpassait tout de même de +0,44 € son niveau de 2021 et de +1,07 € celui de 2020 à pareille époque.

La flambée des prix des intrants continue d'impacter les coûts de production. En décembre 2021, l'IPAMPA ovin viande atteignait 120,4 points (+14,5 points /2020).

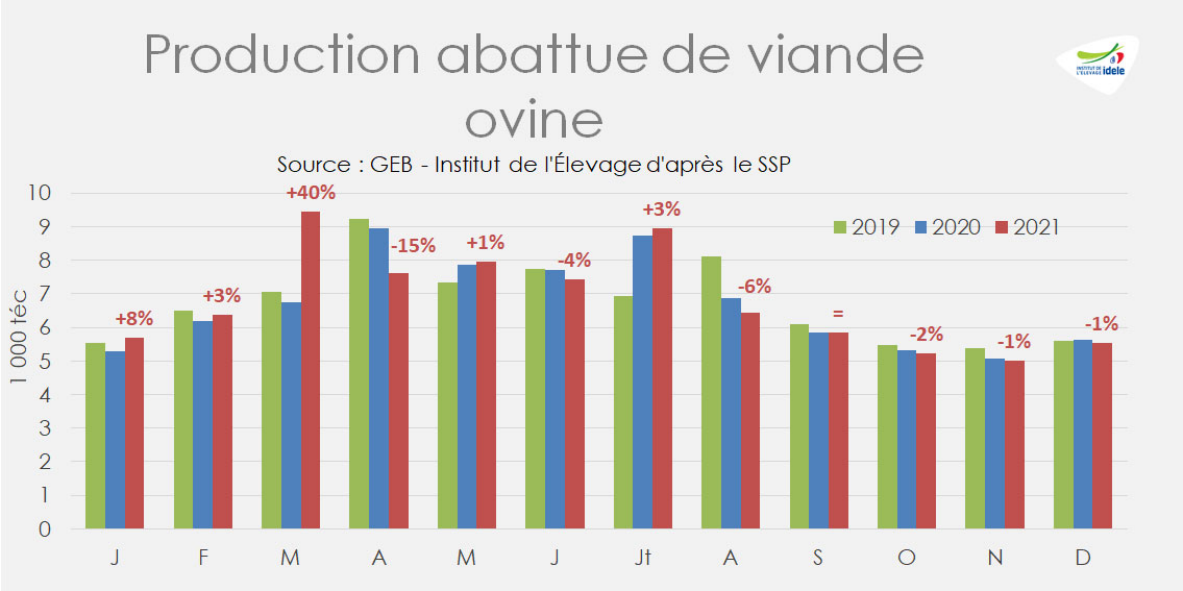


Des abattages en net recul début 2022

En décembre 2021, la production abattue, ramenée à 5 540 téc, a baissé de -1% /2020. Les effectifs d'agneaux abattus ont chuté de -2% avec des poids de carcasse en légère hausse, ceux des réformes de -3% avec des poids de carcasse stables. Bien que les importations d'agneaux vivants soient restées très dynamiques, en hausse de +40% /2020 (+7 000 têtes), les exportations l'étaient également (+8% soit +13 000 têtes), expliquant cette baisse de production, face à des sorties des élevages français stables.

Finalement, sur l'année 2021, la production abattue d'ovins a atteint 81 600 téc, en hausse de +2% /2020 et de +1% /2019. Cette hausse a été possible grâce aux importations d'ovins vifs, particulièrement actives (+35% soit +73 000 têtes).

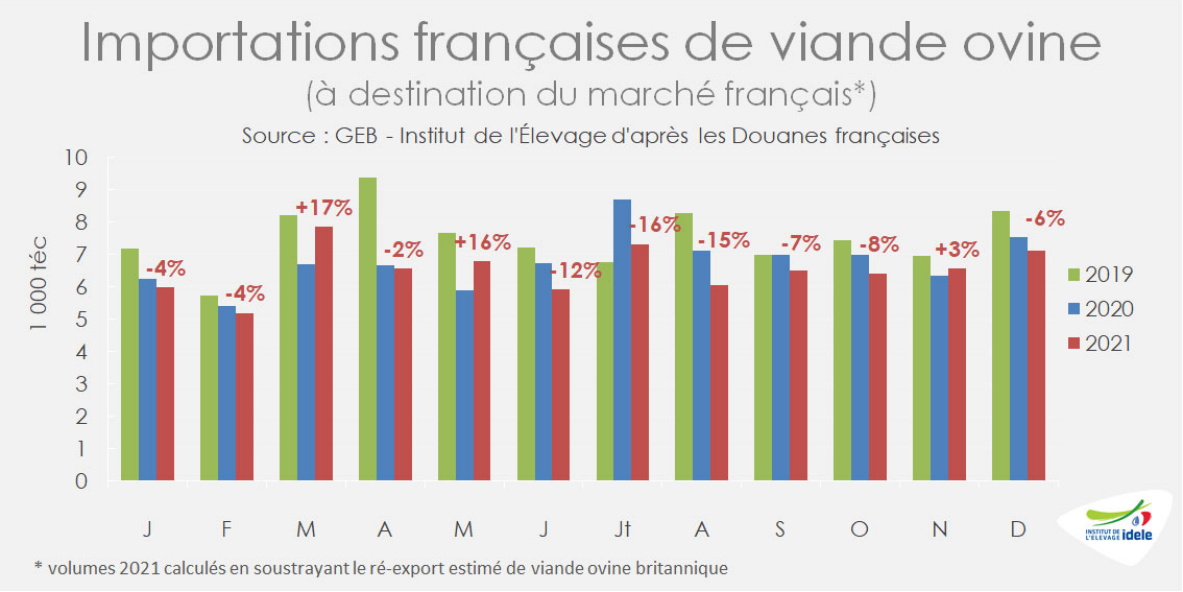
D'après *Ovinfos*, les abattages français ont nettement reculé d'une année sur l'autre sur les 5 premières semaines de 2022. En plein pic de sorties, les agneaux Lacaunes finis trouvent difficilement preneur, ce qui engorge les bergeries des engraisseurs. Les quelques opérations en point de vente ne fonctionnent pas bien et, compte tenu des prix historiquement élevés, les distributeurs ont réduit le linéaire dédié à l'agneau en magasins… La filière perd ainsi du potentiel de vente.



Les importations de viande ovine ont fini l'année à de bas niveaux

En décembre 2021, les importations de viande ovine à destination du marché français ont baissé de – 6% /2020. Pour la 1ère fois de l'année, les importations en provenance d'Espagne ont chuté (- 36% /2020). Elles ont aussi fléchi en provenance du Royaume-Uni (-8%), mais se sont redressées en provenance d'Irlande (+5%) et de Nouvelle-Zélande (+6%).

Au total en 2021, les importations de viande ovines ont reculé de -4%/ 2020 et de -13% /2019, à 73 300 téc. Elles étaient en recul en provenance du Royaume-Uni (-5%), de la Nouvelle-Zélande (-6%) et d'Irlande (-11%) ; seule l'Espagne a su se démarquer sur le marché français (+26%).



Les exportations de viande ovine ont atteint 8 400 téc, soit +20% /2020 et retrouvé le niveau de 2019.

La consommation calculée par bilan, estimée à 151 500 téc en 2021, a accusé une légère baisse d'une année sur l'autre, de -2%, mais une chute de -5% /2019. Le niveau du disponible français en viande ovine, historiquement faible, demeure donc préoccupant.

Amélioration de l'offre mondiale en 2022 ?

Dernière révision le 22 février 2022

Après une année ovine 2021 particulièrement difficile dans les îles britanniques, la situation pourrait s'éclaircir en 2022 avec une production bien orientée en 2022. La situation devrait également s'améliorer en Nouvelle-Zélande, avec une production d'agneaux orientée à la hausse. La demande mondiale reste élevée, particulièrement en Asie, aux Etats-Unis et dans l'UE.

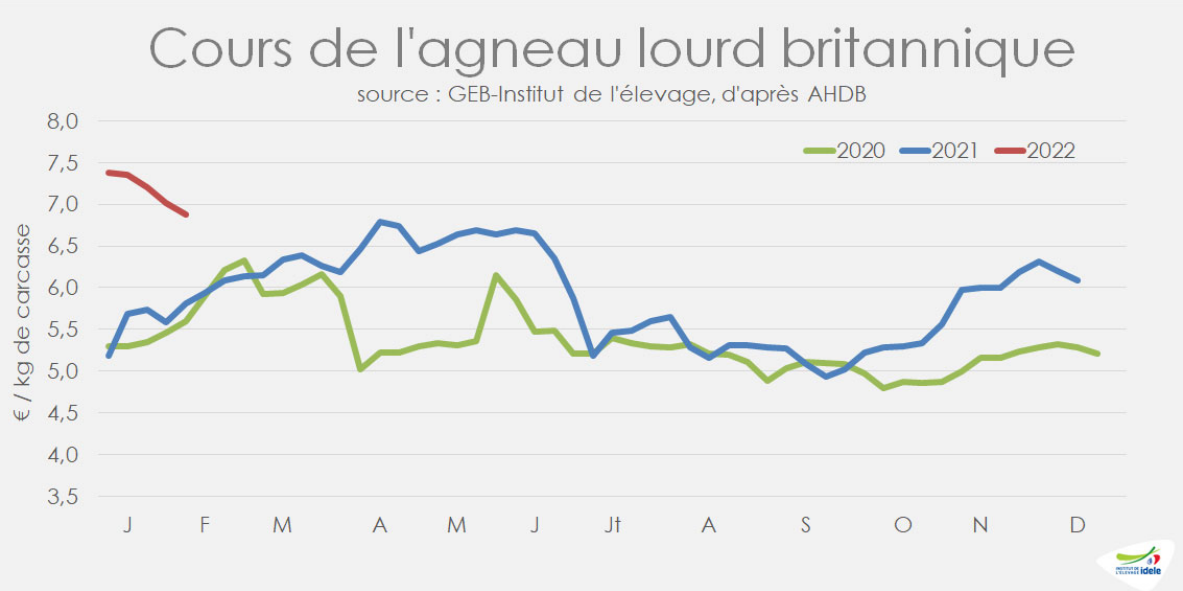
Royaume-Uni : hausse de la production en janvier

En 2021, **le Royaume-Uni** a produit moins viande ovine, 10% de moins qu'en 2020, ce qui a provoqué une chute prononcée des exportations de viande ovine (-22% /2020). Les importations de viande ovine, aussi en recul de -18% /2020, ne sont pas parvenues à maintenir un disponible suffisant sur le marché intérieur.

En janvier 2022, la production de viande ovine britannique a bondi de +9% /2021, à 21 200 t, grâce à la hausse conjointe des sorties d'agneaux (+4% /2021) et de leur poids de carcasse. Les sorties d'agneaux, avec 908 700 têtes, restent toutefois en-deçà de leur niveau de janvier 2020. Les réformes ont totalisé 94 500 têtes, soit +21% /2021.

Les abattages devraient se maintenir au-dessus de leurs niveaux de l'an passé dans les prochains mois, surpassant la première semaine de février de +14% ceux de 2021. Les exportations totales de viande d'agneau britannique pourraient ainsi augmenter de +5% en 2022, selon *AHDB*.

Face à cette offre haussière, les achats sont restés modestes à cette période de l'année et la cotation britannique a alors poursuivi sa traditionnelle chute saisonnière : à 6,88 €/kg en semaine 5, elle reste toutefois supérieure aux deux années précédentes (+0,62 € /2021 et +1,28 € /2020).

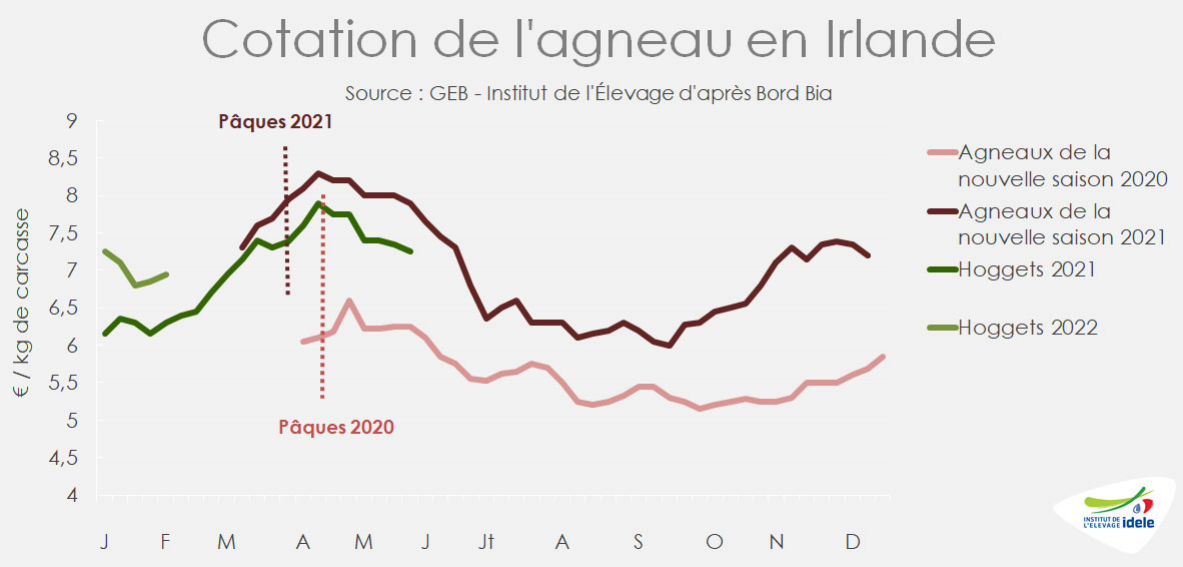


Irlande : des abattages qui satisfont de nouveau la demande

En 2021, la production abattue en **Irlande** a baissé de -4% /2020, à 63 600 tonnes : les volumes d'agneaux ont chuté de -5% et ceux de réformes de -1%. Les exportations irlandaises de viande ovine ont alors reculé de -14% /2020, à 53 600 téc, dont -40% vers le Royaume-Uni et -11% vers la France.

Début 2022, les sorties d'agneaux sont suffisamment dynamiques pour s'ajuster à la demande. Les abattages d'agneaux ont en effet progressé de +5% /2021 sur les 5 premières semaines de 2022, à 219 300 têtes, tandis que les réformes ont baissé de -6%, à 28 600 têtes. Le commerce est donc ferme et les problèmes persistants des Britanniques pour accéder au marché de l'UE sont autant d'opportunités pour l'agneau irlandais.

La cotation du *Hoggets* irlandais a abordé sa hausse saisonnière. A 6,95 €/kg en semaine 5, elle se situait +0,65 €/kg /2021 et +1,40 € /2020 ! Les bons niveaux d'offre et de demande soutiennent la cotation.

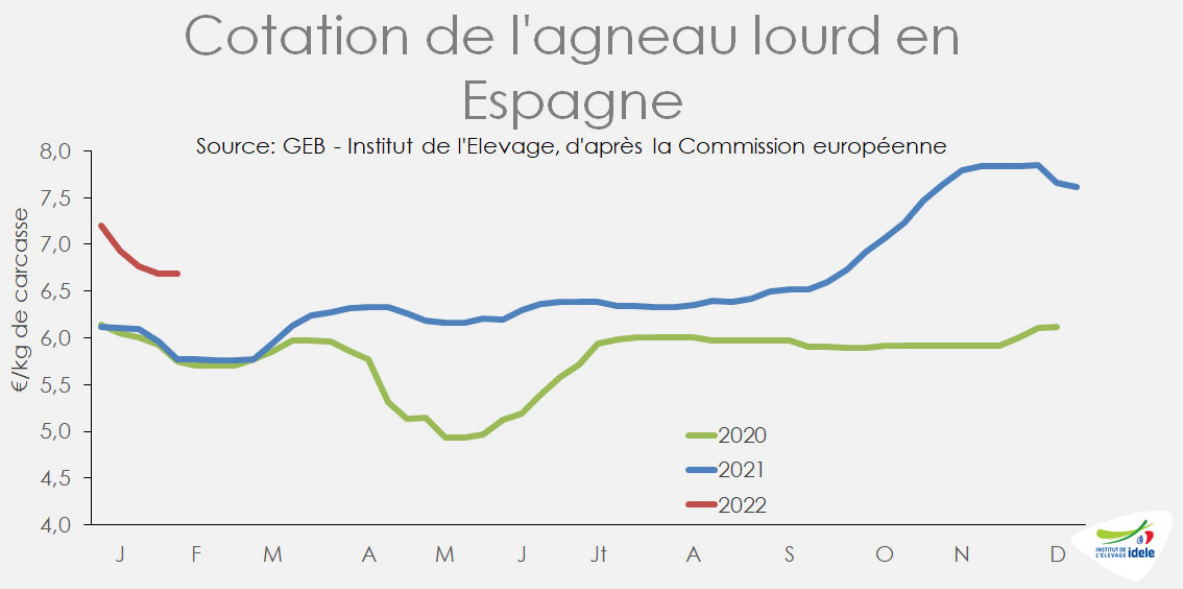


Espagne : une année 2021 très dynamique

Sur 10 mois de 2021, la production abattue en **Espagne** a augmenté de +6% /2020, à la fois du fait de la hausse des effectifs abattus (+3%) et de celle du poids des carcasses. Le dynamisme des abattages découle entre autres d'un fort ralentissement des exportations d'agneaux vivants de -13% /2020, soit -171 000 têtes, même si les envois de réformes ont par ailleurs sensiblement augmenté de +9%, soit +7 000 têtes. Les exportations de viande ovine espagnole ont alors cru de +25%, à 51 400 téc.

La cotation de l'agneau lourd espagnol a entamé une franche baisse saisonnière début 2022. Ramenée à 6,69 €/kg en semaine 5, elle restait toutefois nettement au-dessus du niveau des années précédentes : +0,92 € /2021 et +0,94 € /2020.

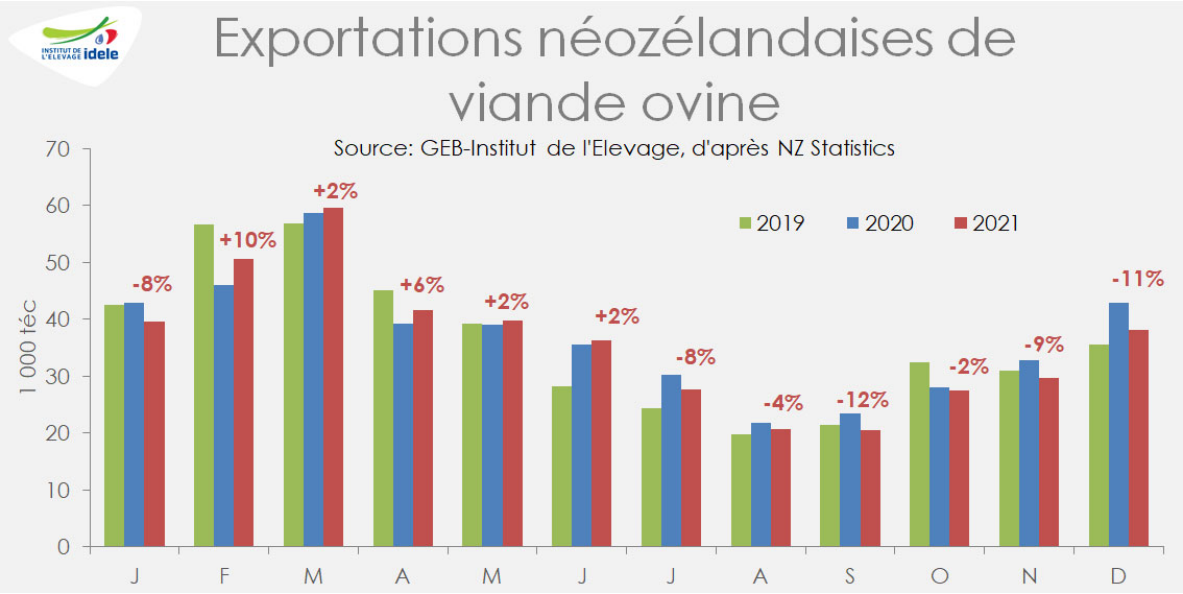
La sécheresse qui s'est abattue sur la péninsule ibérique début 2022 pourrait *a posteriori* avoir des conséquences sur la production ovine espagnole.



Nouvelle-Zélande : Bond des exportations vers la Chine en 2021

En 2021, la production abattue en **Nouvelle-Zélande** a baissé de -4%, à 439 300 téc. Les effectifs d'agneaux abattus ont reculé de -5%, totalisant 18,11 millions de têtes, et ceux des réformes de – 2%, avec 3,7 millions de têtes.

Les exportations de viande ovine ont baissé de -2% /2020, à 432 000 téc en 2021. Elles ont surtout baissé vers le Royaume-Uni, la Malaisie, l'Allemagne et Taïwan, tandis qu'elles ont été particulièrement dynamiques à destination de la Chine et des États-Unis. La réorientation de ses flux vers ces deux pays a conduit la Nouvelle-Zélande à ne remplir que 46% de son quota d'exportation de viande d'agneau de l'UE-27 en 2021 : le plus bas niveau depuis des décennies… ce qui laisse le champ libre à ses principaux concurrents.


Exportations néozélandaises de viande ovine
Source: GEB-Institut de l'Elevage, d'après NZ Statistics
1 000 téc
2019
2020
2021
-8%
+10%
+2%
+6%
+2%
+2%
-8%
-4%
-12%
-2%
-9%
-11%
J
F
M
A
M
J
J
A
S
O
N
D

Hausse plus rapide des charges que du prix du lait

Dernière révision le 22 février 2022

La collecte française de lait de chèvre accuse un ralentissement en fin d'année, qui n'a pas pour autant intégralement neutralisé la croissance accumulée au printemps et à l'été. Simultanément, les importations ont poursuivi leur effondrement. Face à un approvisionnement sous légère tension et à une demande des ménages en repli, les industriels ont limité les fabrications de fromages au lait de chèvre.

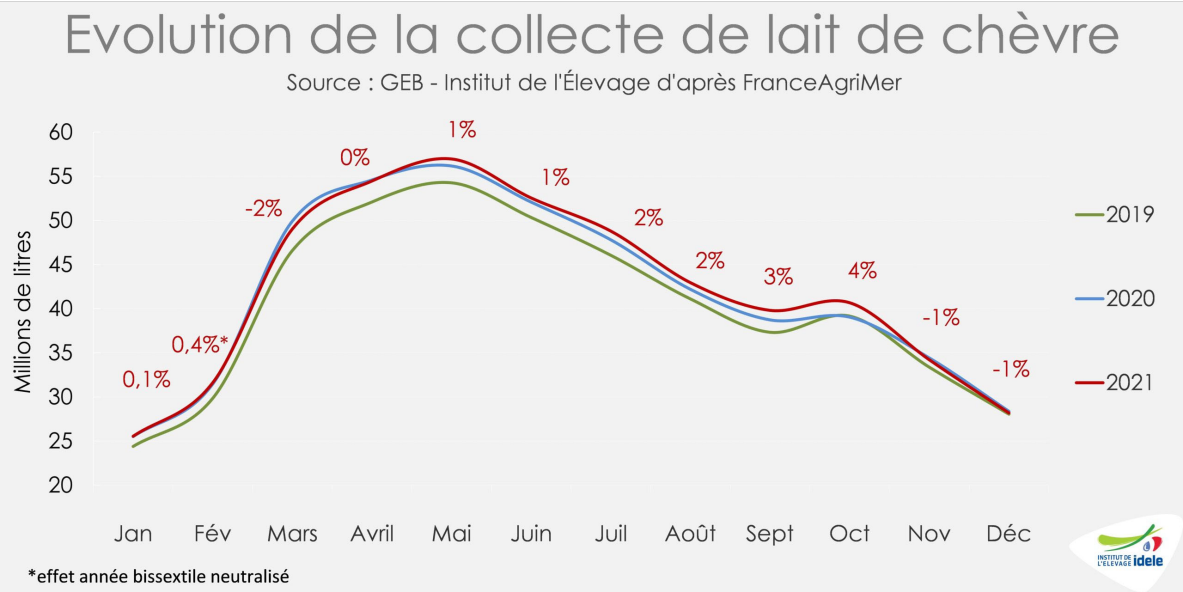
Dans ce contexte, le prix moyen du lait de chèvre s'est apprécié tout au long de l'année, sous l'effet de l'amélioration de la composition et de la hausse du prix de base. Mais cette progression n'a pas neutralisé la hausse des charges.

Baisse saisonnière prononcée de la collecte fin 2021

Dernière révision le 22 février 2022

La collecte française de lait de chèvre accuse un ralentissement en fin d'année, qui n'a pas pour autant effacé intégralement la croissance accumulée au printemps et à l'été. Simultanément, les importations ont poursuivi leur effondrement. Face à un approvisionnement sous légère tension et à une demande des ménages en repli, les industriels ont limité les fabrications de fromages au lait de chèvre.

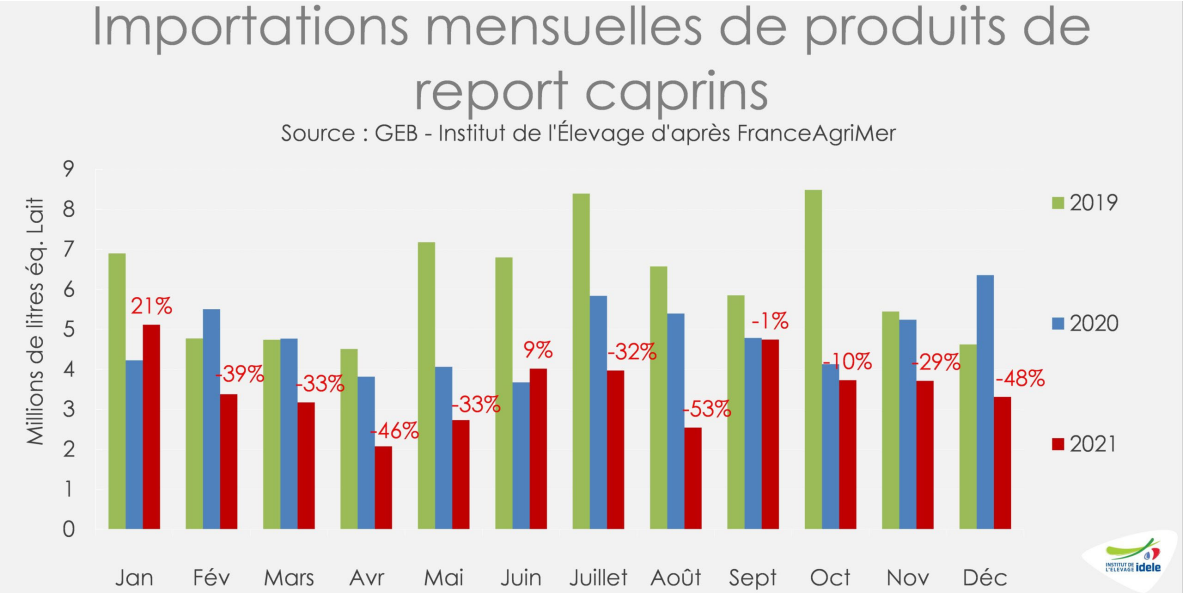
Timide hausse de la collecte nationale en 2021



Après un démarrage laborieux au 1er trimestre (-1% /2020), imputable aux fourrages récoltés à l'automne 2020 de qualité médiocre et aux épisodes de froid intense qu'a connu la France pendant l'hiver, la collecte s'est redressée au printemps (+1% au 2ème trimestre). Elle a continué sur cette lancée à l'été (+2% au 3ème trimestre), grâce aux températures clémentes, et à l'incorporation des bons fourrages récoltés au printemps. Cependant, l'automne signe la fin de cette tendance, avec une collecte en recul sur les deux derniers mois de l'année (-1% en novembre et décembre). Cette contreperformance n'a toutefois pas complètement gommé l'effet du sursaut enregistré en octobre, et le bilan reste positif au 4ème trimestre (+1%).

Au final, avec près de 505 millions de litres en 2021, la collecte annuelle de lait de chèvre a progressé de +1% /2020, soit un peu moins de 5 millions de litres supplémentaires, selon FranceAgriMer.

Toujours moins de lait de chèvre importé



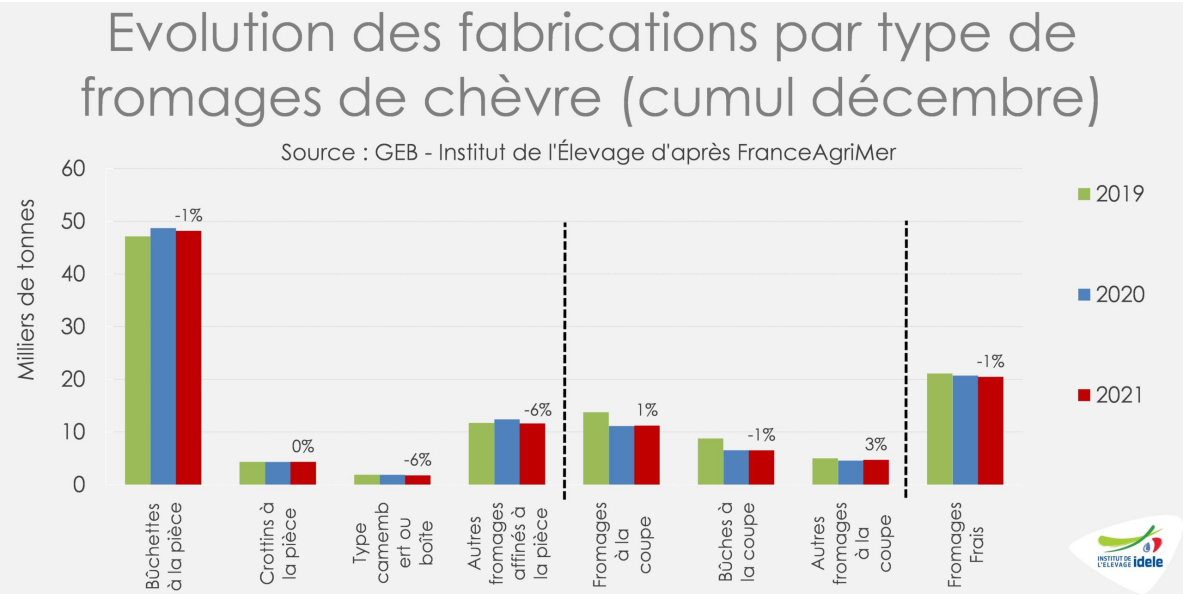
Face à une demande des ménages en fromages au lait de chèvre qui marque le pas, les transformateurs ont adapté leur approvisionnement. Exception faite de janvier et juin, lorsqu'elles ont bondi de +21% et +9%, l'évolution des importations mensuelles est restée négative tout au long de l'année (oscillant entre -1% et -53% /2020). En somme, avec 42,5 millions de litres, le volume cumulé des importations de produits de report caprins en 2021 accuse une chute de -26% d'une année sur l'autre (-43% /2019).

Ainsi, le repli des importations, tendance amorcée depuis 2017, s'est poursuivi pour la 4ème année consécutive. La part des importations dans l'approvisionnement des transformateurs français s'est établie à 8% en 2021, et pourrait reculer davantage dans les années à venir. En effet, les transformateurs français privilégient désormais la ressource laitière française, considérant de plus en plus le lait importé comme une variable d'ajustement de l'approvisionnement.

Au total, avec un peu plus de 547 millions de litres cumulés sur l'année, l'approvisionnement total des transformateurs français (collecte et importations) a reculé de près de 11 millions de litres (soit -2% /2020).

Des fabrications fromagères en léger repli

Avec un approvisionnement en berne et des stocks au plus bas, les fabrications industrielles de fromages de chèvre ont reculé en 2021, avec une évolution en « dents de scie » tout au long de l'année. Ramenées à 97 600 t en 2021, elles ont diminué de 1 300 t d'une année sur l'autre (-1% /2020).

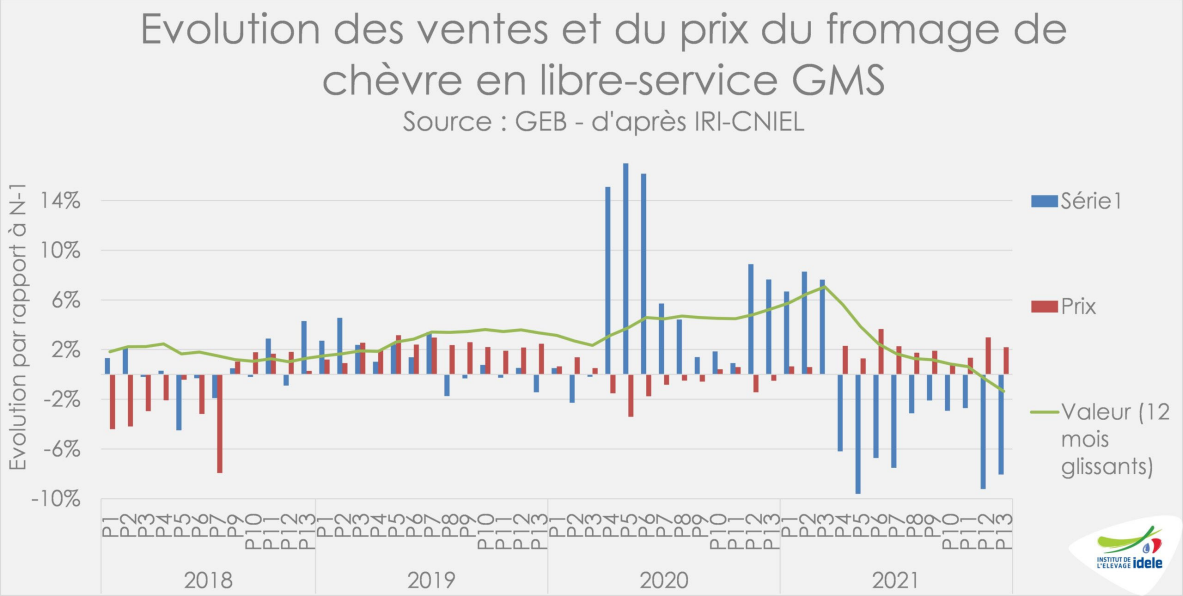


Cette évolution est principalement imputable à celle des bûchettes à la pièce (qui représentent la moitié des fabrications totales). A un peu plus de 48 000 t, leur production a reculé de -1% d'une année sur l'autre, à l'image de celle de fromages à la pièce (-2% /2020), à 11 600 t, et des fromages frais (-1% /2020), à 20 500 t. Seules les fabrications de fromages à la coupe ont vu leurs volumes augmenter (+1%), à 11 200 t en 2021.

D'un autre côté, 14,2 millions de litres de lait de chèvre ont été embouteillés en 2021, soit -4% d'une année sur l'autre.

En effet, la demande pour ce type de produit évolue défavorablement, impactée par le phénomène de déconsommation de laits conditionnés. Seules les fabrications d'ultra-frais, yaourts et desserts lactés, ont progressé, avec un rythme de croissance de +3% /2020 sur l'année, s'établissant à 14 600 t.

La demande des ménages pâtit



La baisse des fabrications fromagères est à rapprocher de l'évolution des ventes en libre-service des GMS (qui représentent près de la moitié des fabrications totales de fromages de chèvre). En effet, avec 51 300 t commercialisées en 2021, les volumes ont reculé de -3% d'une année sur l'autre. La réouverture de la RHD a signé la fin du report de la consommation à domicile, phénomène enregistré pendant les épisodes de confinement de 2020 et 2021.

Cependant, boostés par les fromages biologiques et AOP, dont les volumes commercialisés évoluent favorablement, les prix moyens se sont appréciés (+2% /2020, à 12,08 €/kg).

D'autre part, les exportations de 2021 ont bondi après avoir chuté en 2020 (impactées par le ralentissement des échanges en pleine crise sanitaire). Les volumes exportés ont progressé de +5% /2020, à 24 300 t, mais restent toujours en deçà des volumes expédiés en 2019 (-5%).

Lait de chèvre et viande » Prix du lait de chèvre »

Année favorable pour le prix du lait

Dernière révision le 22 février 2022

Le prix du lait de chèvre a connu une nouvelle progression au 4ème trimestre 2021, sous l'effet de la hausse du prix de base et de l'amélioration de la composition dans tous les bassins caprins. Elle a été toutefois moins rapide que celle des charges en élevage.

Hausse du prix de base

Le prix de base du lait de chèvre s'est établi à 787 € les 1 000 litres au 4ème trimestre, soit une progression de près de 21 € d'une année sur l'autre (+1,5% /2020). Sur l'année, il a enregistré une progression de +2,2%, à 694 €/1 000 litres.

Au 4ème trimestre, le taux de progression est le plus élevé dans le Sud-Ouest avec une hausse de +2,8% /2020, et un prix de base à 803 €/1 000 litres. Les bassins du Sud-Est, du Centre et du Centre-Ouest ont connu une hausse plus modérée de +1,2% /2020, à 810 €, 791 € et 780 €/1 000 litres respectivement.

Amélioration de la composition du lait fin 2020

L'amélioration de la composition de lait de chèvre s'est poursuivie au 4ème trimestre.

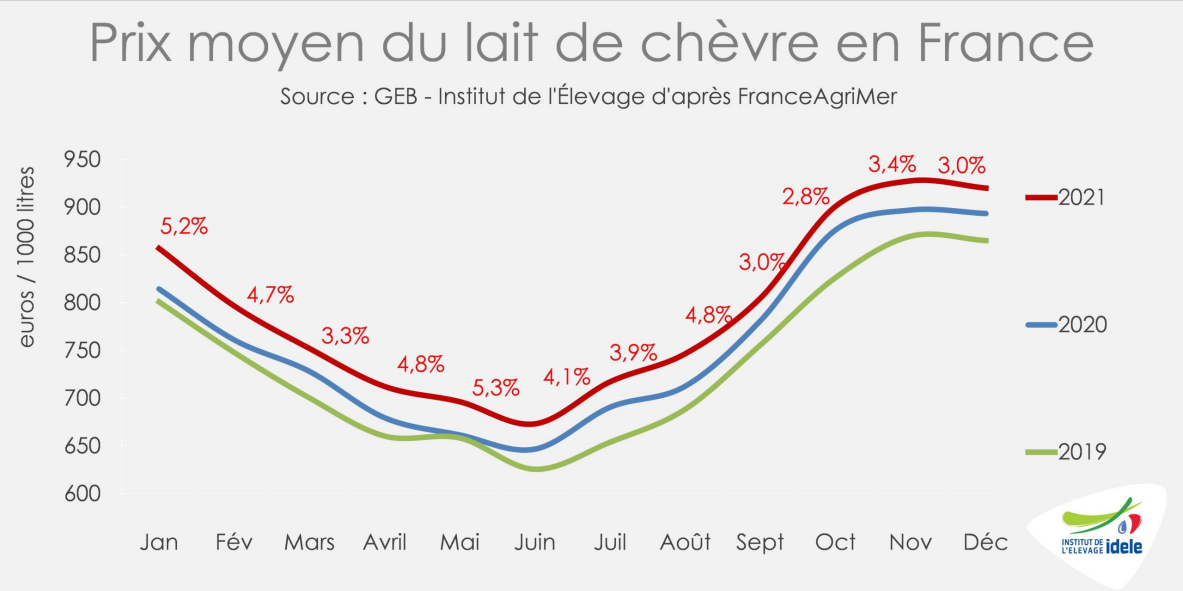
Le taux butyreux s'est dégradé en octobre, avant de progresser fortement en novembre et décembre. Au final, la moyenne nationale au 4ème trimestre se situe à 42,9 g /l, soit +0,4 g/l. Sur l'année, elle s'établit à 39,3 g/l, une hausse de +0,5 g/l /2020. Seul le Sud-Ouest a connu une dégradation du taux butyreux du lait de chèvre collecté, à 37,8 g/l de moyenne annuelle (-0,2 g/l en un an), sous l'effet du fort recul enregistré au 1er trimestre.

Le taux protéique a progressé dans tous les bassins laitiers, portant la moyenne nationale à 37,6 g /litre au 4ème trimestre, soit +0,6 g/l d'une année sur l'autre. L'évolution est également positive sur l'année, avec une hausse de +0,5 g/l (à 35 g/l).

Prix payé aux éleveurs dopé par l'amélioration des taux au 4ème trimestre

Au 4ème trimestre, le prix du lait de chèvre payé aux livreurs a logiquement progressé de +24 euros d'une année sur l'autre, à 907 €/1 000 litres (+3% /2019). Le lait de chèvre est toujours mieux payé dans la région Centre où la part de lait AOP est la plus élevée, à 946 €/1 000 litres (+3,2% /2020). Le prix moyen dans le bassin du Sud-Est suit de près, avec 931 €/1 000 litres, mais sa progression a été la plus faible (+1,6% /2020). Enfin, les bassins du Centre-Ouest et du Sud-Ouest pratiquent des prix moyens similaires, avec 899 €/1 000 litres (+2,9%) et 886 €/1 000 litres (+1,9%) respectivement.

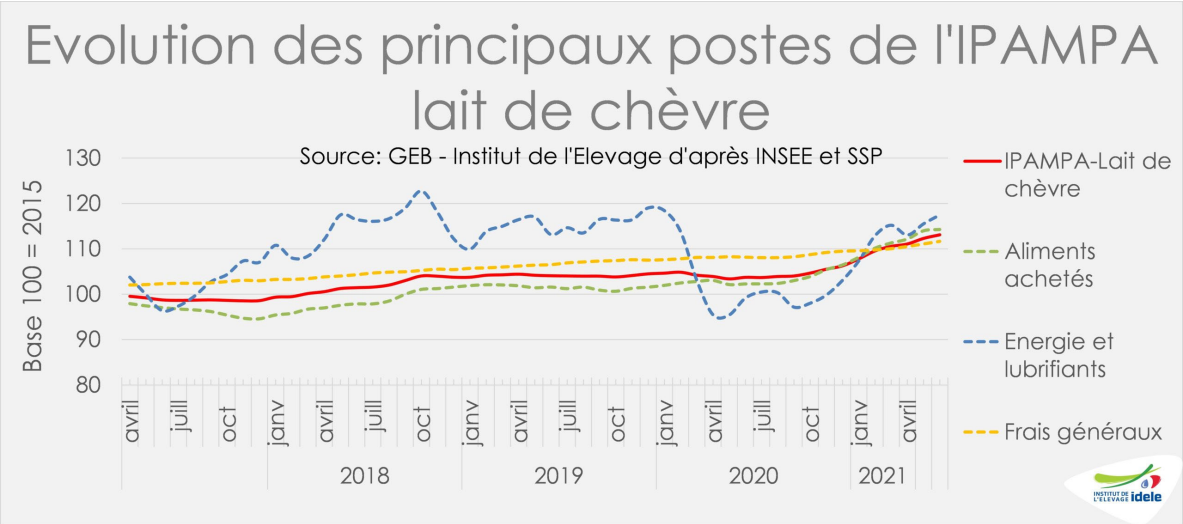
Sur l'ensemble de l'année 2020, le prix moyen payé aux livreurs français de lait de chèvre s'établit à 771 €/1 000 litres. En hausse de 29 € d'une année sur l'autre (soit +4% /2020), il a bénéficié d'une évolution plus favorable que le prix de base.



Mais la hausse des charges dépasse celle du prix

Simultanément, les charges en élevage caprin s'envolent, sous l'effet de la hausse du prix de l'aliment acheté (principal poste de charge, avec 50% des charges indicées) et de l'énergie.

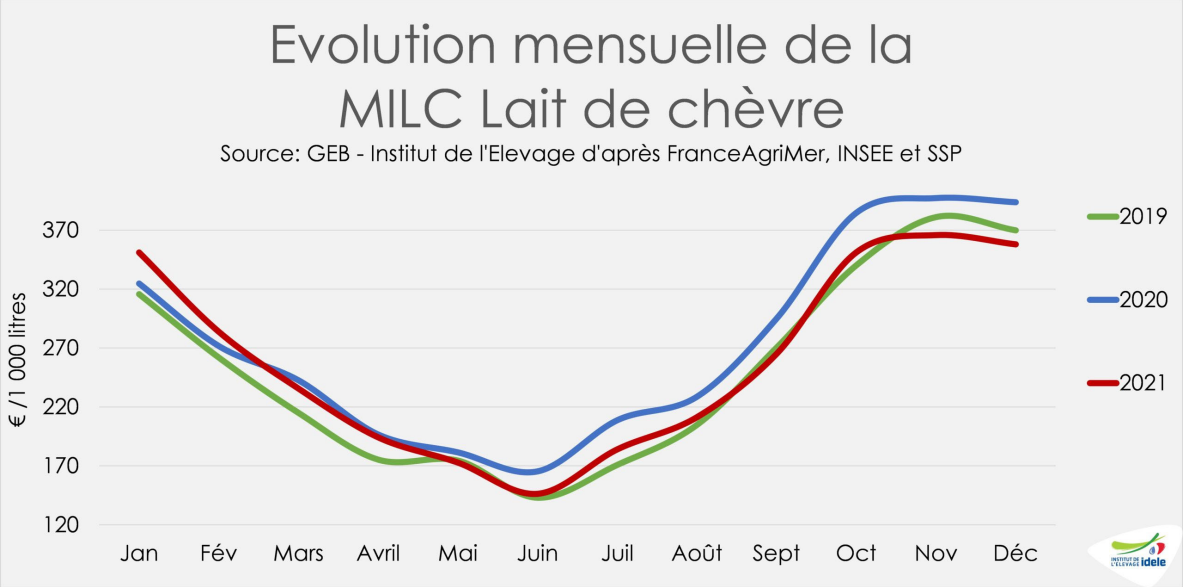
A l'indice 118,8 en moyenne au 4ème trimestre (base 100 = 2015), l'IPAMPA s'est en effet positionné +12,7% au-dessus de son niveau de 2020. L'indice moyen annuel s'est quant à lui moins apprécié, de +9% /2020 à 113,8 en 2021.



La MILC évolue moins favorablement qu'en 2020

En décembre 2021, la MILC Lait de chèvre a amorcé sa baisse saisonnière. Ramenée à 358 €/1 000 litres, elle a reculé de -8 € d'un mois sur l'autre, mais surtout de -36 € d'une année sur l'autre. La hausse du prix du lait payé aux producteurs n'a pas réussi à compenser l'inflation des charges.

Sa baisse sur 12 mois glissants est toutefois logiquement atténuée (-14 €), à 260 €/1 000 litres en décembre, soit la moyenne annuelle. Elle retrouve ainsi le niveau enregistré en juin 2020.



Les fromages AOP, moteurs de l’essor de l’Italie laitière

Dernière révision le 22 février 2022



Ce dossier dresse un état des lieux de la filière laitière italienne depuis la fin de quotas et jusqu’à son envolée récente, lors de laquelle elle s’est encore plus rapproché de l’autosuffisance en ressource laitière (estimée à 80% aujourd’hui).

La production laitière a surtout progressé dans la plaine du Pô (à cheval sur 5 régions administratives de l’Italie du Nord) où se situe l’essentiel de la production nationale. Les leviers ont été l’amélioration génétique des troupeaux, le recours intensif à la complémentation alimentaire, et des investissements techniques et matériels importants. Malgré des coûts de production plus élevés qu’en Europe du Nord et de l’Ouest, les élevages laitiers d’Italie du Nord bénéficient d’une très bonne valorisation de leur lait, transformé en fromages AOP. Les emblématiques *Grana Padano*, *Parmigiano Reggiano* et *Gorgonzola* absorbent 40% du lait italien et sont très prisés à l’export.

La hausse de la collecte laitière a d’un côté permis d’accroître les fabrications de fromages à valeur ajoutée et de l’autre de réduire les importations de produits de base, notamment du lait vrac bon marché, qui entrent dans les fabrications de laits conditionnés et autres produits frais. Ainsi, la France, a subi une forte dégradation de son solde commercial en produits laitiers, devenu négatif depuis 2018 sous l’effet d’un fort ralentissement de ses exportations, parallèlement à des achats croissants de fromages AOP italiens.

Le dynamisme de la production italienne pourrait toutefois buter plus ou moins rapidement sur certaines limites. En Italie du Nord, le dynamisme de l’économie accentue la pression sur un marché foncier agricole devenu prohibitif. Restreints par la faible surface allouée aux cultures céréalières, les élevages laitiers recourent à des achats croissants d’aliments concentrés, massivement importés, qui gonflent les coûts de production et rendent les élevages italiens très sensibles à la volatilité des marchés des grains. En outre, le développement rapide de la production laitière a dégradé la qualité de l’eau et accru les émissions de particules fines.

Si pour l’instant c’est surtout la valeur du foncier qui pèse sur le développement de la production laitière, les attentes sociétales et les réglementations environnementales plus contraignantes pourraient à terme devenir les principaux facteurs limitants la croissance de la production laitière italienne.

Le *Dossier Économie de l’Elevage* N°522 septembre 2021